

Avantages accordés par le code des investissements

120 NOUVELLES ACTIVITÉS AJOUTÉES À LA «LISTE NÉGATIVE»^{P. 3}

EN - Les Verts
en démonstration
face au Lesotho

**UNE BONNE
RÉPÉTITION
AVANT
LE CAMEROUN**

P. 17



Selon le CNES
L'université
a besoin
d'un «plan
de sauvetage»

P. 3

La rentrée des classes
ne sera pas de tout repos
Entre joie des enfants,
appréhension
des parents et
lassitude des profs

P. 12

Théâtre régional
Abdelkader Alloula
**Effondrement
partiel
d'un balcon**

P. 12



Réunion d'Alger

**LA DERNIÈRE
CHANCE POUR
STABILISER
LES PRIX**

P. 2



Réunion d'Alger

La dernière chance pour stabiliser les prix

La réunion prochaine à Alger des pays producteurs de pétrole «est la dernière chance pour stabiliser les prix», car «il faut oublier le baril à 120 dollars».

Mahdi Boukhalfa

C'est la froide analyse de l'ex-ministre de l'Energie et du groupe pétrolier Sonatrach, M. Attar Abdelmadjid, également vice-président de l'Association Internationale du Gaz (AIG). M. Attar a souligné, dans une intervention hier lundi à la radio nationale qu'« il faut oublier le baril à 120 dollars, car à chaque baisse du prix du baril, les pays OPEP et non-OPEP essaient de produire plus, et donc il y a une baisse par rapport au volume que par rapport au prix ». Les pays OPEP produisent 35% de l'offre mondiale, alors que la Russie et les Etats-Unis produisent deux fois plus que l'Arabie saoudite, a-t-il indiqué, rappelant en même temps que l'Irak, qui a produit 3,5 millions de barils par jour (mbj), «dépasse aujourd'hui les 4 mbj, et il est capable de produire plus facilement 5 à 6 mbj, car ce pays va essayer de se développer uniquement à travers sa production pétrolière ». Dès lors, l'ex-patron de Sonatrach estime que « les pays OPEP ont intérêt à se mettre d'accord avec la Russie », et «mettre de côté les problèmes politiques ». Avant la réunion informelle à Alger des pays OPEP, il a estimé qu'« il y a des signaux positifs : il faut geler les niveaux de production, et il faut que tout le monde respecte son quota, et même envisager de réduire la production», préconise-t-il, car, il estime que « ce qu'on perdra en quantité, on le ga-

nera en prix. Il faut que les gens se mettent d'accord, la réunion d'Alger est la dernière chance pour stabiliser les prix ». Abdelmadjid Attar pronostique dès lors que «si on fait le minimum, il se pourra qu'en 2017 le prix aille au-delà de 50 et même 60 dollars. S'il n'y a pas d'accord (à la réunion d'Alger), le prix restera autour de 45 dollars, il n'ira pas plus loin, c'est le prix d'équilibre pour la période actuelle, il y a moins de consommation ». Dans ce contexte, M. Attar estime que la réunion informelle des pays membres de l'OPEP d'Alger « est extrêmement importante, c'est une réunion qui regroupe les pays producteurs d'énergie, et il y aura sur la table des échanges sur la situation énergétique dans le monde ». «Le fait que les pays producteurs de l'OPEP soient déjà pratiquement tous d'accord de se voir à cette occasion à Alger ne fait que renforcer les espérances d'un éventuel accord ou quelque chose dans ce genre autour d'une stabilisation du prix», relève cet expert pour qui « a priori, tout le monde a dit OK, mais n'ont pas défini leur position ». Il a rappelé ainsi que l'Iran, qui serait responsable de l'échec de la réunion de l'Organisation d'avril dernier, a dit « d'accord, la Russie aussi, et jusqu'au président Poutine pour le gel du niveau de production, tous les signaux sont positifs pour le moment, mais il faut attendre un petit peu quand même». Samedi à Téhéran où il avait rencontré son homologue iranien, Bijan Zanganeh, le ministre algérien de

l'Energie, Noureddine Bouterfa, avait, rappelle-t-on, affirmé que « les pays membres de l'OPEP exigent des prix du pétrole se situant entre 50 à 60 dollars et les prix de 50 dollars par baril ne sont pas acceptables ». « Nous allons continuer nos discussions et nos efforts pour parvenir à un accord final sur les prix avec les membres de l'OPEP. Et cela va être à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'Opep » d'Alger, a précisé M. Bouterfa.

TERRIBLE CONSTAT

A Alger, les différents producteurs de pétrole vont-ils mettre de côté leurs différends ? La réponse de M. Attar est technique. « Cette baisse du baril qui a commencé à la mi 2014 dure depuis 20 mois, et il y a une chose qui est importante : en 2008, le prix a baissé mais a repris une courbe ascendante sans jamais descendre. A la fin 2014 et depuis 2015 à aujourd'hui, le prix moyen du baril tourne autour de 48 dollars, la moyenne est de 47-48 dollars le baril. » Pourquoi ? Selon M. Attar, « aujourd'hui ce n'est plus le niveau de production de l'OPEP et des pays non OPEP qui définit le prix, l'OPEP peut augmenter ou baisser la production, mais ce n'est pas ça qui va influer sur le niveau des prix. Il y a au moins sept paramètres qui influent sur le prix », affirme M. Attar. Il y a, a-t-il dit, « l'offre et la demande, l'offre est supérieure à la demande de 2 mbj. Le second paramètre, c'est la production des USA, qui a augmenté à cause des hydrocarbures non conventionnels, les USA n'importent plus de gaz et l'exportent depuis 2016. Il y a également la récession économique mondiale, il n'y a pas de reprise de la croissance. En outre, il y a aussi un autre paramètre assez important, c'est le dollar, qui s'est apprécié de 20% par rapport à l'euro et il y a la consommation mondiale de l'énergie qui est en baisse. «Nous sommes en surproduction ; il y a 2 mbj qui ne trouvent pas preneur, et il y a 500 mbj des USA en stock et le même niveau détenus par la Chine », explique M. Attar. Pour l'Algérie, il préconise, à partir de cette

situation stressante sur le marché énergétique mondial, qu'il « faut trouver des solutions ailleurs que dans le pétrole. Il y a de nouveaux gisements, de petits gisements, mais nous découvrons un baril pour trois baril consommés, on produit seulement 1,2 mbj. Il faut mettre le paquet sur le gaz, car on est producteur de gaz, et nous avons une position extrêmement importante en Méditerranée ; sur le gaz, ni l'Iran, ni la Russie ou le Qatar ne peuvent nous concurrencer », estime-t-il avant de préciser que « nous avons une bonne position sur le gaz, (et) notre force est qu'on soit en face du deuxième plus important marché gazier mondial après celui des Etats-Unis. » En fait, détaille M. Attar, « l'Algérie a un potentiel en gaz plus important que le pétrole par rapport aux réserves non conventionnelles. Il y a 22.000 milliards de m³ de gaz naturel qui dorment dans le sous-sol et qu'il faudra extraire ». M. Attar a rappelé en outre que la part de la consommation locale de gaz est en hausse constante, car « on produit 83 md de m³ de gaz commercialisés, dont 40 md de m³ consommés localement, le reste est exporté. » Le problème est que la production d'électricité en Algérie est à 100% à partir du gaz naturel, « ce qui est beaucoup. Et depuis 2000, la consommation de gaz naturel a augmenté de 300% dans la production électrique et la consommation domestique ». « Si on ne trouve pas de solution, on ne pourra plus exporter de gaz d'ici à 2030 », prévient-il avant de relever qu'il y a « énormément de gaspillage en gaz naturel et carburants, avec une consommation de 16 millions de tonnes en 2015 et 30 millions de tonnes d'ici à 2030 si on ne fait rien ». Pire, « l'énergie produite est consommée entre 65% et 70% dans le secteur des ménages et le transport, alors que l'industrie ne consomme que 15% de l'énergie primaire totale produite en Algérie ». Pour réduire cette courbe ascendante de la consommation, M. Attar préconise une hausse des prix des carburants et autres produits énergétiques, car « c'est le principal argument pour inciter les gens à consommer moins ».

Publicité

Djezzy Go Ahdar UN MAX DE HADRA

50 DA = 50 MIN

1,75 DA/30 SEC VERS LES AUTRES RÉSEAUX

COMPOSE *720#



Tirage du N°6627
119.038 exempl.

Le Quotidien
d'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20

Imp. : Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Quargla: S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021.64.96.39 - Fax : 021.61.71.57
Pub Tél.: 021.64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion : Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR- Est: SO.DI. PRESSE- Sud: TDS

Avantages accordés par le code des investissements 120 nouvelles activités ajoutées à la «liste négative»

Invité hier au Forum économique du journal El Moudjahid, le directeur général de l'investissement au ministère de l'Industrie et des Mines (MIM), Amar Agadir, a estimé que le nouveau code de l'investissement consacre le principe des «avantages acquis», «allège les procédures» et «réoriente les avantages» vers les «secteurs productifs».

M. Mehdi

Selon lui, la révision du code, promulgué récemment, «renforce le dispositif d'incitation à l'investissement», écarte l'administration de l'octroi des avantages, désormais inscrit dans la loi, et accorde à l'ANDI (Agence nationale de développement de l'investissement) un rôle de «facilitateur» aux opérateurs en les aidant à «enregistrer leurs projets».

Autre nouveauté du code de l'investissement, la révision de «l'architecture des avantages», avec un «ciblage» des secteurs que l'Algérie souhaite développer. Pour M. Agadir, les avantages fiscaux et leurs durées sont accordées (dans le code), en fonction «de la réalisation des objectifs de l'investissement».

Le nouveau texte, en vigueur depuis quelques semaines, a également «redéfini» la notion de «cumul des avantages» pour des investissements régis par d'autres textes de lois comme le tourisme. Selon M. Agadir, les opérateurs économiques ont été consultés lors de l'élaboration du nouveau code de l'investissement. Dans ce domaine, explique-t-il, l'Algérie «n'a rien à envier» à ses voisins.

Intervenant à plusieurs reprises lors de la rencontre d'hier, Ali Daiboun, consultant au MIM, a rappelé les logiques ayant prévalu dans l'élaboration des différents codes de l'investissement depuis l'indépendance. «Un code de l'investissement exprime la politique (gouvernementale, ndlr) du moment. Il n'est pas un instrument neutre», affirme M. Daiboun. Pour lui, il y a «instabilité» lorsqu'un nouveau texte annule les avantages accordés par le précédent. «Ce qui n'a jamais été le cas», affirme encore le Consultant du MIM.

Pour Amar Agadir, la logique ayant prévalu dans l'élaboration du nouveau texte est la «recherche et l'encouragement des investis-

tissements utiles». Certaines activités industrielles peuvent, selon lui, bénéficier des «avantages spécifiques» liées à leurs secteurs (comme le tourisme) en plus des «avantages des droits communs» prévus dans le code. Seront encouragées les activités «ayant un potentiel d'exportation et de réduction des importations».

Parmi les avantages, des réductions en matière de fiscalité et l'octroi de taux d'intérêts bonifiés» par les banques.

Les investissements dont le montant est inférieur à cinq milliards de dinars bénéficieront des «avantages automatiques» prévues par le nouveau code.

Ceux dont le montant est supérieur à 5 milliards de DA peuvent être inscrits aux «avantages particuliers» que seul le Conseil national d'investissement attribue.

Par ailleurs, selon Ali Daiboun, les «listes négatives» des secteurs et des activités ne bénéficiant pas des avantages attribués par le code de l'investissement «sont prêtes» et le décret les instituant est «en cours d'examen». Le consultant au MIM a avancé le chiffre de 200 activités dont environ 120 nouvellement ajoutées à la «liste négative». Cela étant dit, précise l'intervenant, ces secteurs ne sont pas interdits, «c'est juste qu'ils ne donnent pas droit aux avantages accordés par la loi», dit-il. Selon le même intervenant, le «droit de préemption» n'a pas disparu du nouveau code de l'investissement, il a été «étendu» à l'aspect fiscal. Lors des cessions de parts à l'étranger, «il s'agit d'un droit d'achat» qui a été transformé en «droit de préemption» (cas de cession indirecte). Pour M. Daiboun, dans l'ancienne loi, cet aspect «était rédigé de manière laconique». Enfin, selon lui, le nouveau texte a finalement désigné un «interlocuteur» de l'investisseur étranger. Il s'agit, poursuit-il, du Conseil des participations de l'Etat (CPE).

Education

Les livres de deuxième génération «contiennent des textes purement algériens»



Le directeur de l'éducation d'Alger Centre, Nouredine Khaldi, a affirmé dimanche à Alger que les programmes des manuels de deuxième génération qui seront enseignés aux élèves du primaire (1^{re} et 2^{ème} année) contiennent des textes d'auteurs algériens et non des textes «importés» comme c'était le cas auparavant. Dans une déclaration à l'APS, M. Khaldi a indiqué que «les programmes des livres scolaires évoquent l'identité nationale, le patrimoine national et l'histoire de l'Algérie», ajoutant que les enseignants ont bénéficié de stages de formation sur la méthode d'enseignement de ces programmes en prévision de l'année scolaire 2016/2017. Il a précisé que les manuels de deuxième génération permettront d'alléger les cartables des élèves en «li-

mitant le nombre de livres (10 auparavant) à deux, l'un pour l'arabe et les matières annexes et l'autre pour les maths, la technologie et les sciences». M. Khaldi explique qu'il a été procédé dès le 10 août dernier à la distribution de ces manuels au prorata du nombre d'élèves inscrits dans chaque école. Les écoliers ouvrant droit à la prime des 3000 DA, les enfants des travailleurs du secteur et ceux de la première année primaire en bénéficieront à titre gratuit, a ajouté M. Khaldi rappelant que les cahiers d'activités étaient par contre payants. Plus de 700.000 inscrits, des trois paliers confondus, ont pris dimanche matin le chemin de l'école dans la wilaya d'Alger dans le cadre de la rentrée scolaire 2016-2017, rappelle-t-on.

Selon le CNES

L'université a besoin d'un «plan de sauvetage»

Abdelkrim Zerzouri

«L'université a besoin d'un plan de sauvetage», a lancé d'emblée le coordinateur national du Conseil national des enseignants du supérieur (CNES), Abdelmalik Rahmani, considérant que «les mesures engagées sont d'ordre ponctuel et ne s'attaquent pas aux véritables problèmes qui rongent l'université». Joint au téléphone, hier, M. A. Rahmani a tiré la sonnette d'alarme à propos d'une dérive fatale de l'Enseignement supérieur, estimant qu'«il faut engager une concertation sérieuse entre la tutelle et les partenaires sociaux pour redresser la barre». Certes, dira-t-il, «il y a des rencontres entre les deux parties, mais les discussions restent superficielles et n'abordent pas les problèmes de fond», préconisant ainsi l'engagement d'un dialogue serein afin de faire sortir le secteur du bourbier dans lequel il s'enfonce inéluctablement.

«Il y a un million 600 mille étudiants à l'université, soit près d'un million d'étudiants en plus de ce que comptent les deux pays voisins ensemble, l'Etat a consenti des investissements considérables en matière de réalisation d'infrastructures, le secteur occupe la 4^e position sur le plan de la distribution des budgets, et d'autres considérations encore à énumérer sur le registre «positif» de l'université, hélas il n'y a pas que du positif si on veut vraiment voir les choses en face et corriger le parcours de l'enseignement supérieur», relève en toute franchise notre interlocuteur. A commencer par cette loi d'orientation de l'enseignement supérieur qui date de 2008, devenue caduque depuis la promulgation de la nouvelle Constitution, souligne le coordinateur du CNES.

«La nouvelle Constitution donne clairement le caractère straté-

gique à l'Enseignement supérieur, au même titre que la Défense, et nous nous en réjouissons, il s'agit d'ailleurs d'une proposition que nous avons introduite lorsqu'on a été reçu à la présidence lors des discussions autour de l'enrichissement de la Constitution, chose qui exige l'engagement d'une profonde révision de la Loi d'orientation de l'Enseignement supérieur en concertation entre toutes les parties compétentes», estime notre interlocuteur. «Le secteur de l'Enseignement supérieur est classé stratégique, car considéré comme un levier du développement socioéconomique, d'où la nécessité de tracer une stratégie à la hauteur de cette ambition», ajoute-t-il, non sans se désoleter à propos de «l'absence actuellement d'une stratégie digne de ce nom».

Abordant le volet pédagogique, il le qualifie de «parent pauvre» du secteur. Ajoutant dans ce sens que pour l'enseignant, le côté pédagogique n'estant pas considéré à sa juste valeur, toute «valorisation» socioprofessionnelle passe irrémédiablement par la recherche scientifique. «Cela a pour effet de démobiliser les enseignants dans l'encadrement des étudiants et l'acte de donner le savoir, et autre chose plus grave encore, cela pousse à l'absentéisme, en un mot cela donne forcément une qualité pédagogique médiocre», avoue M. A. Rahmani, alors même que tous les efforts doivent être concentrés sur l'amélioration de la qualité pédagogique. «Même pour le recrutement des enseignants il y a beaucoup à dire, car nous recrutons des diplômés mais pas d'enseignants universitaires dans le sens plein du terme», explique-t-il dans ce contexte. Reconnaissant qu'on parle d'«université médiocre», mais notre interlocuteur affirme que «l'université est capable de former de grandes compétences, pour peu qu'on s'attelle à pren-

dre en charge les préoccupations socioprofessionnelles des enseignants, revoir le système d'évaluation, lui donner une meilleure visibilité, car il est très difficile de distinguer les compétences dans ce climat».

Reconnaisant pour sa part qu'il est temps de passer de la quantité à la qualité, il soutient que «le pays a effectivement besoin d'une élite». Revenant au communiqué du bureau national du CNES, rendu public à l'issue de sa réunion du 28 août, dont les termes sont très sévères, notre interlocuteur estimera qu'«il s'agit plutôt d'un cri d'alarme en direction des pouvoirs publics. Dans ce communiqué le bureau national du CNES dénonce l'absence de dialogue et les abus de la tutelle qui, profitant de l'absence des enseignants lors des dernières vacances, a rendu des instructions visant la suppression des stages de formation de courte durée, l'équivalence entre les diplômes de Doctorat et le Doctorat LMD et la réduction du budget destiné à la recherche, sous l'argument de l'austérité, alors qu'il fallait prendre des décisions pour limiter la dilapidation des deniers publics qui sévit dans les universités». «Le ministère assume toutes les responsabilités dans ce sens, vu que nos propositions introduites dans le cadre des commissions mixtes n'ont pas été prises en considération.

Aussi, le bureau national du CNES demande l'intervention du ministère pour rendre justice aux syndicalistes qui souffrent encore de l'abus des responsables locaux, et qui restent marginalisés malgré le fait que la commission paritaire les a rétablis dans leur droit». Par ailleurs, le communiqué en question annonce la tenue d'une réunion du bureau national le 30 septembre pour mettre en place les dispositions préparatoires du congrès du CNES.

Raina Raïkoum

Ahmed Farrah

L'école, les besoins et les rythmes des élèves

sieurs fois par semaine 8 séances de cours pénibles pour les élèves. Il aurait été mieux s'ils étaient établis dans les matinées de 8h00 à 14h30 avec une pause déjeuner de 30 mn au milieu. Ainsi, 30 heures de cours par semaine sont largement suffisantes pour

laisser plus de temps de récupération aux enfants et aux jeunes, pour leurs activités extra-scolaires comme le sport, l'art et la musique, nécessaires pour décompresser et surtout leur éviter des va-et-vient très éprouvants et pesants pour les familles.

Aussi, l'heure officielle pratiquée à l'école ne prend pas en compte les spécificités géographiques et climatiques des diverses régions et plus particulièrement entre le nord et le sud du pays. Ainsi, quand il fait 8h00 à Mostaganem, lieu par où passe le méridien de Greenwich, cette heure est déjà largement passée à El Kala et elle mettra encore plus de temps pour arriver à Tindouf. Ce décalage de l'heure solaire entre ces deux points extrêmes du pays a évidemment son influence sur l'éveil et les activités d'apprentissage de l'enfant, dérégulées par la désynchronisation entre l'horloge biologique et l'horloge solaire. Bien que les étendues géographiques en Allemagne ne soient sans commune mesure avec celles de l'Algérie, chaque Länd er est libre de pratiquer ses horaires d'école et son calendrier de vacances.

Ce rythme scolaire a déjà fait ses preuves dans beaucoup d'autres pays européens et asiatiques, sa mise en œuvre créera sûrement les meilleures conditions possibles de réussite des élèves et prendra en compte leurs besoins, leur rythme biologique et leur bien-être pour ne pas détester leur école.

Partis des côtes ouest

15 «harraga» algériens secourus au large d'Almeria

Moncef Wafi

L'épisode des «harraga» en Méditerranée continue et après l'invasion de la Silice si l'on croit les déclarations de Mauro Pili, député et fondateur d'Unidos, le mouvement de libération du peuple sarde, sur la mise à l'eau de 70 embarcations, vendredi dernier, à partir des côtes de Annaba, transportant quelque 350 à 400 clandestins algériens, en route vers Teulada, c'est de l'Espagne qu'ils font parler d'eux. En effet, une embarcation transportant 15 migrants algériens en situation irrégulière, a été repérée, en début d'après-midi de dimanche, par un avion de Frontex, l'Agence européenne de surveillance des frontières extérieures. Les «harraga» ont été secourus et sont arrivés au port d'Almeria, en fin de la même journée où ils ont été examinés par la Croix-Rouge. Destination préférentielle des «harraga» algériens, les côtes espagnoles ont connu leur lot de morts. En août dernier, 22 clandestins algériens ont été secourus au large de ces côtes, après avoir dérivé, pendant 3 jours. Scindés en 2 groupes, les clandestins algériens ont été repérés et secourus à 2 heures d'intervalle par un bateau et un hélicoptère de la Garde civile. Dans une première opération, les gardes-côtes ont sauvé 10 personnes qui naviguaient dans un petit bateau à 7 miles de Santa Pola, une commune de la province d'Alicante. La deuxième embarcation, avec à son bord 12 «harraga», a été repérée vers 19h à 9 miles de l'île de Tabarca, au large de la ville d'Alicante, par un hélicoptère de la garde civile, après que les occupants du premier bateau l'aient signalé. La disparition présumée d'une troisième embarcation, avec à son bord, 30 «harraga» laisse présager le pire. Si l'information n'avait pas été encore confirmée, la presse espagnole évoque les recherches entreprises par la garde civile d'un troisième bateau qui pourrait se trouver au large de la côte de Murcie. Rappelons que 5 Algériens avaient péri, noyés, dans les eaux internationales à 80 miles des côtes algériennes, en juin 2015, après le naufrage de leur embarcation, un zodiac selon toute vraisemblance. L'information avait été donnée par la presse espagnole qui a indiqué que 2 embarcations, à leur bord, 11 et 10 «harraga», ont pris la mer, en soirée, en direction de l'Espagne, à partir des rivages mostaganémois. Le bateau, transportant les 11 harragas, a coulé, pour des raisons qui sont encore inconnues, noyant avec lui 5 de ses occupants les seuls à ne pas avoir de gilets de sauvetage. Les six autres naufragés, équipés, eux, en gilets de sauvetage, ont été secourus par l'autre embarcation qui les a repêchés, les sau-

vant d'une mort certaine par hypothermie. L'alerte avait été donnée quand la marine espagnole a reçu un appel d'un bateau de pêche avertissant de la présence d'une embarcation avec à son bord 16 personnes à 16 miles au large de Cabo de Palos, sur la côte de Carthagène. Rappelons que ce n'est pas le premier drame des «harraga» algériens dans les eaux internationales ou espagnoles puisque, en octobre 2011, les unités des gardes-côtes espagnols avaient repêché 5 cadavres d'immigrés clandestins algériens, au large de Carthagène, près de Murcie au sud de l'Espagne. Samedi dernier, Mauro Pili évoquait une véritable invasion de Sulcis, citant des sources fiables. Même s'il reconnaît qu'il ne peut pas vérifier ses informations, il affirme que ses sources sont sérieuses et responsables. Selon ces dernières, dans l'après-midi de ce vendredi, à partir des côtes de Annaba, le point le plus avancé vers la Sardaigne, quelque 200 km, une véritable flotte de 70 petits bateaux, avec à leur bord 5 à 6 passagers, avec pas moins de 150 litres de carburant par embarcation, aurait pris la mer. «Une invasion à grande échelle de la côte sud de la Sardaigne», dira encore le député, profitant d'une fenêtre météo idéale de 24 heures. Si le député italien, grand défenseur de la Sardaigne semble certain de son fait, difficile de croire qu'une flotte de 70 barques quitte les côtes algériennes, sans attirer l'attention des services de sécurité, d'autant plus qu'on parle des rivages de Annaba, véritables rampes de lancement des «harraga» en direction de l'Italie, et étroitement surveillées par les gardes-côtes algériens.

Les côtes italiennes ont eu, aussi, leurs morts algériens. En mai dernier, 14 Algériens avaient disparu en mer, en route vers la Sardaigne. Sur le moment, et depuis l'alerte donnée par les autorités algériennes, les recherches n'avaient pu déceler aucune trace d'un naufrage. Ni vêtements encore moins de corps flottants.

Deux hypothèses s'étaient dégagées concernant le sort des «harraga» : soit ils ont péri au cours du voyage en raison des mauvaises conditions de la mer, soit ils ont atteint, sains et saufs, le rivage. Les recherches avaient été suspendues par les autorités italiennes, au bout de quelques jours de patrouille.

Le bateau serait parti des côtes de Annaba et ne serait, jamais, arrivé à destination, avait alors rapporté la presse transalpine. Les recherches menées, aussi bien, par la marine algérienne que les Italiens ont couvert une très vaste zone, dans le sud de la Sardaigne, impliquant 2 bateaux de patrouille des gardes-côtes italiennes, un bateau de patrouille et un hélicoptère de la police financière, un hélicoptère des Forces aériennes, un hélicoptère et un avion de Frontex.

Dix harraga interceptés au nord de Mostaganem

Dix émigrés clandestins dont un mineur ont été interceptés, lundi, au large de Mostaganem, par les éléments des gardes-côtes, a-t-on appris de source sécuritaire.

Ces harraga ont pris, dimanche soir, le départ à destination des côtes européennes, à bord d'une embarcation de pêche dotée d'un moteur, à partir d'une des plages de la région Est de Mostaganem. Les éléments de la Protection civile sont intervenus pour évacuer ces

émigrés clandestins, débarqués au port commercial de Mostaganem, au service des urgences de Tidjiddit pour des contrôles sanitaires. Se trouvant en état de choc, les harraga sont par contre en bonne santé, ajoute-t-on de même source. Ces dix personnes dont l'âge varie entre 19 et 29 ans seront présentées devant le procureur de la République près le tribunal de Mostaganem pour être jugés pour émigration clandestine.

Publicité

EXPLOREZ LE MONDE

à partir de 82,800 DZD

Saisissez cette offre exceptionnelle vers 24 passionnantes destinations.
Réservez jusqu'au 15 Septembre 2016*.

NE VISITEZ PLUS VOTRE DESTINATION, VIVEZ-LA !

DESTINATION	CLASSE ECONOMIQUE À PARTIR DE* (DZD)	CLASSE AFFAIRES À PARTIR DE* (DZD)
Kuala Lumpur	82,800	219,000
Taipei	89,500	209,400
Hanoï	89,600	233,800
Bali	89,600	242,800
Tokyo	89,900	230,000
Singapour	91,300	237,900
Maldives	91,700	238,900
Colombo	92,300	239,500
L'île Maurice	100,900	265,000
Sydney	154,000	395,000

Hello Tomorrow



*Termes et conditions applicables. Les tarifs ci-dessus sont exprimés en toutes taxes comprises. Cette offre est valable au départ d'Alger. Réservez jusqu'au 15 Septembre 2016 pour un voyage prévu entre le 1er Septembre 2016 et le 30 Juin 2017. Les frais peuvent varier selon l'évolution des taux de change et/ou réglementations gouvernementales selon l'itinéraire choisi. Pour plus d'informations, contactez votre agent de voyages local, appelez Emirates au 0 983 299 298 ou visitez le site emirates.com/dz

La Mecque Décès d'une Algérienne dans un hôpital saoudien

Une Algérienne âgée de 80 ans est morte dimanche soir à La Mecque suite à une crise rénale portant à quatre le nombre de pèlerins algériens décédés, a-t-on appris auprès de la mission Hadj et Omra. La défunte, Fatma Messaoudi, originaire d'Aflou, wilaya de Laghouat, a été transférée en urgence de son hôtel Zouar al-Beit à l'hôpital Ennour de La Mecque pour insuffisance rénale aiguë. Cette octogénaire a trouvé la mort dès son admission à l'hôpital, a-t-on indiqué de même source. Quatre hadjis, des malades chroniques, ont été admis jusqu'à présent dans des établissements hospitaliers saoudiens alors qu'une trentaine de pèlerins est sous surveillance médicale dans les centres de santé algériens, a-t-on relevé de même source.

Batna

Une bande spécialisée dans l'agression des usagers des routes neutralisée

Une bande de dangereux malfaiteurs spécialisée dans la subtilisation de véhicules des transporteurs activant dans l'informel a été neutralisée lundi par la brigade de la Gendarmerie nationale de la localité d'Ain-Djasser (Batna). Suite à l'agression violente, à l'arme blanche d'un transporteur «clandestin» assurant la ligne Sétif-Batna, du côté du village de Lafrada (Ain-Djasser) et le vol de son véhicule, une enquête a été diligentée, a-t-on appris, auprès du regroupement de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Batna. Les investigations de terrain appuyées par la publication d'avis de recherche

de ce véhicule volé, avaient d'abord conduit à l'identification et puis à l'arrestation d'un des suspects, membre de la bande recherchée, au niveau d'un barrage de la gendarmerie nationale à Haoud El-Hamra dans la localité de Hassi Messaoud (Ouargla), a-t-on détaillé, soulignant que le suspect était à bord du véhicule volé. Agissant à l'appui d'un mandat d'extension de compétence territoriale, un groupe d'enquêteur s'est déplacé vers Hassi Messaoud pour récupérer le véhicule et appréhender le suspect, a-t-on expliqué. Au cours de son interrogatoire, le mis en cause a reconnu son implication dans

l'affaire de l'agression survenue à Ain Djasser, selon la même source qui a ajouté que les investigations ont permis l'arrestation de deux (2) autres complices, alors que deux (2) autres suspects de la même bande demeurent activement recherchés. L'enquête a permis de prouver l'implication des mêmes membres de cette bande dans une agression d'une autre victime dans la wilaya de Khencela, a-t-on encore souligné, précisant que des preuves matérielles (outils utilisés dans l'agression) ont été saisies par les enquêteurs. Les trois mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt sur ordre du procureur de la République.

Constantine

Deux bombes artisanales détruites

Deux bombes de confection artisanale ont été détruites, dimanche, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), lors d'une opération de ratissage à Constantine, dans le cadre de la lutte antiterroriste, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a détruit, le 04 septembre 2016, lors d'une opération de ratissage à Constantine (5^e région militaire), deux (02) bombes de confection artisanale», précise le communiqué. D'autre part, «dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement combiné de l'ANP a intercepté, à Oran (2^e région militaire), un véhicule utilitaire chargé d'une importante quantité de kif traité s'élevant à dix (10) quintaux et trente-cinq (35) kilogrammes», note la même source.

A In Guezzam (6^e région militaire), un détachement de l'ANP «a saisi deux (02) véhicules tout-terrain et 25,5 quintaux de denrées alimentaires». Par ailleurs, des éléments des gardes-côtes «ont déjoué, à Annaba (5^e région militaire), une tentative d'émigration clandestine de vingt-neuf (29) personnes à bord d'embarcations de construction artisanale au nord de Ras El-Hamra», ajoute le communiqué.

El-Kala

Une voiture dérape, deux morts

A. Ouelaa

Deux personnes ont été tuées dans un tragique accident de la circulation survenu sur la RN 44, dimanche en fin d'après-midi, près du lac Tonga, entre les communes d'Oum Théboul et El-Kala, dans la wilaya d'El-Tarf. Le drame s'est

produit lorsqu'une KIA Picanto a dérapé et ses occupants, deux jeunes âgés de 29 et 19 ans, ont succombé à leurs blessures quelques temps après leur admission à l'EPH d'El-Kala, selon la Protection civile. Un enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes du drame.

Accidents de la route

7 morts et 22 blessés en 24 heures

Sept (7) personnes ont été tuées et 22 autres blessées dans 8 accidents de la circulation survenus au cours des dernières 24 heures au niveau national, indique lundi un communiqué de la Protection civile. La wilaya d'El-Tarf déplore l'accident de plus lourd où deux (2) personnes sont décédées suite au dérapage d'un véhicule léger survenu dans la commune et daira d'El-Kala. Par ailleurs, concernant le dispositif de

lutte contre les incendies de forêts, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 28 incendies de forêts, 5 incendies de maquis et 27 incendies de récoltes et arbres fruitiers ayant causé des pertes estimées à 275 ha de forêts, 25 ha de maquis et 4.360 arbres fruitiers et 180 palmiers, ravagés par les flammes. En outre, 2 incendies urbains ont été neutralisés dans les wilayas de Ghardaïa et Skikda.

Au G20 de Hangzhou

Etats-Unis et Russie échouent à s'entendre sur la Syrie

Par Julien Girault de l'AFP

La question syrienne - avec un échec des négociations entre Russie et Etats-Unis - s'est invitée lundi dans les discussions au sommet du G20 en Chine, où les grandes puissances cherchaient comment relancer une économie mondiale fragilisée par les protectionnismes et les crises géopolitiques. De nouveaux pourparlers lundi entre le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, et le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, se sont achevés sans parvenir à un accord de coopération sur la Syrie, selon un haut diplomate américain.

Ils s'étaient déjà entretenus «durant de longues heures» la veille en marge du sommet à Hangzhou (est de la Chine), mais sans pouvoir résoudre leurs divergences sur des «points délicats», avait expliqué M. Kerry dimanche à la presse.

Le président américain, Barack Obama, et son homologue russe, Vladimir Poutine, se sont ensuite rencontrés à la mi-journée pour un entretien informel, mais sans s'entendre sur une cessation significative des hostilités, selon le Kremlin.

Du conflit syrien à l'Ukraine, en passant par les différends territoriaux en mer de Chine méridionale, les crises géopolitiques hantaien la réunion des dirigeants du G20, qui doit s'achever lundi.

Les principales puissances, qui représentent 85% de la richesse mondiale, s'efforcent d'y relancer une croissance économique morose, et surtout d'enrayer l'essoufflement des échanges commerciaux à l'heure où s'intensifient à travers le globe les mesures protectionnistes, les populismes et les réticences croissantes du public à l'égard du libre-échange. La France a ostensiblement durci cette semaine sa position à l'égard de l'accord de libre-échange entre les Etats-Unis et l'UE (TTIP ou TAFTA).

Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker n'en a pas moins assuré dimanche que Bruxelles poursuivrait ses pour-



parlers avec Washington.

SURCAPACITÉS CHINOISES

La question des surcapacités industrielles était également au premier plan, les Etats-Unis et l'UE accusant notamment la Chine de distorsions sur le marché mondial de l'acier en l'inondant de sa colossale production excédentaire. Mais les dossiers politiques dominaient néanmoins la plupart des rencontres bilatérales. L'échec des négociations russo-américaines intervient au moment où le groupe jihadiste Etat islamique (EI) a été chassé des dernières positions qu'il tenait le long de la frontière turque en Syrie, tandis que le régime de Damas assiégeait encore les quartiers rebelles d'Alep.

Moscou et Washington, qui effec-

tuent séparément des frappes contre les jihadistes en Syrie, restent en désaccord sur le sort du président syrien Bachar al-Assad, ainsi que sur le ciblage par Damas des forces de l'opposition syrienne, avec l'appui de la Russie. La guerre en Syrie a poussé à la fuite plusieurs millions de personnes depuis mars 2011, et le désastre humanitaire que représentent les flux des réfugiés a largement été abordé à Hangzhou, selon de hauts diplomates européens.

Le président français François Hollande a exhorté dimanche Vladimir Poutine à trouver «une issue politique» via «la négociation» au conflit en Syrie, lors d'une rencontre bilatérale, durant laquelle il a également appelé son homologue russe à «regarder en face la situation en Ukraine». L'annexion de la Crimée par Moscou a été suivie

depuis deux ans par un conflit dans l'est de l'Ukraine avec des séparatistes prorusses appuyés, assurent Kiev et les Occidentaux, par l'armée russe. M. Hollande a confirmé lundi la tenue «dans les prochaines semaines» d'un sommet des dirigeants ukrainien, français, allemand et russe sur la situation en Ukraine.

TENSIONS EN ASIE

Les tensions géopolitiques en Asie s'invitaient également au sommet de Hangzhou: la Corée du Nord a tiré lundi trois missiles balistiques au large de sa côte est, nouvelle démonstration de force de Pyongyang deux semaines après le lancement d'un projectile par un sous-marin.

Des actions qui irritent désormais Pékin, le plus proche allié du pays,

inquiet d'une déstabilisation dans la péninsule, et par ailleurs vent debout contre le déploiement d'un bouclier antimissile américain en Corée du sud. Les Etats-Unis ont promptement condamné lundi les tirs de missiles nord-coréens. Enfin, le président chinois Xi Jinping devait rencontrer le Premier ministre japonais Shinzo Abe lundi soir en marge du G20, pour la première fois depuis plus d'un an, à l'heure où s'envenime le différent territorial entre les deux pays sur un archipel de mer de Chine orientale.

Tokyo fustige par ailleurs les revendications de Pékin sur la quasi-totalité de la mer de Chine méridionale et sa militarisation grandissante de la zone, au grand dam de la communauté internationale et des pays riverains.

Corée du Nord**Pyongyang tire trois missiles balistiques**

Pyongyang a tiré lundi trois missiles balistiques au large de sa côte orientale, nouvelle démonstration de force condamnée par les Etats-Unis réunis avec les autres puissances mondiales en Chine pour le sommet du G20. Les missiles ont été lancés vers 03H00 GMT du comté de Hwangju, dans l'ouest de la Corée du Nord, et se sont abîmés en mer du Japon, également appelée mer Orientale, moins de quinze jours après le tir d'un projectile par un sous-marin nord-coréen. «Il s'agirait de missiles Rodong d'une portée de 1.000 kilomètres, qui ont été tirés sans avertissement au Japon», a déclaré un porte-parole du ministère

sud-coréen de la Défense dans un communiqué. Depuis la ville chinoise de Hangzhou où se tient le sommet du G20, un haut responsable américain a dénoncé des tirs dangereux qui «représentent une menace pour l'aviation civile et le commerce maritime» dans la région.

D'après Tokyo, les projectiles ont parcouru un millier de kilomètres avant de tomber à l'intérieur de sa Zone économique exclusive (ZEE).

Le ministère japonais de la Défense a «exprimé sa profonde préoccupation face à ces tirs de missiles qui constituent une menace grave pour la sécurité nationale du Japon», selon un communiqué lu à l'AFP par un porte-parole. Depuis son

quatrième essai nucléaire en janvier, suivi en février par un tir de fusée généralement considéré comme un essai balistique déguisé, la Corée du Nord multiplie les lancements de missiles. La dernière fois, il s'agissait d'un engin tiré le 24 août à partir d'un sous-marin (SLBM). Le missile avait parcouru un demi-millier de kilomètres en direction du Japon, ce qui constituait pour les experts une nette avancée dans les programmes balistiques nord-coréens.

VIOLATION DES RÉSOLUTIONS DE L'ONU

Une véritable capacité SLBM ferait monter d'un cran la menace nucléaire nord-coréenne, en ce que Pyongyang pourrait porter sa dissuasion bien au-delà de la péninsule coréenne. Elle offrirait également à la Corée du Nord une capacité de «seconde frappe» dans l'éventualité d'une attaque contre ses bases militaires. Ce tir avait été qualifié par le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un «d'immense succès» qui place Pyongyang à «l'avant-garde des puissances militaires dotées de capacité nucléaire d'attaque». Les résolutions de l'ONU interdisent à la Corée du Nord tout programme nucléaire ou balistique. «Le lancement par la Corée du Nord de missiles balistiques constitue une violation directe des résolutions du conseil de sécurité de l'ONU qui vise à vanter ses capacités nucléaires et balistiques pendant le sommet du G20», a accusé le porte-parole sud-coréen. Ces tirs survenaient quelques heures à peine après une rencontre entre la présidente sud-coréenne Park Geun-Hye et le président chinois Xi Jinping en marge du G20 à Hangzhou. La Chine est le principal allié de Pyongyang, qu'elle porte à bout de bras économiquement, mais les relations se sont tendues récemment à cause du programme nucléaire et balistique nord-coréen.

Séoul a riposté à la multiplication des tirs de missiles nord-coréens en acceptant le déploiement controversé sur son sol du bouclier antimissile THAAD, une décision condamnée à la fois par Pékin et Moscou. A Hangzhou, Xi Jinping a réitéré l'opposition de son pays au déploiement du système antimissile américain, arguant qu'une «mauvaise gestion» de cette question pourrait «intensifier les différends» dans la région, selon l'agence Chine Nouvelle. Mme Park a déclaré que les provocations persistantes de Pyongyang représentaient un «défi» pour les relations entre Séoul et Pékin, d'après l'agence sud-coréenne Yonhap.

Par Farouk Zahi

Selon la Genèse, Dieu aurait créé la femme pour tenir compagnie à l'homme au paradis. Pour paraphraser cette assertion, nous pouvons avancer, pour notre part, que Dieu a créé la Chine pour accompagner l'humanité sur terre. Sinon, comment doit-on définir ce miracle économique et pourquoi pas culturel sur lequel le monde entier porte un regard tant perplexe qu'admiratif. L'image d'Epinal véhiculée dans les années 50/60 par l'imaginaire commun d'un coolie malingre et musculeux accroupi et avalant un bol de riz a, au vu des résultats actuels, bien changé et remis en question beaucoup de concepts idéologiques. Sans revenir sur cette dynastique civilisation plusieurs fois millénaire, il n'est pas intéressant de tirer de son expérience les traits saillants de sa fulgurante évolution. L'Occident qui, à travers son prisme déformant, a plutôt terni l'image de cette république populaire définie, selon sa constitution, comme socialiste sous la forme d'une dictature démocratique populaire par Mao Zedong, son père fondateur. Dans les années 80', voilà qu'un autre personnage de légende vint changer le cours de son histoire. Il s'agit de Deng Xiaoping à qui l'Empire du Milieu doit son ouverture au libéralisme économique. Au cours de son voyage historique aux USA, il tint à visiter les deux plus grands empires économiques du Nouveau monde : Boeing et Coca Cola. A la suite de quoi, il lança son fameux : «Il est bon de s'enrichir». Cette profession de foi venait après celle prononcée dans les années 60' et par laquelle, il annonçait la couleur : «Peu importe que le chat soit blanc ou noir, s'il attrape la souris c'est un bon chat». Critiquée en son temps, elle aura fait du chemin depuis lors. Un certain voile est levé sur son penchant libéral par sa biographie qui le situe dans les années 20' à Marseille avec une poignée d'étudiants chinois dont Chou En Lai. Devant assumer les frais de ses études, il travailla chez Hutchinson, le magnat du caoutchouc, dans une fabrique de semelles d'où il fut renvoyé pour «refus de travailler !?» ; il atterrira dans cette pépinière du militantisme qu'ont été les usines Renault de Boulogne-Billancourt, là où a sévi Messali Hadj. Deng Xiaoping aura été pour la Chine le vrai Timonier pour l'avoir menée à bon port par sa formule consacrée des 4 modernisations : industrie et commerce, éducation, organisation militaire et agriculture. Un de ses principaux opposants aurait ajouté comme 5^e modernisation : la démocratie, et il n'avait pas tort. Car ce grand pays a longtemps été épingle sur les droits de l'homme et des libertés publiques. Les événements de la place Tian'anmen de 1989 sont considérés par l'Occident comme des casseroles que traînerait encore la Chine, sauf que les intérêts économiques ne s'attardent plus sur les exigences droit-hommistes.

Que constate-t-on présentement, devenue la deuxième puissance économique du monde si ce n'est la première, la Chine a transformé son industrie archaïque de la deuxième moitié du XX^e siècle en industrie moderne, même s'il lui est reproché d'être massivement polluante par son utilisation de l'énergie fossile tel que le charbon. Premier producteur mondial d'automobiles, il n'a aucun état d'âme en recevant sur son sol des usines de montage de véhicules de grandes marques. Le coût de sa main-d'œuvre compétitif lui a permis d'engranger beaucoup de divi-



dendes au moyen des délocalisations que l'Europe a entamées à tour de bras. Dans les transports, la Chine est en passe de devenir le leader dans la construction ferroviaire par son TVG, détrônant ainsi la France et le Japon. Dans le commerce, notamment extérieur, le produit chinois est synonyme de produit local. Des Chinatown ont essaimé dans le monde entier. En ce qui concerne l'Armée rouge, en plus de sa détention de l'arme nucléaire, elle tend de plus en plus à conquérir l'espace, le disputant aux deux puissances traditionnelles que sont les USA et la Russie. L'agriculture intensive a, non seulement, permis de multiplier le niveau de vie rural par trois, mais se permet l'exportation. Au lendemain des sanctions économiques infligées à la Russie, ce sont les céréales chinoises qui ont permis d'éviter la famine à son ancien frère-ennemi.

Ce pays, à la dimension d'un continent dont la superficie totale avoisine les 10 millions de km² et la population dépasse de peu le milliard 300.000 habitants, a mis à nu tous les justificatifs d'une mauvaise gouvernance qu'on rapporte volontiers à la superficie territoriale et la démographie. Son organisation administrative se subdivise en 22 provinces, 5 régions autonomes et 2 régions administratives spéciales (Hong Kong et Macao) et 4 municipalités dont Pékin, la capitale. Shanghai, cette immense mégapole est la première au monde avec plus de 22.000.000 d'âmes dont le taux de mortalité est inférieur à celui de New York. La rosace ethnique chinoise est composée de 56 nationalités dont la communauté musulmane sunnite Ouigoure.

Toutes proportions gardées, notre pays avait de bien meilleures chances de départ. En post-indépendance, on montait déjà les mythiques R4 et R8 à El-Harrach, le camion Berliet sortait de Rouiba. La chaîne hôtelière étatique, quelle soit balnéaire ou saharienne, sortait d'un coup du néant. Sa construction silencieuse se faisait sans tambour, ni trompette. Les complexes sportifs, d'Alger, Annaba et Oran auront été les fleurons d'une jeune Algérie battante. Les Jeux méditerranéens de 1975 ve-

Et Dieu créa... la Chine

«Laissez donc la Chine dormir, car lorsque la Chine s'éveillera le monde entier tremblera». (1)

naient confirmer cette soif de vaincre et c'est là où Rahoui offrait ses lettres de noblesse à l'athlétisme national. Bérouni, cet ailier droit virevoltant, fit tout pour que la Marseillaise ne résonne pas au 5-Juillet 1962. Son but du gauche sur la ligne de corner sonnait le glas des Bleus venus en conquérants. La culture, théâtre et cinéma hissaient cet ancien peuple de «gueux» sur le podium des grandes œuvres culturelles. Le Théâtre national algérien (TNA), dirigé par le défunt Mustapha Kateb, produisait «Roses rouges pour moi» de Sean O'Casey et «La mégère apprivoisée» de William Shakespeare. Mohamed Lakhdar Hamina faisait entrer le cinéma algérien par effraction au sériéssime festival de Cannes où il obtint le Prix de la première œuvre en 1967 pour «Le vent des Aurès». Il récidivera en 1975 pour arracher la palme d'or et rien que ça pour «Chroniques des années de braise». Quand on voit, présentement, les niaiseries délivrées par le petit écran, car le cinéma n'est plus qu'un lointain souvenir, on se demande vraiment si nous n'avons pas fait le chemin inverse d'une évolution graduelle faisant d'un enfant, un adulte.

Que s'est-il donc passé depuis Octobre 1988 ? Au lieu d'avoir été notre «Mur de Berlin» qui a ouvert la voie à une transition pacifique et la réunification d'un pays divisé par deux idéologies diamétralement opposées, il a failli être un déchirement à la Yougoslave, n'était-ce le sens élevé du sacrifice de patriotes sincères. Mettant en péril la survie même de la nation qui n'était plus à l'abri des contingences du prix mondial des hydrocarbures depuis le choc de 1986, nous nous focalisons sur le politique et ce depuis l'élection présidentielle de 1995. Pendant ce temps, des pays que nous considérons, pas ou peu avancés, ont fait du chemin. Est-il besoin d'évoquer l'Indonésie, la Malaisie, Singapour ou même le Vietnam dont les «boat-people» sont encore dans l'imaginaire collectif ? On s'attarde exagérément sur les libertés publiques et individuelles, la liberté de la presse et la promotion des droits humains en général. En ce qui concerne, justement,

la liberté de la presse, il faut tout de même reconnaître qu'il y a une avancée extraordinaire qui parfois dépasse les limites admises par l'éthique allant jusqu'à l'irrévérencieux. Les caricatures représentant le chef de l'Etat sous les traits du roi Ubu sont là pour déjuger les pleureuses.

Il se trouve, malheureusement, des défenseurs des droits de l'homme impénitents qui violent tous les jours les droits de leurs gens de maison (chauffeurs, jardiniers, femmes de ménage). Faisant l'objet, quelquefois, de brimades de la part les rejetons de leurs maîtres, la plupart d'entre eux, ne bénéficient d'aucune protection sociale. En cas d'accident domestique, ils n'auront que leurs yeux pour pleurer. Alors, il faudrait que ces pseudo-justiciers repassent pour leur faux semblant droit-homiste. Dans le cadre du développement économique, aucune personne sensée ne peut nier le niveau atteint par les réalisations infrastructurales, sauf que l'intégration de l'homme algérien ne s'est pas faite en parallèle. Il est devenu normal qu'un chantier en bâtiment ne comprenne qu'une main-d'œuvre turco-sahélienne ou chinoise. L'ouvrier national est rebuté par les travaux pénibles ; il préfère le commerce occasionnel. Vendeur de moutons du sacrifice aujourd'hui, il sera le marchand d'articles scolaires demain. On chante les vertus de la moyenne et la petite entreprise ou encore de la micro-entreprise soutenues par les dispositifs ANSEJ, CNAC et autres acronymes, le consommateur ordinaire ne voit rien venir tant qu'il achète le cure-dents égyptien, le coton-tige tunisien, le manche à balai indonésien et le bibelot taiwanais. Pour cela, il suffit de jeter un coup d'œil dans ces commerces appelés «cosmétiques» pour découvrir ces cavernes d'Ali Baba où l'inutile l'emporte sur le factice.

Arrêtons le gâchis tant qu'il est temps ! Le dernier événement national qui aura focalisé l'opinion publique est sans nul doute la pâle présentation de nos athlètes au pays de la samba. Faire des comparaisons avec l'échec n'est certainement pas pertinent. S'il faut le faire, c'est avec le

succès de pays moins nantis que nous, tels l'Ethiopie et le Kenya qui ont fait le bon choix dans la course du demi-fond et du marathon. Morsi et Boulmerka sont là pour constituer les preuves vivantes d'une stratégie, jadis, payante. Mais à leur époque, c'étaient eux la délégation. Cette ruée vers la découverte et le loisir n'est pas le propre du monde sportif seulement, elle touche tous les secteurs d'activité, y compris la sphère dite académique. Il s'est trouvé des délégations officielles qui, à leur retour au pays, n'ont rendu aucun compte à leur hiérarchie.

Nous ne terminerons pas le propos sans évoquer cette indignité que subissent nos concitoyens aux portes d'un pays voisin, la Tunisie pour ne pas le citer, en dépit du soutien économique et sécuritaire qui lui est consenti depuis sa révolution du Jasmin. Les équipes de football, de la plus riche à la plus modeste, se bousculent au portillon pour des supposés stages de préparation, ne trouvant même pas de partenaires tunisiens pour des matchs amicaux, contribuent à fournir du pain bénit à ce pays «frère» qui nous préfère les équipes des pays du Golfe. N'a-t-on pas de sites appropriés tels que Seraïdi, Tikjda et autre Sidi Moussa, bénéficiant et de loin d'attrait meilleurs ?

Question à un coopeck : que voulait dire le Premier ministre qui aurait déclaré lors de sa récente visite à Saïda ? : «...sur le plan économique, le pays se porte bien, son taux de croissance actuel qui est de 3,5 sera de 3,9 en 2017. Nous n'aurons pas besoin de politique d'austérité...». C'est certainement ce genre de déclaration qui nous fait baisser la garde à chaque fois où la vigilance est de mise et l'opinion publique en éveil. Quand tout le monde sait que l'économie planétaire est en plein bégayement, il serait illusoire de donner des assurances qui ne tiennent pas la route. La Chine qui affichait un taux de croissance caricatural à plus de 9%, est en train de revoir sa copie pour une plus drastique gouvernance.

(1) Phrase prophétique attribuée à Napoléon 1^{er}.



*Au fil...
des jours*



Par Belkacem
Ahcene-
Djaballah

Communication politique : nouvelles du front !

Suite et fin



● Turquie : «En réponse à une grande demande de (notre) opinion publique», une société de production cinématographique turque va faire un film sur les événements survenus dans la nuit du 15 juillet (souvenez-vous, le fameux «putsch raté») : «La vallée des loups-putsch», une suite à une trilogie à succès qui avait attiré des millions de spectateurs... Patriotisme, agent secret ténébreux et vengeur... tous les ingrédients pour «faire passer la pilule» politique, faire oublier les victimes... et gagner beaucoup d'argent, et le cinéma étant connu, dans les pays en développement, pour ses effets spectaculaires cataleptiques.

● Le perchiste français Renaud Lavillenie, battu par un Brésilien aux Jo de Rio, s'est étonné et a même versé des larmes quand, le jour du podium, les spectateurs l'ont hué... oubliant qu'il a traité les 70 000 spectateurs assistant à la compétition le jour de sa défaite (et soutenant naturellement leur propre vedette), de «public de merde»... ressemblant au public raciste et nazi des Jeux de Berlin de 1936» qui avait hué Jesse Owens et ce en présence de Adolf Hitler. La presse française fait l'impassé sur ces propos injurieux, voire racistes et ne voit que les larmes (grosses comme celles d'un crocodile) de son héros déchu et peiné. Il s'était excusé juste après son dérapage (certainement, les commentaires français lui avaient «remonté les bretelles») mais le peuple des stades a la mémoire longue et rancunière.



Montauban, Robert Badinter, interviewé par Jean-Pierre Elkabbach sur Europe-1, avait mis en garde les Français contre ce qu'il appela «le risque de l'amalgame». Après chaque vague de commentaires qui suit une action terroriste commise par des «islamo-fascistes», le mot revient en boucle comme un leitmotiv-argumentaire. Cela a été encore plus notable après l'attentat contre Charlie-Hebdo et la «Grande marche» du 11 janvier. Et cela a repris de plus belle, après les attentats de Copenhague.

Mais qu'en sera-t-il demain, d'un tel emploi, lorsque les pro comme les anti (amalgame) sauront que ce terme est lui-même d'origine... arabe ?

«Etonnante destinée que celle de ce mot «immigré» qui dit ce qu'il ne veut pas dire, ou plutôt qui ne dit pas ce qu'il veut dire».

Un de ces trois cents mots empruntés à l'arabe que l'on retrouve dans toutes les langues européennes, et à qui l'Académie française n'a jamais dit et ne dira jamais : «La langue française, tu l'aimes ou tu la quittes !». Et pour cause : il y a deux fois plus de mots français d'origine arabe que de mots français d'origine «gauloise»...

Passé au latin amalgama (en 1250), le mot fut en effet emprunté aux alchimistes arabes.

Idem pour assimilé? Si bien assimilé que même les Identitaires sont persuadés que le mot est «français de souche» ! Et, de conclure : «Reste une question : quand Robert Badinter, cet esprit qui réhabilite toute une humanité en nous, mettait en garde les commentateurs contre tout «risque d'amalgame», qui, parmi ces derniers, pouvait savoir que même le mot risque est, lui aussi, d'origine arabe ?

● Le général à la retraite Hocine Benhadid s'en prend aux journaux (El Khabar, Le Soir d'Algérie et El Watan), reçus dernièrement chez lui (cf. samedi 13) qui auraient déformé ses propos. Il ne s'en serait pris à personne. Peut-être !

Ce qui est certain, c'est que nos responsables politiques ou militaires, certainement pris dans le tourbillon des activités ou des problèmes (lorsqu'ils sont à la retraite ou écarter) ne savent pas communiquer et considèrent toujours les journalistes et la presse comme de simples «enregistreurs-rapporteurs»... et devins des intentions réelles de l'hôte, qui plus est.

● Campagne présidentielle américaine et style oratoire de Trump : hyperboles, insinuations,

approximations... mais aussi simplicité : Des conversations sans structure ni ponctuation, avec des phrases courtes et un vocabulaire compréhensible par des enfants... et une répétition incessante de ses slogans. Comme dans un show en direct : un style unique dans l'histoire politique américaine, nous disent les spécialistes de la com' politique ; un style peaufiné au contact des tabloïds new yorkais et sur les plateaux de télévision. Le discours paternaliste et démagogique, favori de «patrons», adresse aux «employés» considérés comme des grands enfants, toujours sujets... au mieux et, au pis, comme des demeurés (puisque qu'il n'a pas réussi ce que lui a pu faire). Peut-être a-t-il raison ? On attend la suite.

● Dans son classement annuel mondial le magazine économique britannique, The Economist, dresse la liste des 10 villes les moins vivables dans le monde. Parmi celles-ci figurent 5 villes africaines dont Tripoli (Libye), Lagos (Nigeria), Alger (Algérie), Harare (Zimbabwe) et Douala (Cameroon) dans l'ordre respectif.

Pour réaliser cette enquête qui porte sur 140 villes, le magazine britannique prend en compte cinq principaux critères qui sont la «stabilité», la «santé», la «culture et l'environnement», l'éducation» et les «infrastructures», et sur lesquels il se base pour leur attribuer une note sur 100. La capitale algérienne a hérité de la 134e place mondiale et serait, selon The Economist, la 3e ville la moins vivable en Afrique derrière Tripoli et Lagos. Avec des scores de 40/100 pour la stabilité, 45,8 pour la santé, 50 pour l'éducation, 30,4 pour les infrastructures, et 42,6 pour la culture et l'environnement, elle totalise 40,9 points sur les 100.

● Il était temps : le réseau social américain Twitter annonce avoir suspendu 235 000 comptes

sur les six derniers mois (360 000 depuis mi-2015) dans le cadre de sa lutte contre les publications faisant la promotion du terrorisme et la propagande djihadiste. Et, le travail «n'est pas fini»... en attendant un «algorithme magique» pour l'identification des contenus. Pour l'instant, (c'est ce qui se fait aussi pour Facebook et YouTube) on se repose sur le signalisation par les utilisateurs des contenus litigieux.

● Cheb Khaled (Hadj Brahim) vient, paraît-il, de traiter (dans des «confessions» à un journaliste marocain) ses concitoyens - algériens - de «parasites» et de «grandes-gueules» qui «aboient du matin au soir». Khaled enchaîne en avouant son «grand amour» pour «sidna» (notre maître, ndlr), en l'occurrence le roi Mohammed VI, qui est «adulé autant que moi par tout le peuple marocain». Le nouveau sujet marocain ira jusqu'à affirmer n'avoir «jamais vu un roi aussi bon». Tant mieux pour les «sujets»

Depuis peu, la stratégie diplomatique marocaine qui, il faut le reconnaître, est assez «inventive», parallèlement aux messages de circonstance toujours doucereux, a lancé une offensive vers les chanteurs algériens ou d'origine algérienne les plus en vue pour tenter de les récupérer : séjours, accueil «royal», octroi de la nationalité. Faudel, Khaled, Réda Taliani, Zahouania... Le choix des cibles est aisément sachant que les chanteurs (de raï et d'autres genres) ont été (et sont encore) «chouchoutés» par le public certes, mais aussi et surtout, par les «responsables» qui s'en servent comme «porte-paroles», l'intellectuel» et encore moins le journaliste n'étant plus en odeur de sainteté. N'a-t-on pas encore un chanteur qui clame toujours son admiration pour Kim Il Sung... et un autre qui nous donnait régulièrement des nouvelles de la santé de notre Président.

● Participation algérienne aux Jo de Rio. Accusations multiples (venant surtout d'athlètes et d'entraîneurs... qui n'ont décroché que deux médailles d'argent...) grâce à un seul athlète, Taoufik Makhoul sur le 800 m et

le 1500 m visant la gouvernance générale et, tout particulièrement les aides apportées aux athlètes. Qui a raison, qui a tort ? On verra par la suite, lors du bilan promis et souhaité à faire «en toute sérénité et en temps opportun» (le ministre de la Jeunesse et des Sports). Les critiques ont été dures, très dures même. A la fin de sa course lors de la finale du 1500 m, Makhoul a dénoncé, au micro de BeIN Sports, le «sabotage» perpétré par «certains responsables», «qui ont détourné les moyens mis à notre disposition par les autorités». On note, cependant, que les athlètes algériens ont été et sont (presque) les seuls, après une défaite ou une victoire, hier ou aujourd'hui, à se «laisser aller» devant les caméras et les micros des journalistes... accusant, généralement, les «autres» de ne pas avoir fait assez, ou ce qu'il faut pour leur permettre de mieux réussir ou de ne pas échouer. Tout le monde y passe : les arbitres, les accompagnateurs, l'adversaire, les organisateurs, le règlement, les minima, les dirigeants (certains et pas tous), le train de vie des dirigeants, leur famille, les conditions de préparation, les moyens, les facilités, les entraîneurs (certains), les journalistes (certains et pas tous) ... Tout le monde y passe... mis à part le(s) public(s), les sponsors... et le gouvernement... et, bien sûr, la foule (versatile et toujours prête à l'émeute ou au soutien) ... et le Trésor public (toujours à «guichets ouverts» même s'il n'est pas toujours très généreux). Deux éléments de la nouvelle (en fait assez ancienne) communication sportive ? Quand on pense que bien des délégations (étrangères) sont accompagnées par plusieurs communicateurs qui «veillent au grain»... et on a même su que des cours d'écriture web et sms ont été donnés par des spécialistes aux athlètes ?

● Un journal américain, Politico, a rapporté les «inquiétudes» de «sources anonymes» au sein de l'Ue sur «des blocages politiques» en Algérie. Des blocages qui ne seraient dus qu'à la «persistance du régime de Bouteflika». Les «responsables européens

auraient exprimé leur souhait de voir le changement politique en Algérie s'opérer avec célérité... et bien d'autres souhaits : aide à combattre l'immigration, aide à la diversification de l'économie, soutien financier... Selon le Pr Metboul, qui appelle l'accélération des réformes structurelles, c'est là seulement une volonté des Européens de mettre au point un plan d'investissement en échange d'une ouverture économique, notamment dans le secteur de l'énergie, en contrepartie d'une sécurité des approvisionnements en gaz de la part d'Algérie... et une vision critique de la règle des 51/49%. «Des déclarations émanant de personnes faisant preuve de haine envers notre pays» (Suivez mon regard !), si l'on en croit notre Mae qui ne veut pas aller plus loin dans le commentaire. Un certain chantage, à l'heure où la «réalité algérienne» (sur le plan financier) est mal ou incomplètement décrite... tant par une partie de notre presse que par nos décideurs... dont les discours relèvent beaucoup plus du «règlement de comptes» ? Par ailleurs, quel hasard ! Voilà donc que le bureau d'études français Havas Horizons (du puissant et bien introduit groupe de communication Havas) a rendu public, tout récemment, son deuxième rapport sur les pays africains les plus courtisés (les plus «attractifs») par les investisseurs mondiaux. Top 5 : Ethiopie, Nigéria, Maroc, Ghana, Sénégal... et, l'Algérie ne figure pas dans le classement. Et, qu'une autre classement (The Economist) place Alger parmi les 10 villes les moins vivables du monde. Etranges coïncidences, non ? Encore un complot ? Pas sûr, mais c'est tout comme !

● A quelques mois des élections législatives, la réputation «islamique» du Parti de la justice et du développement (PJD/Maroc) est entachée par un scandale sexuel très singulier. Deux responsables du Mouvement unicité et réforme (MUR), l'aile religieuse du parti au pouvoir au gouvernement, ont été pris en flagrant délit d'adultère sur une plage de Mohammedia. M. Omar B., 63 ans et Fatima N., 62 ans (la presse marocaine a fourni leurs noms et prénoms), tous les deux vice-présidents du MUR, ont été surpris samedi par la police alors qu'ils se trouvaient, à 7 h du matin, «dans une position sexuelle» à bord d'une grosse cylindrée. L'affaire a été rapportée par le journal arabo-

phone Al Ahdath et fait depuis beaucoup de bruit au Maroc. Placés dans un premier temps en détention, les deux tourtereaux se sont vu accorder par la suite la liberté provisoire. Pour sa défense, M. Omar B., déjà marié et père de sept enfants, a affirmé être lié à Fatima N., veuve et mère de six enfants, par un mariage «coutumier». Elle devra tout de même comparaître en justice début septembre pour complicité d'adultère, alors que B., lui, ne sera pas poursuivi, son épouse actuelle n'ayant finalement pas déposé plainte. Il a été cependant accusé de tentative de corruption sur les deux policiers qui l'ont surpris.

Après la divulgation du scandale, les deux responsables du parti ont été «suspensus de toutes les structures du mouvement», a annoncé le MUR dans un communiqué, à l'issue d'une réunion d'urgence de son bureau exécutif. Pour ce dernier, la «faute gravissime» qu'ils ont commise «est une violation des principes du mouvement, de ses orientations et de ses valeurs». Bien sûr, une source proche du PJD et du MUR a accusé illico «un complot et une conspiration», «une «machination», une «exploitation policière»... la «fabrication d'une fausse accusation» et a dénoncé l'«espionnage» des pas et des gestes des deux vice-présidents du MUR. Détail pour les petits curieux : Youtube re-diffuse une ancienne vidéo publiée en 2011, dans laquelle Fatima N. donnait déjà des conseils (assez curieux) aux jeunes filles leur assurant notamment que «certains rires ou regards pouvaient entrer dans le «domaine de la fornication (Az-zina)». Elle n'avait pas précisé à quelle heure.

● Le président philippin Rodrigo Duterte est un gros plaisantin. Il vient d'avouer que sa récente (dimanche) menace de quitter les Nations Unies - après qu'une experte des Nations Unies l'eut mis en garde sur le nombre élevé d'exécutions extrajudiciaires - était en réalité «une plaisanterie». «Vous n'avez donc aucun humour», a-t-il lancé aux journalistes qui l'interrogeaient sur le sérieux de sa déclaration.

Il faut espérer qu'il stoppe sa plus sanglante plaisanterie, celle lancée durant sa campagne électorale, promettant de «tuer 100 000 criminels et de mettre fin en quelques mois à la criminalité et au trafic de drogue». On décompte déjà plus de 1 700 personnes tuées depuis l'élection en mai de l'avocat populaire : 712 par la police et 1 067 par des assaillants non identifiés. Faut-il en rire... ou pleurer sur le nouvel humour politique des nouveaux hommes d'Etat ?

● Lecture tardive (ou sortie tardive) du Journal officiel. La bonne surprise dans le n° 25 du 26 avril 2016. Vingt-quatre (24) personnalités du monde de la Culture et des Arts se voient décerner la médaille de l'ordre du mérite national au rang de

«Achir»... à titre posthume» : Rachid Mimouni, écrivain ; Kelkoum (Aicha Adjouri), artiste ; Aicha Haddad, artiste plasticien ; Cherifa (Ouardia Bouchemla), artiste ; Bekhti Benamor, cinéaste ; Sid Ali Kouiret, artiste ; Ali Kodja, artiste plasticien ; Tahar Ouattar, écrivain ; Boudjemâa El Ankis, artiste ; Omar Bernaoui, écrivain ; Abou El Kacem Saadallah, historien ; Cheikh Said Cherif (Benabdoun Benelhadj), savant Ibadite ; Cheikh Moulay Touhami Ghitaoui, membre du haut conseil islamique ; Mohamed Boulifa, artiste ; Assia Djebbar, écrivain ; Fatiha Berber, artiste ; Taleb Rabah, artiste ; M'Hamed Benguetaf, homme de théâtre ; Othmane Bali, artiste ; Zoulikha Saoudi, écrivain ; Kendsi Slimane, artiste ; Nadja Abir (Ben Zeugouta), écrivain ; Lahbib Hachefaf, écrivain ; Malek Haddad, écrivain. Enfin donc, la «société civile» est reconnue et les médailles ne sont plus l'apanage des seuls moudjahidine, des militaires et des invités étrangers de haut rang. Reste à élargir la chose aux autres pans de la société ; celle qui gagne, qui crée : aux sportifs ayant remporté des médailles (d'or) aux grands Jeux, aux enseignants et chercheurs éminents, aux entrepreneurs qui ont réussi, à des hommes-courage ayant sauvé des vies... et, si possible, ne pas attendre qu'ils meurent pour leur décerner la médaille.

Suite en page 8

Communication politique : nouvelles du front !

Suite de la page 7



● La ministre de l'Education nationale française, Najat Vallaud-Belkacem, exprime son opposition au burkini, tout en jugeant que «la prolifération des arêtes» (plus d'une trentaine de municipalités) contre cette tenue n'était «pas la bienvenue», la qualifiant de «dérive politique» qui «libère la parole raciste». La réponse de Manuel Valls n'a pas tardé. «Ces arrêtés ne sont pas une dérive. C'est une mauvaise interprétation des choses. Ces arrêtés ont été pris au nom même de l'ordre public», a rétorqué le Premier ministre. Selon lui, au cœur de ces interdictions, il y a «le combat de la dignité de la femme». Le locataire de Matignon va même jusqu'à estimer que les burkinis sont des «signes de revendication d'un islamisme politique qui vise à faire en sorte que, dans l'espace public, on fasse reculer la République». Un raisonnement ridicule, d'ailleurs noté par la quasi-totalité de la presse internationale, et qui va, assurément, faire le jeu des islamistes «djihadistes» qui auront beau jeu de dénoncer le «racisme» antimusulman en France, entre autres.

● La ministre de l'Education nationale, Mme Nouria Benghebrit affirme qu'aucune matière ne serait exclue des épreuves du baccalauréat et que les propositions examinées avec les partenaires sociaux seraient soumises prochainement au Conseil des ministres.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une rencontre avec les directeurs de l'Education nationale dans le cadre des préparatifs en prévision de la rentrée scolaire (2016/2017), prévue le 4 septembre, Mme Benghebrit indique que les rumeurs faisant état de l'annulation de la matière «Education islamique» de l'examen du baccalauréat étaient «infondées», ajoutant que «cette question n'a jamais été évoquée niveau du ministère».

Ces propositions «seront réexamинées tout en tenant compte des observations soulevées lors du Conseil de gouvernement concernant cette question avant de les soumettre au Conseil des ministres», a-t-elle souligné.

«On s'attend à d'autres rumeurs remettant en cause le travail accompli par le ministère d'autant plus que l'année 2017 sera marquée par des échéances politiques où certains tentent d'instrumentaliser l'école à leurs propres fins», a-t-elle déploré.

«L'école doit être au-dessus de toute considération», car il s'agit, a-t-elle martelé, «d'un pari sociétal». Une maîtresse femme qui semble connaître l'intérêt des enfants bien mieux que les hommes !

● Le ministre égyptien de l'Approvisionnement démissionne alors qu'un scandale de corruption secoue son ministère concernant des achats de blé (l'Egypte est un gros importateur) faisant perdre à l'Etat près de 55 millions de dollars... Il est, aussi, accusé de résidez aux frais de l'Etat, depuis plusieurs mois, certainement pour des raisons sécuritaires, dans un hôtel de luxe pour un coût de 700 000 euros. Il reconnaît cela tout en assurant que le logement n'avait coûté que 50 000 euros. Tout de même ! Faute avouée est à moitié pardonnée... en Egypte et il n'est pas sûr qu'il bénéficiera d'un poste de... secrétaire pour bénéficier de l'immunité.

● Coup de tonnerre communicationnel ou simple effet d'annonce aux «Grands Vents» ? Le ministre en charge du Tourisme évoque un détourne à grande échelle au «Dounia parc/Alger» : selon lui, 65 hectares ont été «distribués» et «squattés» (pour ouvrir entre autres des fast-food) illégalement. Les contrats vont donc être annulés et les 96 bénéficiaires seront indemnisés. En fait, la presse ne se pose même plus la question (ou ne cherche pas à rechercher la réponse) tant il est vrai que ces façons de faire, dans la distribution anarchique et «entre nous» du foncier, sont devenues monnaie courante. Idem pour les accusations directes ou par allusion à l'endroit des prédecesseurs... Dg's, ministres... et même présidents (toujours au chaud). On en est arrivé à enlever aux uns pour donner aux autres (les plus proches)... Une démarche qui dure depuis des décennies. Et, comme l'a écrit Salah Chekri (Liberté), «les accusations resteront sujettes à caution tant qu'elles n'auront pas donné lieu à un traitement judiciaire». Ce qui est certain, c'est que nos politiciens - de tous bords et ceux «d'en haut» - sont en train de faire des progrès rapides en matière de com' politique.



● Décision du Conseil d'Etat français relative à l'affaire dite du «burkini». Le recteur de l'institut musulman de la Grande Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur est un des premiers à réagir en estimant dans un communiqué que «La décision du Conseil d'Etat suspendant l'arrêté municipal interdisant le port de la combinaison de plongée communément appelée Burkini par le maire de la Ville de Villeneuve-Loubet est de nature à préserver le droit de toute dérivation politique». Quel optimisme ! Il est certain que la décision va faire enrager encore beaucoup plus les partisans de la répression, les islamophobes et les racistes qui, assurément, vont - avec la fin de l'été et à l'approche d'élections - essayer de trouver d'autres raisons de stigmatisation des musulmans et des «arabes». Le grand perdant est le Premier ministre M. Valls qui, même s'il gagne des points auprès de la droite de sa gauche, a fait preuve d'engagement et d'entêtement douteux qui n'ont fait que jeter de l'huile sur le feu... comme s'il entamait on ne sait quelle «croisade». Il est vrai que son hispanité profonde a réveillé en lui, comme chez beaucoup de gens du Sud de la France (où habitent beaucoup de pieds-noirs originaires d'Afrique du nord, principalement d'Algérie) une certaine haine des «maures» et des «sarrasins».

● Alors que le Brésil est en plein procès en destitution de la présidente Dilma Rousseff devant le Sénat (une «farce» selon le PT, parti de Mme Rousseff), voilà que son mentor, Lula da Silva, l'ancien président est inculpé pour corruption passive (dans le scandale du géant pétrolier Petrobras) et blanchiment d'argent (une «inculpation» politiques selon ses avocats). La police a, aussi, inculpé sa femme et trois autres personnes. Un pays étonnant... qui, en pleine crise socio-économique, après avoir réussi brillamment ses JO... et après avoir redressé la barre dans le domaine du foot en remportant la médaille d'or... s'attaque à la corruption... en commençant par le haut. Le bas va certainement suivre. Chez nous, ça commence toujours par le bas !



● La communication d'entreprise n'est pas très éloignée de la communication politique, tout particulièrement lorsque les objectifs sont, de toute évidence, quelque part, «intéressés». Au moment (jeudi) où l'entreprise Sonelgaz, révèle le montant des créances détenues auprès de ses clients (62 milliards de dinars)... dont près ou plus de 45% sont détenues par des administrations, voilà donc que le Syndicat national autonome des travailleurs de l'électricité et du gaz informe (dans un communiqué) «l'opinion publique nationale» que l'entreprise a «surfacturé 8 millions d'abonnés durant plus de dix années... et il réitère sa demande afin que la Creg, l'Igf et le président de la République (déjà, malade, on s'escrime à le mettre à toutes les sauces) incitent le groupe Sonelgaz à procéder au remboursement des victimes de la surfacturation», dont on dit qu'il y a, parmi elles, certaines grandes institutions. Des travailleurs qui «se tirent une balle dans le pied» au nom de «la protection des droits des consommateurs» ! Dans quel but ?



● Dans une vidéo publiée, on aperçoit un homme en tenue de cuisinier refuser de servir deux femmes voilées, qui sont attablées dans un restaurant présenté comme Le Cénacle en la bonne ville de France, Tremblay-en-France. «Des gens comme vous, j'en veux pas chez moi», déclare notamment l'homme à ces deux femmes. «On a posé des bombes, monsieur?», interroge l'une d'elles. «Les terroristes sont musulmans et tous les musulmans sont terroristes. Cette phrase-là veut tout dire», répond le restaurateur. Dimanche, en milieu de journée, le directeur du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) a indiqué que les deux femmes avaient saisi le CCIF «pour les aider». Il appelle notamment à «ruiner la réputation de ce restaurant [Le Cénacle] sur tous les espaces en ligne où il est listé». Des jeunes habitants de Tremblay-en-France, environ une vingtaine, sont allés demander des explications au restaurateur, dimanche après-midi.

*Au fil...
des jours*



Par Belkacem
Ahcene-
Djaballah



J'ai pétré un plomb. Un ami est mort au Bataclan, j'ai tout mélangé», a plaidé le restaurateur, qui s'est excusé. «Des propos comme ça, ce n'est pas juste un pétage de plomb», ont rétorqué de jeunes adultes venus à sa rencontre. «On sait pas s'il s'excuse pour pas avoir de problème... ou s'il le pense vraiment». En fait, peut-être la méthode la meilleure et la plus pacifique... comme un certain temps les Noirs d'Amérique : Le boycott commercial et politique s'il le faut... et par ailleurs, développer des activités économiques de la communauté musulmane... dans le strict respect des lois de la République, bien sûr. Viser les «bijoux de famille» ; ceux d'en haut, du portefeuille, il n'y que ça de payant !

● Point de presse animé par Amar Brahmia qui a répondu aux accusations et griefs retenus contre lui lors des Jeux de Rio 2016. Une très lourde responsabilité en l'absence du président du Coa, fortement malade, dit-on. Face à des journalistes quasi ligés contre lui, il n'avait d'autre stratégie de communication que la contre-offensive, en apportant des réponses encore plus cinglantes que les critiques. Avec cette regrettable manie de nos responsables de ne jamais citer des noms, tous les noms, avec précision... Par ailleurs, une communication quotidienne (point de presse, communiqué...) lors des Jeux (et juste avant) aurait certainement (sans que cela ne soit sûr, tant les rancunes sont nombreuses et tenaces dans la presse spécialisée et dans le milieu des sports...) surtout que des élections se préparent) évité toutes ces polémiques et les surenchères... sur tous les détails du voyage et du déroulement des Jeux.

● Le maire d'un village de Corse-du-Sud s'est tué, lundi 29 août, sur une route de l'île. Quand les policiers l'ont découvert, ils ont retrouvé sur lui une arme, un 7.65 approvisionné, et 104 000 euros en liquide. Charles-Antoine Casanova, maire de Guarigale, un village d'une centaine d'habitants, est mort «dans un accident de la circulation sans intervention d'un tiers», a précisé une source judiciaire, excluant tout homicide.

Charles-Antoine Casanova avait fait parler de lui en 2012 en affirmant publiquement sa volonté de désober à la loi sur le mariage pour tous «en refusant d'unir deux personnes de même sexe dans (sa) commune». Et à la mi-août, il avait appelé sur Facebook son homologue de Sisco à «exclure définitivement tous les Maghrébins et leurs familles de son village», après une rixe entre des Marocains de Furiani et des villageois dans une crique. Justice divine... pour ceux qui y croient.

● Un site électronique (www.algeriepatriotique.com) rappelle opportunément que «le problème de la France avec le voile est une vieille histoire. En 1989 déjà, c'est-à-dire à l'époque où le Fis (parti dissous) régnait en maître absolument en Algérie, ses relais en France avaient déjà commencé un long travail qui a débouché sur les événements présents. C'est dans l'école, qui se veut, en France, républicaine et laïque, que l'affaire du voile, en tant que signe distinctif de l'appartenance à la mouvance islamiste, a commencé il y a un peu plus d'un quart de siècle. Le fait, qui s'est produit en octobre 1989, dès la rentrée des classes, avait été très largement médiatisé, notamment par Antenne 2 (aujourd'hui France 2). Ce qui s'était passé : Trois élèves musulmanes ont été exclues du collège Gabriel-Havez de Creil (Oise), situé en zone d'éducation prioritaire (Zep) - un euphémisme qui désigne les banlieues défavorisées à forte concentration maghrébine et africaine - parce qu'elles ont refusé d'enlever leur voile - appelé «oulard islamique» à l'époque - en classe. L'exclusion du collège de ces trois élèves musulmanes voilées, montrait déjà les premiers signes de l'échec de la démarche droit-de-l'homme zélée de François Mitterrand qui a permis à la gangrène salafo-uhabite de se répandre en France en offrant l'asile aux «réfugiés» du Fis «fuyant la junte militaire d'Algér... C'était pour lui (pour Mitterrand), comme pour ses pairs, une revanche pour avoir été boutés hors d'Algérie en 1962», explique notre source qui ajoute que les dirigeants français «maintiennent, d'ailleurs, le même leitmotiv tout en comptant, cette fois-ci, sur l'extinction de la génération de Novembre... Vingt-sept ans plus tard, c'est le contexte sécuritaire dominé par la menace terroriste qui est brandi pour

justifier la mise hors-la-loi du burkini sur les plages françaises. On voit comment la situation s'est aggravée puisqu'il ne s'agit plus seulement de vêtement, le voile à l'école ou le burkini sur la plage, dont le port «ostentatoire» choquerait le paysage laïc de la France, mais du risque terroriste créé par le recrutement d'extrémistes français, fanatisés au nom de la religion musulmane... Le problème créé en 1989 par la complaisance, jusqu'à la complicité, de Mitterrand à l'égard du FIS, retombe en 2016 sur son disciple François Hollande qui ne sait plus comment l'aborder» (Extraits).

● Après avoir appelé lundi 29 (communiqué) les «acteurs de l'espace audiovisuel» au respect de l'éthique et de la déontologie dans le traitement de la question de l'enlèvement et de la disparition d'enfants, ainsi qu'à la mise en œuvre du Plan national d'alerte, l'Arav, persiste et signe un deuxième communiqué, celui-ci étant bien plus direct... Selon elle, tout en invitant les professionnels de la presse (audiovisuel) à s'éloigner du sensationnel, «il ne faut se fier qu'aux communiqués du procureur de la République». Facile à dire, pas facile à faire et on se souvient, pourtant dans un paysage médiatique bien moins prolifique -avec l'inexistence des réseaux sociaux et des chaînes de télé offshore-, du «traitement» de l'information sécuritaire dans les années 90... par les sources officielles (toujours avares en infos et plus que prudentes, sinon soupçonneuses) et par la presse (commerce et «concurrence, quand vous nous tenez !»).

● Télévisions et radios off-shore ou non, la récréation est terminée ! Il faut, très bientôt, soit rentrer dans les rangs soit disparaître... ou, alors exister toujours à l'étranger et dans les cieux, mais sans possibilités de jouir des avantages nationaux... Les textes réglementaires viennent d'être publiés (in Jo n° 48 en date du 17 août 2016..., un journal qui sort toujours avec un décalage de quelques semaines). On comprend donc mieux les récentes interventions vigoureuses de l'Arav. «Ouvertures contrôlées?» (El Watan) ou «Fin de l'anarchie?» (Liberté). En fait, les deux. Mais il était temps que l'incertitude continue. Pourvu que cela se passe bien et dure longtemps. Rapidement, j'ai noté que le montant des contreparties financières se compose d'une partie forfaitaire de 10 milliards de cts pour les télés et de 3 milliards de cts pour une radio. A verser en une seule fois et rapidement après la signature du contrat ! Et, bien sûr, il y a une partie variable à verser annuellement, soit 2,5% du chiffre d'affaires hors taxes. Pas lourd du tout pour nos nouveaux «milliardaires», mais pas léger du tout pour les bonnes volontés, surtout pour les radios où l'on va voir une masse de jeunes se présenter pour tenter l'aventure.

● Info ou intox ? Vu et lu dans un quotidien (Le Soir d'Algérie) toute une page publicitaire payée par Ficodun (un «Forum international de la lutte contre la corruption et des droits universels»), une «Ong caritative à but non lucratif» présidée par un certain Fetni Sofiane, dont le siège est à Reus en Catalogne (Espagne). Elle envisage d'«attribuer des médailles de mérite exceptionnel à des personnalités internationales (22 au total) qui se sont distinguées par des actions avérées louables et hors du commun...». Aux côtés de Mohammed Ben Rachid Al Maktoum (Emir De Dubaï), de Barack Obama, de Merkel, de Hollande, de Ban Ki-Moon, de Nicolas Hulot, de Raul Castro, de A. Bouteflika (pour «la Concorde civile algérienne»), de Bill Gates, de Xi Jinping, de Tamim Ben Hamad Al Thani du Qatar..., on trouve, selon la catégorisation, pas moins de huit autres Algériens : Abdeldjalid Tebboune («Bravoure et persévérance»), Mohamed Rehaimia, DG de l'Opgi d'Hussein Dey («Encouragement professionnel»), de Lakhdar Bellat («Qualité de la production»), de Haddad Ali («Développement et investissement»), de Abdelaziz M. Ghazi (Initiateur de «restos du cœur»), homme d'affaires oranais, Chakib Khelil («Intégrité professionnelle»), Amar Saadani («Courage et sincérité») et Hamid Melzi («Conscience professionnelle»). Info ou intox ? On attend avec impatience, pour vérifier la véracité et le sérieux de tout cela, la cérémonie de distribution des médailles (au Sheraton d'Algier)... «à une date qui sera définie ultérieurement».

BOUIRA

Des mesures contre les inondations

Farid Haddouche

Concernant la protection des berges et oueds et afin d'éviter les dangers des grandes crues, les services de la direction des ressources en eau (DRE) ont procédé à la pose de 450.000 m³ de gabion dans les oueds Isser, Zaïane, Maamoura, Djemaa, Sahel, El Hachimia, Bel-hmam et Edhous. Le débordement des oueds pose un grand problème aussi, puisque l'année dernière, l'oued Dirah qui traverse la commune de Hadjra Zerga se situant à l'extrême sud de la wilaya de Bouira, avait emporté des vies humaines dans ses flots. Dans la même orientation, le responsable de la direction des ressources en eau a présenté le plan de lutte contre les inondations. Comme la saison automnale est si proche, pouvant éventuel-

lement annoncer l'arrivée des orages et de pluies diluviales destructrices, des opérations de protection des centres urbains contre les eaux des crues et la protection des berges et oueds à travers la wilaya ont été réalisées par ce secteur. Une enveloppe financière importante estimée à 2,51 milliards DA a été réservée à cet effet, visant plusieurs communes. Il s'agit de la réalisation de canaux en béton armé, de réseaux souterrains des eaux pluviales, l'aménagement des berges et oueds et des bassins de rétention des eaux pluviales. Des aménagements qui induiront un impact positif par la réduction des inondations en cas de leur manifestation. Les 13 centres urbains concernés par le plan de lutte contre les inondations sont : Sour El Ghozlane, Bechloul, Maâmoura, Dirah, Bordj O'khriß, Kadiria, Bouira,

Lakhdaria, Aïn Laloui, Aïn H'djar, Birghbalou, Aomar et El Hachimia. Pour assurer le bon fonctionnement de tous ces ouvrages réalisés, le curage des canaux en béton et des oueds de tous débris et autres objets gênants, le ruissellement des eaux pluviales, est très recommandé. Aussi, le nettoyage des points de jonction canal-ouvrage souterrains et le curage des têtes de regards et avaloirs.

Par ailleurs, un autre programme prévisionnel de lutte contre les inondations a été également préparé par l'Office national de l'assainissement (ONA). Ce programme vient compléter les actions entreprises dans ce sens, et il s'agit d'une opération de curage préventif des avaloirs et de surveillance qui a touché 31 communes gérées par l'ONA, des 45 que compte la wilaya de Bouira.

TIZI OUZOU

Portes ouvertes sur la formation professionnelle



Le centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) des arts traditionnels de Boukhelfa dans la commune de Tizi Ouzou organise, du 06 au 08 septembre en cours, des journées portes ouvertes sur les opportunités et les offres de formation, a-t-on appris de son directeur Kamel Sellah. Cette initiative, qui intervient en prévision de la rentrée du 25 septembre prochain, a pour objectif d'informer les citoyens de la commune de Tizi Ouzou ainsi que des localités avoisinantes sur les missions de cet établissement qui œuvre pour la formation d'une main-d'œuvre qualifiée apte à intégrer le monde du travail mais aussi à préserver le patrimoine local, a-t-il expliqué. L'information et l'orientation sur l'offre de formation pour la rentrée de septembre 2016 seront appuyées par une exposition d'objets de l'artisanat, tels que le bijou, les robes kabyles, le gâteau traditionnel et le tapis réalisés par des anciens stagiaires, ainsi que des équipements pédagogiques d'accompagnement et des outillages mis

à la disposition des apprenants pendant la période du stage, a-t-il précisé. Seront associés à cette démarche les différents dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle, ainsi que des représentants de la chambre de l'artisanat et des métiers qui accompagnent les diplômés des métiers de l'artisanat dans le montage de leurs projets et l'intégration du monde du travail, a-t-il encore signalé. M. Sellah a expliqué que la formation phare au niveau du CFPA des arts traditionnels de Boukhelfa est la bijouterie traditionnelle qui connaît un engouement particulier des jeunes demandeurs de formation, en plus de l'habitat traditionnel qui attire notamment les jeunes filles ayant un niveau de scolarité inférieur à la 4^e année moyenne.

Selon lui, 80% des artisans bijoutiers qui activent actuellement dans la wilaya de Tizi Ouzou ont été formés par le centre et que la chambre de l'artisanat et des métiers est le principal partenaire des arts traditionnels puisqu'elle assure un accompagnement durable aux nouveaux diplômés dans

le lancement de leurs ateliers de production et l'intégration du marché de l'emploi. Il a annoncé, par ailleurs, la réintégration à l'occasion de la rentrée de septembre en cours d'une troisième formation diplômante suspendue depuis quelques années par manque de formateurs, en l'occurrence la sculpture sur bois qui sera rouverte suite au recrutement d'un enseignant spécialisé. Le centre assure également des formations qualifiantes dans les spécialités du gâteau traditionnel, pique et montage et la tapisserie pour laquelle une section détachée sera créée au niveau de Bouzeguène, a-t-il fait savoir. Pour la session de septembre, le centre ouvre 125 nouveaux postes de formation avec une moyenne de 25 postes par spécialité, a-t-il indiqué, avançant le chiffre de 122 stagiaires pris actuellement en charge par l'établissement dans le mode de formation résidentielle et 222 autres dans le cadre des formations par apprentissage assurées au personnel des entreprises ayant signé des conventions avec le CFPA.

18 points de vente de moutons de l'Aïd

La vente du mouton de l'Aïd se fait au niveau de 18 marchés hebdomadaires répartis sur l'ensemble du territoire de la wilaya de Tizi Ouzou, a-t-on appris de l'inspecteur vétérinaire auprès de la direction des services agricoles, Karim Kaddour. Ces espaces sont retenus officiellement par les services de la DSA pour servir de lieu d'achat des bêtes de sacrifice. Des vétérinaires y sont affectés pour contrôler l'état de santé de tout le bétail proposé à la vente en cette occasion, a-t-il expliqué. Il a affirmé également que les vendeurs de moutons sont sommés de présenter obligatoirement des certificats vétérinaires de tous les animaux qui parviennent d'autres

wilayas du pays en vue de s'assurer de l'absence de maladies pouvant nuire à la santé du consommateur. Des points de vérification sont actuellement ouverts à travers les différentes localités, a-t-il indiqué, précisant que les fellahs qui effectuent des élevages localement présenteront leurs moutons aux vétérinaires qui assurent la permanence au niveau des marchés pour un contrôle avant de procéder à la vente. Par ailleurs, l'inspection vétérinaire de la DSA a mobilisé 67 vétérinaires pour assurer la permanence durant l'Aïd, que ce soit au niveau des abattoirs ou les chefs-lieux de communes où les citoyens peuvent se rendre pour effectuer des contrôles en

EL-TARF

Le nouveau lycée inauguré

A. Ouelaa

Le coup de starter pour la présente rentrée scolaire a été donné à partir du nouveau lycée de Chébaïta Mokhtar, inauguré pour la circonstance par le wali d'El-Tarf, M. Lebka Med, accompagné par les responsables locaux. Ce lycée baptisé au nom du martyr Bouaicha Ahmed, d'une capacité de 800 élèves, dispose de toutes les commodités nécessaires, laboratoires, amphithéâtre, restaurant, stade... Un véritable joyau architectural qui a été réalisé en un temps record.

Sur place, le directeur de l'éducation, le Dr Djillani, a exposé les grands axes caractérisant cette rentrée scolaire, le nombre d'élèves

des trois cycles, la prime de scolarité, le transport scolaire, les cantines, etc. S'agissant des départs en retraite, le DE a donné le chiffre de 408 enseignants et les recrutements ont atteint 356 auxquels vont s'ajouter selon le mérite, ceux qui sont en liste d'attente, comme annoncé par la ministre de l'Education. Pour sa part, le wali a insisté sur le rendement scolaire, ajoutant qu'il demeure disponible à toutes les suggestions à même d'améliorer ce secteur. Enfin, le directeur des équipements nous a déclaré qu'un autre CEM va ouvrir ses portes au mois d'octobre à Oued Zitoune en attendant le lycée de Bouhadjar et autres infrastructures dont des terrains de sport.

ECHATT

Opération coup-de-poing

A. O.

Une opération coup-de-poing a été menée avant-hier par les éléments de sûreté et de la BMPJ de la ville d'Echatt ayant visé les endroits douteux. Cette opération s'est soldée par la saisie de plus de 500 bouteilles et canettes de bière de différentes

marques dont la vente se faisait sans autorisation et la saisie d'un véhicule volé lors des contrôles effectués.

Cette opération, qui n'est pas la première du genre dans une ville comme Echatt où délinquants et malfrats sévissent, a été favorablement accueillie par les habitants de cette ville côtière.

FERDJIOUA

Des aménagements au bon moment

B. Bousselah

Resté longtemps dépourvu des aménagements extérieurs qui causent des désagréments aux habitants, notamment lors des précipitations pluviales, le lotissement «177 lots» de la ville de Ferdjoua vient de bénéficier d'une opération d'aménagement pour laquelle un montant de 5,4 milliards de cts a été dégagé dans le cadre du programme de l'amélioration urbaine.

Le lancement des travaux vient

d'être donné par le maire, en présence des services techniques et de l'entreprise réalisatrice. Les travaux porteront sur la pose du béton imprimé sur les trottoirs, l'évacuation des eaux pluviales, la modernisation de l'éclairage public ainsi que le bitumage des accès. Cette opération d'aménagement touchera en même temps l'école primaire du lotissement en question qui ouvre pour la 1^{re} fois après avoir reçu à deux reprises la visite du wali. Un délai de six mois a été accordé.

BATNA

Un secouriste dans chaque famille

L'association Doha pour la solidarité et le secourisme a formé depuis sa création en 2010 plus de 600 secouristes dans le cadre de mission de développement de la culture du secourisme civil, a indiqué son président Kamel Bensebaâ.

L'objectif ambitieux de l'association est de former un secouriste dans chaque famille et de contribuer à sauver les vies des victimes des accidents de la circulation dont «beaucoup meurent à cause d'une action d'assistante maladroite des premiers arrivés sur le lieu de l'accident», a indiqué Bensebaâ en marge de la cérémonie de sortie de la 10^e promotion de secouristes de l'année 2016 composée de 21 jeunes. Timide au début, l'engouement pour les formations en secourisme a considérablement cru depuis 2011 particulièrement chez la gent féminine, assure le président de cette association à vocation caritative et sociale qui relève que sur les 21 secouristes de la 10^e promotion 2016, 20 sont des femmes.

Au total, Bensebaâ, titulaire d'un

diplôme international d'encadrement, assure avoir formé depuis 2010 près de 3.000 secouristes au sein de son association et du comité de wilaya de secourisme de la section locale du Croissant-Rouge algérien (CRA).

La 10^e promotion de secouristes de l'association Doha est composée d'étudiantes en pharmacie et en médecine ainsi que des retraitées dont Mme Tounisia Yahia d'El Madher (ancienne technicienne en radiologie) qui a indiqué avoir opté pour cette formation suite à son incapacité à secourir un proche qui s'était étouffé devant elle.

Mme Tounisia Yahia a indiqué avoir également inscrit à cette formation sa fille de 20 ans qui suit des études universitaires en langues étrangères. La Protection civile a formé de son côté plus de 3.000 secouristes bénévoles, a indiqué le chargé de communication de ce corps constitué, Zohir Nekaâ, qui a fait état du lancement de la seconde phase de formation de secouristes de proximité dans le domaine des catastrophes.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

04 dhout el hidja 1437

El Fedjr
04h54

Dohr
12h46

Assar
16h23

Maghreb
19h12
Icha
20h33



Protestation de demandeurs de logements sociaux

A. El Abci

Des demandeurs de logements sociaux d'El Manchar (Bellevue), Bab El Kantara, El Gammas, Les Bosquets (Sidi Mabrouk) et Zouaghi, non portés sur les listes des bénéficiaires et ayant déposé des recours, viennent d'être destinataires d'une réponse officielle de la daïra de Constantine leur signifiant «qu'après enquête il s'avère que votre salaire ne vous permet pas de bénéficier de logement de cette formule». Et la correspondance, dont nous détenons une copie, de poursuivre, «en vertu de l'article n°04 du décret exécutif de 142-08 en date du 11-05-2008, qui définit les modalités d'attribution du logement social : ne peut bénéficier de logement social que la personne qui réside depuis cinq ans au moins dans

la commune concernée et dont le revenu familial mensuel ne dépasse pas 24.000 dinars.»

Les protestataires rassemblés hier devant le cabinet du wali font savoir qu'ils sont outrés et en colère pour la simple raison que c'est à la fin du mois d'août et le 24 plus précisément, date d'envoi de la missive de la daïra, «qu'ont nous informe de cette disposition concernant un dossier déposé en 1990 et pour certains de 1987 et 85. Nous voulons voir le wali pour nous expliquer ce qui se passe, réellement, et s'il est au courant de ces réponses envoyées à des demandeurs de logements qui attendent depuis plus d'un quart de siècle. Les autorités centrales et locales parlent beaucoup de lutte contre la bureaucratie et l'esprit bureaucratique, mais au vu de ces correspondances adressées ces derniers jours aux citoyens

concernés, il faut reconnaître que c'est difficile de faire mieux dans le genre de pratique et d'esprit», lanceront-ils.

Selon le président de quartiers de Bab El Kantara, Abdelhafid Boukerra, de nombreux demandeurs de logements destinataires de cette réponse ont été complètement déboussolés, déroutés et ne comprenant plus rien à rien. Et ils veulent, ajoutera-t-il, sans tarder recourir à la justice et se trouver un avocat pour défendre leur cause auprès de qui de droit. Une délégation des protestataires a été reçue, en fin de matinée, par le chef de cabinet du wali qui les a rassurés en leur déclarant qu'il s'agit certainement d'une erreur et que les auteurs doivent prendre leur responsabilité en la matière. «Rien de tout cela n'a été décidé et les listes demeurent toujours ouvertes», dira-t-il.

Postes vacants

La direction de l'éducation prise d'assaut

A. E. A.

La direction de l'éducation de Constantine a été quasiment prise d'assaut, dans la matinée d'hier, par des candidats au dernier concours de recrutement d'enseignants des trois paliers portés sur la liste d'attente, venus défendre leur cas et faire prévaloir leur droit aux postes vacants. Chacun parmi les présents dans la foule, formée surtout de femmes, ne manquait pas de faire valoir son droit d'être désigné prioritairement dans les postes qui demeurent sans titulaires et ce, au lendemain de la rentrée scolaire 2016-2017. L'argument avancé, dans la plupart des cas, est vite formulé par certains qui n'hésiteront pas à dire, à qui veut bien les entendre, qu'au ni-

veau de la wilaya, «c'est le règne de l'opacité et de l'arbitraire». «Les noms figurant sur la liste d'attente sont classés par ordre de mérite, dans le but de pourvoir les postes vacants selon cet ordre, mais c'est le pays des interventions, diront-ils, et on sait que c'est à des connaissances qu'ils vont revenir». Questionné sur ce sujet, le directeur de l'éducation par intérim a réfuté toutes ces allégations en disant que «les gens peuvent penser ce qu'ils veulent, mais pour ce qui me concerne, je dois prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter un déficit d'encadrement. Bien sûr en désignant dans les postes vacants des enseignants contractuels à partir des listes d'attente du dernier concours de recrutement». Et d'indi-

quer que le nombre de postes pour le secondaire est de 2.977 avec 154 postes effectivement vacants, qui ont été pourvus de la liste d'attente. Au niveau du moyen, le nombre est de 4.253 avec 191 postes vacants et des contractuels ont été désignés, et idem pour le primaire où les enseignants sont au nombre de 4.751 avec 22 postes vacants qui ont été pourvus d'encadrement de la même manière. «Je ne vois aucun dysfonctionnement, sauf peut-être que certains parmi ces désignés ne rejoindront pas leurs postes. D'ailleurs, une commission de suivi a été installée au niveau de la direction pour voir les développements sur le terrain». Et tous les absents seront immédiatement remplacés, conclura-t-il.

Lotissement «El-Berda»

Les habitants dénoncent un cadre de vie lamentable

A. Mallem

Les acquéreurs de lots à bâti dans le lotissement El-Berda de Constantine, endroit enclavé entre Djebel El-Ouahch et Sarkina, ne cessent de courir dans tous les sens pour attirer l'attention des autorités locales et de l'opinion publique sur la situation de leur lotissement créé en 1989. Hier, le représentant des habitants, M. Benkara-Mostefa Mohamed-Fawzi en l'occurrence, est venu à notre bureau pour nous relater les péripéties vécues par les acquéreurs de lots à bâti sur ce lotissement de 84 hectares partagé en 1.237 lots. «Depuis l'octroi des permis de construire, a-t-il commencé, nous ne cessons de lutter auprès des autorités et organismes publics locaux pour construire et viabiliser le terrain qui est dépourvu de tout et complètement délaissé. Et depuis cinq ans environ, nous militons activement par des sit-in organisés, sans coupure de voie, sans rien, pour amener les organismes concernés à s'occuper de l'aménagement de notre site. Nous avons été jusqu'à voir le directeur général de l'urbanisme au niveau du ministère à Alger et celui-ci a débloqué en notre faveur un budget de plus de 76 milliards de centimes pour régler les problèmes de notre lotissement en matière d'éclairage, d'assainissement, d'électricité. Malheureusement, cet argent demeure encore inutilisé au niveau de la direction de l'urbanisme de la wilaya». Selon notre interlocu-

teur, le lotissement est bâti aujourd'hui à près de 80% car il reste encore des tranches difficiles d'accès où les gens n'ont pas pu construire. Et pour cause, ils attendent que les problèmes de viabilisation soient réglés. Et de l'autre côté, les organismes étatiques concernés, notamment la direction de l'urbanisme et de la construction (DUC) ainsi que la Sonelgaz, attendent que les acquéreurs puissent terminer leurs constructions pour intervenir. Mais c'est difficile, assure-t-il, car ils ne peuvent travailler que pendant les périodes sèches, au printemps et en été, car pendant les périodes de pluie et en hiver, il est difficile d'introduire le matériel sur le terrain. Parce que, d'une part, il n'y a pas de routes et, d'autre part, les voies d'accès ont été toutes obstruées par des constructions illicites érigées au vu et au su de tout le monde. «La DUC a lancé un avis d'appel d'offres en 2013 pour le réseau d'AEP et celui de l'assainissement. Mais en 2016, au moment de l'exécution, des obstacles sont apparus à cause justement des constructions illicites. On parle maintenant de revenir à la case départ. Bref, tous les efforts que nous avons fournis en 4 ans ont été vains. Et l'opération viabilisation est à l'arrêt». «Les autorités locales nous ont demandé de ne pas faire de problèmes jusqu'à l'expiration de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe 2015», le 16 avril dernier. C'était en janvier 2016 et depuis cette date, rien ne s'est encore produit», a noté Benkara-Mostefa qui nous informe que les acquéreurs vont reprendre l'organisation de sit-in. Avant de prendre contact avec notre journal, ce dernier avait tenu une réunion avec la déléguée du secteur urbain de Ziadia, Mme Filali, pour lui demander son aide afin de régler tous ces problèmes avec les autorités concernées, la mairie, la Sonelgaz et la DUC pour relancer l'opération viabilisation.

Contactée hier, la déléguée urbaine du secteur de Ziadia, duquel dépend administrativement le lotissement d'El-Berda, nous a indiqué qu'elle vient de reprendre ses fonctions il y a seulement quatre jours après le congé annuel. «Mais je vais me rendre sur le terrain pour recueillir toutes les données et contacter ensuite tous les concernés, en commençant par la DUC, afin de relancer la machine et régler tous les problèmes qui se posent à ce lotissement», nous a-t-elle expliqué, n'hésitant pas à ajouter qu'elle allait faire de ce cas du lotissement El-Berda son cheval de bataille dans les semaines à venir.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

04 dhou el hidja 1437

El Fedjr 04h41	Dohr 12h32	Assar 16h10	Maghreb 18h58	Icha 20h19
--------------------------	----------------------	-----------------------	-------------------------	----------------------

Zighoud Youcef Les bénéficiaires des 100 logements LSP écrivent au wali

A. Mallem

cahiers de charges», signalent les plaignants. Ce qui, à leurs yeux, est assez étonnant et autant de temps perdu à leurs dépens. Et de citer, à ce sujet, le retard considérable pris dans la mise en place du réseau AEP parce que, selon eux, ce retard a été engendré par le refus du Contrôleur financier de donner son aval au dossier d'installation du réseau d'AEP. Ce qui a causé un retard, de plus d'un mois, dans la procédure de délivrance de l'ordre de service (ODS), à l'entreprise chargée de réaliser le réseau d'AEP. Et tous ces retards accumulés, lit-on dans la lettre de l'association, ont poussé les bénéficiaires à intervenir auprès du wali pour lui demander de peser de tout son poids auprès des services de la DUC, afin que ces problèmes bureaucratiques soient dépassés, plus particulièrement, quant il s'agit de l'exécution du réseau d'AEP dont la réalisation ouvrira la voie aux services techniques de la commune de Zighoud-Youcef pour lancer les autres projets de goudronnage de la route et de la mise en place du réseau d'éclairage public et des trottoirs. Et de signaler, ensuite, avec documents probants à l'appui, que la longueur de la route à goudronner ne dépasse pas 250 m et qu'il reste encore plus de 5 milliards dans le budget de 9 milliards de centimes qui a été réservé à la réalisation du réseau AEP. Et de considérer, à la fin, que toutes les conditions d'exécution des projets cités sont réunies pour mettre le point final à ce projet dont la livraison totale perdure encore en portant préjudice aux bénéficiaires.

Et d'expliquer que ces lenteurs qui s'expriment par des retards considérables, dans les projets d'aménagement, se sont traduites par «la reprise, pour la troisième fois, en trois ans (en 2013, en 2014 et à l'orée de cette année 2016) par la direction de l'Urbanisme, des procédures administratives concernant le projet de revêtement de la route et la mise en place de l'éclairage public et des trottoirs, dans la tranche des 60 logements LPA. Ces révisions consécutives se sont traduites, autant de fois, par l'élaboration de nouveaux

Formation professionnelle Cinq nouvelles spécialités pour cette année

A. E. A.

Khroub, études et économie des constructions, travaux géotechniques et réhabilitation et rénovation des habitations, à l'institut de Zerzara. Ces spécialités donnent droit à la délivrance de diplômes de technicien supérieur, alors que le niveau de 3^e année secondaire est exigé aux postulants à ces différentes formations, précise-t-il. Et d'affirmer que ces spécialités n'ont pas été choisies à la légère mais suite à des études préalables et approfondies du marché du travail et des besoins réels de l'environnement économique, qui ont montré qu'il existe un manque criard en main-d'œuvre qualifiée dans les métiers de bâtiment et des travaux publics, notamment.

Près de 8.000 stagiaires sont concernés par la session de ce mois de septembre en cours, qui ouvrira avec cinq nouvelles spécialités répondant aux besoins du marché du travail au niveau de la wilaya. Et le chef de service formation, Saïd Kaoûche, de faire observer que ces dernières ont trait à la communication et l'industrie graphique, option réalisation des produits imprimés, à l'ISFP de Sidi Mabrouk, traitement des matériaux option traitement des surfaces branche construction métallique, à l'ISFP d'El

Benihmidène.

Gendarmerie Le nouveau commandant du groupement installé

Le commandant du 5^e Commandement régional de la Gendarmerie nationale, le colonel Tahar Moralent, a procédé lundi à l'installation du colonel Mohamed Fouad Krim à la tête du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Constantine. La cérémonie d'installation du nouveau commandant s'est déroulée au groupement territorial en présence des autorités locales civiles et militaires. Dans une allocution prononcée à l'occasion, le commandant du 5^e Commandement régional de la Gendarmerie nationale a appelé le nouveau commandant à «déployer tous les efforts nécessaires» en exploitant «pleinement» les ressources humaines et matérielles disponibles pour lutter contre les diverses formes de criminalité et préserver l'ordre et la sécurité publics. Le colonel Moralent qui est

revenu sur l'importance de la wilaya au triple plan économique, historique et culturel, a insisté sur l'importance de la sécurité dans le développement et la croissance économique. La lutte contre les accidents de la route figure parmi les défis à assumer, a encore souligné le commandant du 5^e Commandement régional avant de saluer les efforts déployés par l'ancien commandant du groupement, le colonel Abdelkader Belatrache, appelé à une «étoile et permanente» collaboration avec les instances judiciaires, administratives et sécuritaires pour une sécurité nationale durable. Pour sa part, le nouveau commandant, le colonel Krim, s'est engagé à garantir la sécurité du pays et des citoyens en mettant à contribution tous les moyens nécessaires et œuvrer à hisser le niveau de la compétence et de la discipline parmi les rangs des gendarmes.

Plus de 19 millions d'estivants depuis le début de l'été

Neuf morts par noyade et plus de 5.000 personnes sauvées



J. Boukraa

Un peu plus de 19 millions d'estivants ont été enregistrés depuis le début de la saison estivale le 1^{er} juin dans les 33 plages autorisées à la baignade dans la wilaya d'Oran, a indiqué un bilan de la Protection civile qui a déploré neuf morts par noyade (dont six dans des plages non autorisées à la baignade et deux hors des heures de surveillance).

Les mêmes services ont signalé quelque 10.600 interventions effectuées dont près de 5.500 personnes ont été sauvées d'une mort certaine, 4.600 victimes ont subi les premiers secours et les premiers soins sur place et près de 500 ont été évacués vers les établissements hospitaliers. De nombreux baigneurs font fi des interdictions et nagent dans des eaux dangereuses.

En dépit du dispositif de surveillance

élargi aux 33 plages autorisées à la baignade et les appels à la vigilance, les noyades font toujours partie du lot du quotidien des estivants, plus particulièrement sur les plages interdites à la baignade. Le non-respect des consignes de sécurité données par la Protection civile, la baignade dans des zones interdites, l'inconscience des citoyens ont fait grimper les chiffres par rapport à l'année écoulée. En dépit du danger permanent présent au niveau de ces plages, les baigneurs ne manquent pas de s'y rendre, mettant ainsi leur vie et celle de leurs enfants en péril. Plusieurs chutes de personnes se sont produites. En plus des risques de noyade, les accidents de jet-ski sont un phénomène nouveau à déplorer durant cette saison. Sept personnes ont été blessées par ces hydroglisseurs cette saison. Signalons que dans pareils cas, la Protection civile ne peut intervenir. Ils ne peuvent

que signaler la présence de jet-skis ou d'engins nautiques représentant un danger dans la zone de baignade. La surveillance de ces engins est du ressort des gardes-côtes. Alors que la saison estivale s'achève officiellement la fin septembre, un appel a été aussi adressé aux amateurs de jet-ski pour respecter les mesures de sécurité, afin d'éviter d'autres accidents.

Pour rappel, les services de la Protection civile ont déployé d'importants moyens pour assurer la sécurité et le bien-être des vacanciers. Ce dispositif opérationnel jusqu'à la fin septembre au niveau de 33 postes de secours répartis sur les 33 plages autorisées à la baignade permet d'assurer au quotidien la sécurité des baigneurs. Le dispositif a été doté de moyens matériels supplémentaires pour l'accompagnement et l'organisation des secours avec efficacité.

Après un retard de plusieurs années Remise jeudi de 64 logements aux cadres de la douane

K. Assia

Une bonne nouvelle pour le corps douanier. Les 64 logements destinés aux cadres de cette administration et situés dans le quartier de Maraval à proximité de l'école nationale des douanes d'Oran seront distribués jeudi, lors d'une cérémonie organisée au siège de la direction régionale des douanes d'Oran. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'application du plan stratégique mis en place par la direction générale des douanes algériennes DGD et qui vise, selon des sources à la direction régionale des douanes d'Oran, à répondre aux doléances des cadres douaniers et à garantir un meilleur rapprochement douanes-cadres. Après près de 20 ans de retard, la remise des clés aura lieu

dans le cadre de la chaussée de cette cité. Une commission nationale a été mise en place pour l'étude des dossiers et fixer la liste des bénéficiaires de ces logements.

En effet, la direction régionale des douanes d'Oran a pris toutes les dispositions pour activer la cadence des travaux et respecter les délais de livraison du projet. Plusieurs réunions ont été tenues avec toutes les parties concernées pour situer les contraintes à l'origine du retard dans la livraison du projet et trouver des solutions afin d'y remédier. Après la levée des contraintes et le raccordement de tout le site au réseau du gaz naturel, un suivi rigoureux a été donc établi pourachever les travaux de finition, notamment le bitumage, la peinture des blocs et

le revêtement de la chaussée de cette cité. Une commission nationale a été mise en place pour l'étude des dossiers et fixer la liste des bénéficiaires de ces logements.

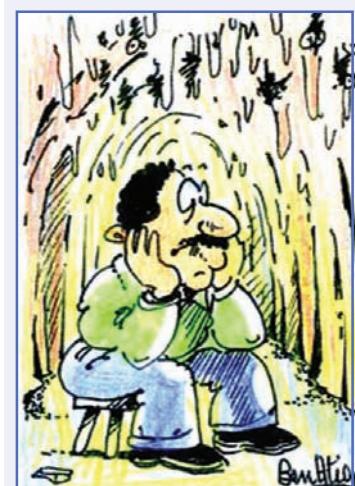
En axant sur l'impact de ce projet qui vise à améliorer la prise en charge des douaniers, nos sources ont précisé qu'une autre tranche de 32 logements est en cours de réalisation en plus de cinq pavillons toujours au niveau du même site. Par ailleurs, en matière d'infrastructures, l'administration sera dotée d'une nouvelle inspection divisionnaire Oran extérieur (aéroport d'Es-Sénia).

Par ailleurs, il sera procédé au cours de la même journée à l'installation d'un nouvel inspecteur régional des douanes de l'Ouest.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Chaîne-gaine



autochtones n'étaient pas invités ? exclus, ils imaginaient de loin la fête. Les lumières des lampons accompagnaient les traînées de l'accordéon.

Le pays va comme il va. Il n'y a qu'à lire les journaux. Mais va-t-il plus mal qu'avant ? Avant l'ère où nous étions sous le joug de la colonisation. Où nos rues ne nous appartenaient pas. Où nos vies étaient au rabais. Ah c'est sûr, la ville et ses monuments étaient bien entretenus jadis, pendant ce temps-là, nous n'étions pas libres. Le travail, il y en avait pour chacun d'entre nous, rémunéré sous forme de bénévolat colonial qui consistait à nous payer tout juste pour ne pas mourir de faim et ainsi permettre à nos bienfaiteurs de conserver la précieuse main-d'œuvre. L'éducation était accessible enfin à une petite poignée de citadins bien sous tout rapport. Ceux qu'ils souhaitaient gagner à leur cause. Nos femmes portaient toutes le même nom, Fatma et nos hommes, Mohamed.

Ah oui, c'était plus simple mais au fait pour qui ? Allons, faisons un petit effort de mémoire. Soyons objectifs dans nos souvenirs.

Sur les places des villes, les bals battaient «sang plein». Les endimanchés dansaient l'air insouciant. Les

rires se répandaient sur l'ensemble du territoire. Les indigènes se préparaient également à leur manière à profiter de ces fêtes de l'étranger. Le sentiment qu'il se passe quelque chose de joyeux chez vous mais sans vous. Dans le subconscient de certains ayant vécu cette période, les fêtes sont relatées comme s'ils y participaient en tant qu'invités. C'est drôle ce que peut provoquer la honte de telles situations chez ces gens ! Ils pratiquent le déni en enrobant ces événements de douceur et de dentelles qui n'ont jamais été. La fraternité entre nos deux peuples. Mon œil ! On en a encore pour quelques années à panser nos blessures. Tant que le leur de regretter cette belle époque ne sera pas révolu (chez nos intellectuels surtout), cela voudra dire que mazel-na morda. En attendant, les pieds-noirs aux couleurs toutes rouges chantent «j'ai connu un pays qui n'existe plus» en montrant sur Internet nos rues poubelles et nos immeubles cassés. Fierté où es-tu ? Alors nostalgiques, courrez vite demander le visa «chaîne-gaine».

Palissades et murs de clôture anarchiques autour des chantiers

Les autorités ordonnent une nouvelle opération de démolition

J. Boukraa

En application des instructions du wali d'Oran, relatives à la lutte contre le squat des espaces publics, une seconde opération de démolition des palissades et murs de clôture érigés anarchiquement autour des chantiers et des terrains à bâtir sera lancée incessamment, apprend-on de sources proches de la commune d'Oran. A ce titre, les secteurs urbains ont été instruits pour un recensement des contrevenants à travers tous les quartiers de la ville. Selon des sources proches de l'APC d'Oran, la commission mixte chargée de l'opération de démolition procédera à l'éradication de ces palissades à l'issue de ce recensement. Il s'agit de la seconde opération après celle qui avait été lancée il y a quatre années et qui avait permis la démolition de plus d'une centaine de palissades.

Il y a lieu de rappeler que dans un souci de remettre de l'ordre dans la ville, l'ex-wali d'Oran avait procédé en 2012 à l'installation d'une commission mixte avec pour mission l'éradication de toutes les palissades et autres constructions illégales. L'initiative du wali visait ainsi à mettre un terme à ce qu'il avait qualifié d'éternels chantiers qui défigurent l'image de la ville.

Son entrée en vigueur est prévue le 18 septembre Le nouveau tarif douanier en débat à la CCIO

K. Assia

nouveau système harmonisé (tarif douanier à dix chiffres) et d'expliquer le contenu de sa structure.

Ce nouveau tarif a pour but une meilleure prise en charge des mesures liées notamment aux formalités administratives particulières (autorisations, interdictions, licences, etc.), à la fiscalité, à l'évaluation en douane (la valeur des marchandises), à la collecte, d'une façon plus détaillée, des données des statistiques et aussi à l'encaissement de la politique commerciale et la protection de la production nationale.

Concrètement, il permettra d'identifier les marchandises et de maîtriser les statistiques du commerce extérieur ainsi que l'application des droits de douane et autres taxes telles que la TVA et la TIC. L'occasion sera également d'expliquer les nouvelles facilitations douanières, apprend-on.

Rentrée scolaire Ouverture de trois unités référentielles de dépistage et suivi médical

Le secteur de la santé scolaire s'est renforcé à Oran dès cette rentrée 2016-2017 par l'ouverture de trois unités référentielles de dépistage et suivi médical des élèves, a-t-on appris dimanche de la direction de la santé et de la population de la wilaya. Ces UDS implantées à Hail Yassmine, au boulevard de l'ALN (Front de mer) et à la commune de Gdyel, sont spécialisées en ophtalmologie, pédiatrie, ORL, phtisiologie et chirurgie dentaire, a précisé le chef du service de prévention à la DSP.

Ces nouvelles structures visent une bonne prise en charge des écoliers et renforcent les deux unités spécialisées existantes situées à Abdelmoumen (ex-Choupot), à Oran et à Es-

Senia, a ajouté Dr Boukhari Youcef. Par ailleurs, les UDS ont été renforcées par 11 fauteuils dentaires dont six à Bouamama et le reste a été attribué aux lycées Emir Abdellah Kader de Felloucene (ex Barki) Allal Sidi Mohammed, Colonel Lotfi et Pasteur (Oran) ainsi qu'à El Ançor. Pour rappel, la wilaya d'Oran dispose de 41 UDS réparties à travers des lycées, CEM et cinq autres dans des polycliniques. Ces unités lanceront prochainement le suivi et la consultation des élèves du préscolaire et de la 1^{re} année primaire. Quelque 321.881 sur 332.434 élèves inscrits ont bénéficié de consultations dans ces UDS l'année dernière, soit 96,33%, rappelle-t-on.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

MEHMOUR AEK, 85 ans, Delmonte
ZAID Houari, 66 ans, Maraval
RABOU Nadia, 67 ans, Eckmühl
ALIOUI el-Hadj, 78 ans, Sénia

Horaires des prières pour Oran et ses environs

04 dhout el hidja 1437

El Fedjr 05h12	Dohr 13h01	Assar 16h39	Maghreb 19h28	Icha 20h47
----------------	------------	-------------	---------------	------------



La rentrée des classes ne sera pas de tout repos

Entre joie des enfants, appréhension des parents et lassitude des profs



Sofiane M.

Les élèves ont repris, en ce début de semaine, le chemin de l'école. Le rituel de la rentrée des classes, avec ses retrouvailles et des bambins arborant, fièrement leurs habits neufs ne devrait pas cacher le véritable enjeu de cette rentrée qui s'annonce difficile, sur plusieurs registres : primo, il y aura la mise en place de la 2^e génération de la réforme du système éducatif qui fait face à une résistance de milieux «conservateurs», secundo, les organisations syndicales brandissent le retour à la contestation et tertio, le déficit en encadrement pédagogique et administratif demeure une réalité dans nos écoles. Si pour les élèves, le retour à l'école suscite souvent de l'enthousiasme, chez les parents et les enseignants cette rentrée ne sera pas de tout repos. Les parents appréhendent ce retour à l'école synonyme pour eux de dépenses et de craintes de l'avenir. La scène se passe devant une école primaire à Oran. Des parents d'élèves accompagnent leurs enfants jusqu'à la porte de l'école. Ils sont aux aguets et ne quittent pas les lieux qu'après s'être rassurés que le gardien a bien fermé le portail. «Le retour à l'école des enfants est une épreuve pour les parents. Entre les habits, les cartables et les fournitures scolaires, il faut débourser, au minimum, 15.000 dinars, pour chaque enfant. Ces frais ruinent le budget des ménages, déjà malmené par les dépenses du Ramadhan, de l'Aïd el Fitr, des vacances et de l'Aïd el Adha. Il ne faut pas oublier les cours supplémentaires, dont les prix dépassent l'entendement. Nombreux parents dépensent une fortune sur les cours 'sup' devenus une nécessité, vu la dégradation de la qualité de l'enseignement. Etre parent d'élève,

ve, aujourd'hui, est une tâche ardue. Regardez devant cette école, il y a des dizaines de parents qui font le pied de grue devant le portail. Le souvenir de la petite Nihal est encore vivace dans les esprits. Les gens craignent, de plus en plus, pour leurs enfants. J'accompagne, quotidiennement, mes bambins à l'école et parfois je déserte mon travail l'après-midi», témoigne ce père de famille. La présence d'une brigade de police devant le portail de cette école primaire ne semble pas rassurer les parents d'élèves. «C'est bien de voir des policiers en faction devant les écoles, mais... ! Quand je vois cependant ces agents de l'ordre, je me rappelle, subitement, toutes les atrocités commises contre l'enfance», raconte amèrement ce père de famille.

DES PARENTS D'ÉLÈVE SE PERDENT DANS LES MÉANDRES ADMINISTRATIFS

La rentrée des classes est pour certains parents d'élèves, dont les enfants veulent changer d'école ou en ont été exclus, un moment de supplice. Ils se perdent dans les méandres administratifs et bureaucratiques et passent leurs temps dans les couloirs sombres de l'Académie, dans l'espoir de «recaser» leurs enfants. Ils sont prêts, tout même, à recourir à des moyens détournés pour inscrire ou réinscrire leurs enfants à l'école. Dimanche, première journée de la rentrée : l'Académie est assiégée par des dizaines de personnes. Des parents d'élèves, des enseignants, des retraités, des contractuels... campent, dès les premières heures de la matinée devant la porte principale. C'est le grand jour pour les agents de sécurité de cette administration qui

peinent à contenir la foule. A l'intérieur c'est une véritable fourmilière : des va-et-vient incessants des personnes qui s'agitent dans tous les sens, du brouhaha, des cris et des injures. Au deuxième étage de cette administration, la foule s'agglutine devant le service de l'Organisation pédagogique (OP). La tension est palpable sur les visages. Un homme en colère profère des invectives : «je suis ballotté, depuis une semaine, entre l'Académie et l'école de ma fille pour un simple document. J'ai le ras-le bol ! A qui se plaindre ? Aucun responsable ne prête l'oreille». Ce parent d'élève, hors de ces gonds, ne cesse de dénoncer le diktat du directeur de l'école où il veut inscrire sa fille. «Il refuse de me donner son accord (mouafaqa)», lance en colère ce parent d'élève.

L'histoire de cet homme n'est pas une exception. La plupart des parents d'élèves sont obligés de se rendre à l'Académie, dans l'espoir d'avoir l'accord pour transférer ou réintégrer leurs enfants, dans un établissement scolaire. Il faut savoir que les exclus de l'école sont, de plus en plus, nombreux. Dans les seules classes Terminales, plus de 16.700 malheureux élèves qui n'ont pas obtenu leur baccalaureat, cette année, à Oran. Parmi ces recalés, nombreux n'ont plus le droit de réintégrer leurs lycées en raison de la surcharge des classes. Ils devront soit repasser le bac en tant que candidat libre soit recourir à des moyens détournés pour revenir au lycée. Les chefs d'établissement ont un «droit de vie et de mort» sur ces exclus. Un enseignant que nous avons interrogé regrette le manque de transparence dans la réintroduction des exclus. Il prône la numérisation des effectifs des élèves pour en finir avec le diktat de certains chefs d'établissements.

Le Conseil exécutif communal prévu demain

Le recouvrement, les marchés publics et l'état des chantiers à l'ordre du jour

Houari Saaïdia

Deux principaux dossiers seront au menu du Conseil exécutif communal qui siégera, demain mercredi, à savoir : la perception des droits et le recouvrement des créances par la Trésorerie communale ainsi que l'état d'avancement des différents chantiers, dont notamment ceux de la Régie communale, a-t-on appris, hier, auprès du président de l'APC d'Oran, Noureddine Boukhatem. A la veille de la réunion, le premier magistrat de la ville passait, sous la loupe, tous les dossiers liés à la gestion municipale, en accordant la plus grande attention à ceux liés aux marchés publics, aux dépenses-recettes et aux projets en cours de réalisation.

Son chef de cabinet ainsi que ses proches collaborateurs étaient, tous, mobilisés aux fins de briefer le maire, fraîchement rentré de son congé, et lui exposer une situation sur tous les points inscrits ou à inscrire à l'ordre du jour de la table ronde de mercredi. Selon des indiscrétions, le premier responsable de la ville veut un état détaillé sur la perception des droits et autres taxes et le recouvrement des créances par la Trésorerie, notamment

avec l'entrée en vigueur, il y a peu de temps, de la nouvelle grille tarifaire relative à certains droits et l'instauration de nouveaux droits, en vertu d'une délibération prise lors de la 3^e session ordinaire de l'APC, le 30 juin. Il vaut vérifier, par la consultation des états des comptes, si effectivement la nouvelle tarification a pris effet aux guichets d'encaissement de la Trésorerie municipale et quel en est le taux d'amélioration sur les rentrées, le cas échéant. Situés dans une fourchette entre 100% et 400%, les revalorisations tarifaires ayant fait l'objet d'une délibération communale, lors de la 3^e session ordinaire de l'APC concernant 9 articles : les droits d'occupation du domaine public pour l'installation de palissades et les droits d'utilisation des espaces autorisés, les droits de travaux de fouille sur la voie publique, les droits de loyer des kiosques, les droits de loyer des locaux communaux occupés par des sociétés, les droits d'utilisation des infrastructures sportives, les droits d'utilisation des marchés couverts, les droits de stationnement, les droits de loyer des locaux à usage commercial utilisés par les associations à caractère sportif ainsi que les droits des cahiers de

charges relatifs aux marchés et adjudications. Quant aux nouveaux droits mis en place par l'APC, au nombre de 4, ils ont trait à l'occupation des surfaces pour la vente de billets de tramway, aux fêtes et cérémonies dans les salles privées, à la circulation des camions dans la ville et aux prestations de désinfection et dératification effectuées par les services de la DHA.

Dans le même objectif d'amélioration de la trésorerie communale, il a été décidé lors de la même assemblée générale délibérative de plusieurs mises en concession de parkings ainsi que le bâtiment administratif et le circuit des courses du Centre équestre au profit de la Société des courses tout en bénéficiant d'une quote-part du pari.

Par ailleurs, on croit savoir que le maire n'est pas satisfait quant à la cadence d'exécution de certains chantiers, notamment, parmi ceux ayant trait au réaménagement en aires de détente, espaces verts et terrains de sport, des assiettes des 3 anciennes gares routières des Castors, El-Hamri et Yaghmoracen. Raison pour laquelle, ces dossiers sont programmés à l'ordre du jour du prochain conseil exécutif communal.

Débarrassées des encombrants

solariums clandestins

Les plages retrouvent leur originalité

Rachid Boutlélis

gieuse côte qui était, jadis, si belle» a été en substance, la phrase résumant l'essentiel du triste constat des lieux, qui a été formulée par un responsable de famille, employé dans une entreprise étatique.

Des témoignages similaires ont été formulés par nombre de vacanciers, des pères de famille, pour la plupart, venus de différentes régions du pays et même de l'étranger pour des vacances, en bord de mer, dans cette contrée. «Il est nécessaire, voire obligatoire, de procéder à une correction radicale, dans tous les volets relatifs au domaine du tourisme. Une opération d'assainissement dans ce secteur névralgique s'avère impérative et ce, pour préserver la réussite d'une saison estivale», a fait remarquer un fonctionnaire à la retraite, natif de la localité de St Germain, sur le territoire de la commune d'Aïn El Turck, avant de renchérir «l'incivisme a eu raison des efforts déployés par les responsables concernés, dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie pour la population et dû offrir un séjour agréable aux millions d'estivants». Toujours est-il que la période d'après la rentrée scolaire est devenue un rituel pour nombre de riverains, qui préfèrent de loin profiter des joies que procure la mer dans la sérénité et/ou des moments d'évasion en s'adonnant à la pêche artisanale.

Théâtre régional Abdelkader Alloula Effondrement partiel d'un balcon

Les programmes du théâtre régional «Abdelkader Alloula» d'Oran ont été suspendus jusqu'à nouvel ordre, suite à l'effondrement partiel d'un balcon, a indiqué, lundi, à l'APS, le directeur de l'établissement Ghouati Azri. L'effondrement, dû à la vétusté de la bâtie, est survenu samedi vers 15h, lors de la représentation d'une pièce pour enfants, El Assad wel Hattab et n'a fort heureusement pas causé de victimes.

«C'est juste une petite partie du balcon qui est tombée sur une partie de l'orchestre, non occupée par le jeune public», a assuré M. Azri, ajoutant que la direction a préféré suspendre le programme jusqu'à ce que les services du Contrôle technique de la construction (CTC) fassent le diagnostic et un état

des lieux. Cette commission est attendue lundi après-midi. Elle doit se prononcer sur l'état du balcon et donner un avis sur la possibilité de reprendre les spectacles dans les jours à venir, a précisé le directeur du TRO.

Selon M. Azri, la direction du théâtre avait formulé, à plusieurs reprises, la nécessité d'entreprendre des travaux de restauration et de réhabilitation de cette infrastructure, construite en 1900. Le rapport du CTC devra, par ailleurs, définir la nature des travaux à entreprendre au TRO.

Le TRO, ex-Opéra d'Oran, compte parmi les rares établissements culturels de la wilaya d'Oran, à assurer une programmation régulière et continue à longueur d'année, aussi bien pour les enfants que pour les adultes.

Les fast-foods et les sandwicheries pointées du doigt

Plus de 150 cas d'intoxications alimentaires enregistrés cet été



Pas moins de 153 cas d'intoxications alimentaires ont été enregistrés, dans la wilaya d'Oran, durant la période allant du 1^{er} juin au 30 août de l'année en cours, a-t-on appris, lundi, de la direction de la Santé et de Population. A ces 153 cas d'intoxications alimentaires ayant nécessité une prise en charge spécialisée (hospitalisation du jour), se sont ajoutés 203 autres cas légers, a indiqué, à l'APS, le chef de service de la Prévention, à la direction de la Santé, Dr Youcef

Boukhari. Le même responsable a précisé que ces cas ont été enregistrés dans différents hôpitaux dont le CHU Oran, l'EHU 1^{er} Novembre 1954 et l'EH d'Aïn El Turck.

Selon le Dr. Boukhari, ce sont les fast-foods et les sandwicheries qui sont incriminés. Les personnes, victimes d'indigestion ont consommé, pour la plupart d'entre eux, des merguez ou de la viande hachée avariés ou préparés dans des conditions déplorables les rendant impropres à la consommation.

Benfreh Chute mortelle d'une femme du 3^{ème} étage

Le corps sans vie d'une femme âgée de 56 ans, répondant aux initiales Z.G, victime d'une chute mortelle, a été déposé à la morgue de l'hôpital d'El Mohgoun, pour les besoins d'une autopsie. La victime est tombée du 3^{ème} étage d'un immeuble sis à la cité 50 logements, commune de Benfreh. Une enquête a été ouverte.

J. B.

BÉNI-SAF

Ghar El-Baroud, les citoyens réclament le bitumage des artères

Mohamed Bensafi

Las d'entendre des promesses, les résidents de Ghar El-Baroud, un quartier périphérique, situé au sud de Béni-Saf, viennent de lancer un appel pressant aux responsables du secteur concerné pour le lancement des travaux de voirie et mettre, ainsi, un terme au calvaire qu'ils endurent depuis plus d'un demi-siècle. Ils réclament, en effet, l'inscription d'une opération d'aménagement urbain aux artères de la cité. Celle-ci se débat dans d'inextricables problèmes de viabilisation que les services concernés ne semblent, à l'évidence, pas pressés de régler. Les riverains de cet ancien rassemblement d'habitations de mineurs (ou corons), expriment leur mécontentement face à l'état de délabrement que connaissent leurs rues. «Cela fait longtemps que nous souffrons de marginalisation, les responsables concernés tardent

à satisfaire nos doléances, le bitumage de nos rues comme, ils l'ont fait dans les autres quartiers urbains de la ville de Béni-Saf», affirme Kouider, un natif du quartier. L'état déplorable de la voirie dans cette agglomération est vécu avec désapointment par les citoyens qui observent, avec désespoir, la dégradation graduelle de leur cadre de vie, particulièrement durant la saison hivernale marquée par les pluies.

Il suffit de pénétrer à l'intérieur du quartier pour constater ces images de désolation où les rues sont, dans leur majorité, «saignées» par ces tranchées qui rappellent les travaux engagés (et finis) dans les réseaux divers. «Parce que les rues sont impraticables, que les propriétaires des moyens de transport, notamment les taxis, refusent de pénétrer à l'intérieur du quartier pour déposer même une personne âgée ou un malade», ajoute notre interlocuteur. La promesse avait, alors, été faite de pren-

dre rapidement en charge le drainage et le goudronnage de la voie d'accès à la cité, en faveur de laquelle un budget devait être engagé. Sauf que depuis les travaux n'ont, malheureusement, jamais démarré à ce jour, les artères ayant, entre-temps, pris l'aspect de véritables lits d'oued. L'hiver, la cité se transforme en véritable bourbier, alors qu'en été, nos enfants souffrent des effets de la poussière», enfonce le clou, un compagnon de Kouider. Enfin, dire que Ghar El-Baroud est une localité qui a meublé un pan de l'histoire de l'Émir Abdalkader, une garnison où l'on fabriquait de la poudre pour ses troupes militaires qui combattaient dans la région. Encore que certaines sources rapportent que son lieutenant Mohamed Bouhmedi dit 'El Ouhaci', qui mourut empoisonné en 1847 à Fès (Maroc), reposeraient, dans un anonymat quasi total, dans l'ancien mausolée de Ghar El-Baroud.

AÏN-TEMOUCHENT

Près de 13 millions d'estivants sur les plages

Près de 13 millions d'estivants ont visité les 18 plages autorisées à la baignade de la wilaya d'Aïn-Temouchent, depuis le début de la saison estivale 2016, a annoncé dimanche le wali. Le bilan provisoire élaboré par les services de la Protection civile et de la direction du tourisme et de l'artisanat, a recensé qu'à ce jour, environ 13 millions d'estivants ayant visité les 18 plages ouvertes à la baignade à travers la wilaya, a indiqué Hamou Ahmed Touhami sur les ondes de la radio locale.

Durant cette même période, sept décès par noyade ont été déplorés dans des sites non surveillés et en dehors des heures de surveillance, a-t-il ajouté. Par ailleurs, le wali d'Aïn Temouchent a souligné que le tourisme, un des secteurs potentiels pour l'investissement, est en train de connaître un nouvel élan ces dernières années, notamment avec le lancement en réalisation de l'hôtel urbain Eden au chef-lieu de wilaya et le prochain lancement, à Madagh 3, de la plus grande ville touristique entre Oran et Aïn-Temouchent. «Ces importants projets



s'ajoutent aux 91 autres lancés ou en voie de l'être, tant dans les zones d'expansion touristique (ZET) ou à travers la wilaya. A la réception de ces projets, plus de 14.000 lits seront offerts pour accueillir les touristes nationaux ou étrangers, contre 4.500 lits actuellement», a-t-il fait savoir.

Les secteurs qui constituent les

autres vocations de la wilaya, l'industrie, l'agriculture et la pêche, connaissent également une certaine avancée, a encore ajouté le wali, annonçant pour mardi le début des travaux de réalisation d'une unité de production de rond à béton par un investisseur turc à la nouvelle zone industrielle de Tamazoura (54 km d'Aïn-Temouchent).

BECHAR

La société civile doit préserver le patrimoine «diwan»

Le rôle de la société civile dans la préservation et la sauvegarde du patrimoine immatériel est «crucial», a estimé dimanche à Bechar l'universitaire Farida Sellal, présidente de l'association «Sauver l'imzad».

Invitée du 10e Festival national de musique diwan, Farida Sellal animait une conférence intitulée «L'imzad, histoire d'un parcours» sur le processus ayant conduit au classement en 2013 de cet instrument traditionnel touareg au patrimoine mondial de l'humanité. L'universitaire qui présentait l'expérience de son organisation aux praticiens et associations culturelles du diwan a durant sa conférence insisté sur l'importance du classement de ce legs comme patrimoine culturel national. Elle préconise l'établissement d'un «diagnostic» de la situation du diwan afin d'en recenser les détenteurs et la mise en place d'un projet de formation et de

transmission autour duquel les associations devront se réunir en une seule organisation, comme cela avait été fait pour l'imzad avec la création d'une école d'apprentissage pour les joueuses de cet instrument. Expliquant les différentes étapes de création de son association en 2003 et par la suite de «Dar l'imzad», Farida Sellal a proposé aux adeptes du diwan de «commencer à travailler» pour la création de «Dar Diwan» réunissant les associations culturelles dédiées à ce genre, un projet déjà proposé par les participants du festival en 2013 et resté sans suite.

Présentant les différents projets portés par l'association «Sauver l'imzad» qui ont conduit au classement de cet instrument au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco en 2013, dont la construction de «Dar l'imzad» ou l'organisation du 1er colloque international

d'imzad en 2005, l'universitaire a proposé plusieurs pistes de réflexion à la société civile pour sauvegarder le diwan et trouver des financements et un encadrement scientifique. Après le classement de l'imzad par l'Unesco, l'association a relancé les activités artisanales en plus de l'ouverture d'une bibliothèque, de salles de répétition et d'un studio d'enregistrement qui a permis à l'association d'encadrer 11 groupes de musiques contemporaines de la région. Inauguré vendredi, le 10e Festival national de musique diwan se poursuit jusqu'au 6 septembre avec encore, au programme des conférences, les interventions de la chercheur Kamélia Berkani qui abordera la musique comme facteur de développement, et de journalistes et praticiens du diwan qui animeront des conférences sur le thème «musique, culture et développement».

MOSTAGANEM

Les feux de forêts ont occasionné de gros dégâts

Les dégâts occasionnés par les feux de forêt dans la wilaya de Mostaganem ont augmenté de 700% par rapport à l'année dernière, a-t-on appris de la Conservation des forêts. Depuis le lancement de la lutte contre les feux de forêt -du 1^{er} juin dernier jusqu'au 3 septembre en cours-, 85 feux ravageant plus de 117 ha ont été enregistrés contre 56 feux détruisant 16 ha en 2015, a souligné le chef du service de protection végétale et animale.

Les dégâts occasionnés cette année ont touché 85 ha de forêt dont des pins d'Alep, d'eucalyptus et de pin, 30 ha de broussailles et 2 ha de maquis. Le plus important incendie a été enregistré en août dernier à la forêt de Daouas, dans la commune de Khadra (50 km à l'est du chef-lieu de wilaya). Le sinistre a duré plus

21 sites pour la vente de moutons répartis

H. B.

vironnement en recommandant des opérations quotidiennes de nettoyage des sites de vente et de leur entourage, notamment après la fête de l'Aïd. Des vétérinaires seront mobilisés, le jour de l'Aïd, au niveau des circonscriptions de l'Inspection vétérinaire, des bureaux communaux d'hygiène et des abattoirs. Certains sillonnent les quartiers, souligne-t-on.

Par ailleurs, l'opération de vente du mouton sera accompagnée d'une campagne à travers des affiches dans les communes sensibilisant les citoyens sur les dangers du kyste hydatique et autres maladies affectant le bétail dont la brucellose.

RELIZANE

Un mort et six blessés près d'El Matmar

Une personne a été tuée et six autres blessées dans un accident de la circulation survenu dimanche dans la localité d'El Matmar, a-t-on appris auprès de la Protection civile de Relizane. L'accident s'est produit aux environs de 14 heures suite à la collision entre deux véhicules survenue sur la RN 4, à la sortie sud d'El Matmar. Une jeune, âgée de 28 ans, est mort sur le

coup alors que six autres personnes souffrent de blessures plus ou moins graves, indique-t-on de même source.

Les éléments de la Protection civile sont intervenus pour évacuer les blessés vers l'hôpital Mohamed-Boudiaf de Relizane. La dépouille mortelle de la victime a été déposée à la morgue. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

Le directeur de l'EPH Zighoud-Youcef de Ténès nous écrit

Suite à l'article paru dans votre quotidien, en date du samedi 20 août 2016, intitulé «hôpital Zighoud-Youcef, le syndicat en colère» et usant du droit de réponse, j'ai l'honneur de vous porter la précision suivante à l'affirmation contenue dans le passage du paragraphe «... quant au directeur de l'hôpital, tout en conservant sa neutralité dans le conflit qui oppose l'économie et le personnel

hospitalier affilié à l'UGTA...»

1^{er} – le directeur de l'établissement public hospitalier, de part ses responsabilités prérogatives, n'adapte nullement une quelconque neutralité dans ce conflit et entreprend avec la tutelle, toutes les mesures à même d'apporter les solutions nécessaires à ce problème.

2^e cette affirmation n'est nullement une déclaration du directeur de l'établissement et ne peut lui être attribuée.

AIR ALGERIE

MARDI

Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	09h05
Oran - Alger	13h40
Oran - Alger	13h55
Oran - Alger	17h45
Oran - Alger	21h00
Oran - Alger	21h05
Oran - Annaba	09h00
Oran - Laghouat	13h00
Oran - Constantine	14h40
Oran - Adrar	21h30
Vol	Départ
Alger - Oran	07h00
Alger - Oran	07h00
Alger - Oran	11h50
Alger - Oran	15h05
Alger - Oran	15h40
Alger - Oran	19h00
Alger - Oran	20h30
Annaba - Oran	11h50
Laghouat- Oran	11h00
Constantine - Oran	17h10
Adrar - Oran	23h55
----- MERCREDI -----	
Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	09h05
Oran - Alger	13h40
Oran - Alger	13h35
Oran - Alger	17h45
Oran - Alger	21h05
Oran - Timimoune	08h00
Oran - Constantine	09h35
Oran - H.Messaoud	12h40
Oran - Béchar	14h30
Vol	Départ
Alger - Oran	07h00
Alger - Oran	10h35
Alger - Oran	11h30
Alger - Oran	15h40
Alger - Oran	19h00
Alger - Oran	20h30
Timimoune - Oran	11h15
Constantine - Oran	12h05
H.Messaoud - Oran	15h35
Béchar - Oran	17h20
INTERNATIONAL	
----- MARDI -----	
Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Marseille	09h00
Oran - Toulouse	09h30
Oran - Istanbul(+1)	09h55
Oran - Lyon	14h45
Oran - Paris-CDG	14h50
Oran - Alicante	15h20
Vol	Arrivée
Paris-Orly - Oran	14h10
Marseille - Oran	13h35
Toulouse - Oran	13h40
Istanbul (+1) - Oran	18h25
Lyon - Oran	20h00
Paris-CDG - Oran	21h00
Alicante - Oran	18h20
----- MERCREDI -----	
Vol	Départ
Oran - Paris (Orly)	08h00
Oran - Marseille	09h00
Oran - Toulouse	09h30
Oran - Lille	14h40
Oran - Lyon	14h45
Oran - Paris (CDG)	14h50
Oran - Alicante	15h20
Vol	Arrivée
Paris (Orly) - Oran	14h10
Marseille - Oran	13h35
Toulouse - Oran	13h40
Lille - Oran	21h10
Lyon - Oran	20h00
Paris (CDG) - Oran	21h00
Alicante - Oran	18h20

AIGLE AZUR	
VOL	DEP/ARR
Lun/Mar/Mer/Jeu/Ven/Sam/Dim	
Oran - Paris-Orly	18h25/ 21h45
Mar	
Oran - Marseille	18h20/ 20h55
Oran - Lyon	16h35/ 19h30
Oran - Toulouse	11h30/ 14h00
Mer/Mer/Jeu/Sam	
Paris-Orly - Oran	09h10/ 10h30
Lun/Mer/Ven	
Marseille - Oran	18h30/ 19h10
Mar	
Lyon- Oran	09h30/ 10h30
Toulouse - Oran	15h00/ 15h35

TUNISAIR	
Arrivée	Départ
Lundi / Jeudi	
09h45	10h30

TRAIN



DÉPART ARRIVÉE

ORAN - OUED TLELAT

08h15	08h36
09h30	09h51
13h20	13h41
19h15	19h36
OUED TLELAT - ORAN	
08h50	09h15
10h00	10h25
13h50	14h15
19h45	20h10

-----ORAN - ALGER-----

06h25	11h29
08h00	12h00
12h30	17h39
15h00	19h00
ALGER - ORAN	
06h25	11h29
08h00	12h00
12h30	17h39
15h00	19h30

-----ORAN - MAGHNIA-----

04h45	08h09
08h50	12h22
14h05	17h26
ORAN - BECHAR	
20h30	05h46

-----BECHAR - ORAN-----

20h00	05h00
ORAN - CHLEF	
16h15	18h22
CHLEF - ORAN	
06h50	09h11

-----ORAN - TÉMOUCHENT-----

08h10	09h40
17h02	18h32
BÉNISAF - TÉMOUCHENT	

-----ORAN - SBA-----

05h40	06h58
ORAN - RELIZANE	

-----RELIZANE- ORAN-----

05h25	07h17
-------	-------

COURRIER EXPRESS

EL MOUNAKASSA
EL DJAZAÏR

Tél : 0560 06 95 01
0560 06 95 03
0560 05 60 00
0559 70 26 61

BRYA EXPRESS

Oran: 041 51 14 33/34
Alger : 0770 30 51 60
Annaba : 0770 30 57 04
www.bryaexpress.com

TRANSPORTEUR SAFIR

Oran - Alger:
061.20.20.45

Constantine:
0557.37.73.57

El Eulma:
0665.96.32.00

Sétif: 071.43.61.49

MÉTÉO

AUJOURD'HUI DEMAIN

ORAN

Ensoleillé
Max.34- Min.22

MOSTAGANEM

Ensoleillé
Max.35- Min.22

TLEMCEN

Ensoleillé
Max.34- Min.21

MASCARA

Ensoleillé
Max.37- Min.22

TIARET

Ensoleillé
Max.33- Min.16

CHLEF

Ensoleillé
Max.39- Min.23

BÉCHAR

Ensoleillé
Max.40- Min.26

ALGER

Ensoleillé
Max.30- Min.20

CONSTANTINE

Ensoleillé
Max.29- Min.17

ANNABA

Ensoleillé
Max.29- Min.19

Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

جامعة العلوم الإنسانية والتكنولوجية

Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle

Département de recherche : Anthropologie de l'éducation et systèmes de formation

Table Ronde

Politiques d'alphabetisation

en Algérie

Commission UNESCO en Algérie / CRASC

Paris

Manifestation massive de la communauté chinoise contre le racisme



Une dizaine de milliers de membres de la communauté chinoise en France ont réclamé dimanche à Paris des mesures de protection et dénoncé le «racisme anti-asiatique», après des actes de violences répétés et l'agression mortelle d'un père de famille. Zang Chaolin, un couturier de 49 ans, est décédé en août après avoir été agressé en Seine-Saint-Denis, au nord de Paris. Trois jeunes, soupçonnés d'avoir voulu voler le sac de son ami, ont été incarcérés mercredi. Dimanche, le cortège massé Place de la République dans le centre de Paris - 13.500 à 14.000 personnes selon la police, 100.000 selon les organisateurs - a observé une minute de silence pour lui rendre hommage. «Il était venu en France chercher une vie meilleure, la liberté, l'égalité, la fraternité, il a trouvé la violence et l'insécurité.

Ces voyous ont détruit notre confiance en la France: faisons entendre notre voix», a lancé en chinois à la tribune un porte-parole de l'association des Chi-

nois résidents en France. Vêtus d'un t-shirt blanc frappé du slogan «sécurité pour tous», les manifestants brandissaient des drapeaux français, en scandant «sécurité, sécurité, sécurité». Les plaintes pour vol avec violence visant la communauté chinoise ont triplé en un an, passant de 35 à 105, dans la commune d'Aubervilliers, qui abrite au nord de Paris la première plateforme d'import-export textile d'Europe et où travaillent 10.000 personnes originaires de Chine. Suna Chen et son compagnon, Le Xu, tous deux âgés de 38 ans, se sont déplacés dimanche pour dire leur «colère» aux «politiciens». Arrivé en France voilà trente ans, le couple évoque «une insécurité grandissante depuis quelques années». «Dans la communauté asiatique, on est ciblés car on est des proies faciles: on a des petites carrures et puis on est discrets, on ne porte souvent pas plainte, alors il n'y a pas de retombées», analyse Le Xu. Autorités comme habitants estiment que ces agressions sont alimentées par un «pré-

jugé raciste» selon lequel les personnes d'origine chinoise transportent de l'argent en liquide. Les touristes chinois sont également la cible d'agressions dans les zones touristiques et commerciales de Paris et près d'hébergements où ils séjournent en banlieue, non loin de l'aéroport de Roissy au nord de Paris. Face à un sentiment d'insécurité croissant, la communauté s'est organisée via un système d'alerte par la messagerie WeChat ou Weibo, le Twitter chinois, ou avec des escortes pour rentrer chez soi.

Le collectif «Sécurité pour tous», qui

USA

Une tribu sioux s'oppose avec violences à un oléoduc



Des affrontements violents ont eu lieu samedi soir près d'une réserve sioux du Dakota du Nord où des manifestants se sont installés pour protester contre la construction d'un oléoduc qui menace selon eux des sites sacrés. Les échauffourées ont eu lieu à Cannon Ball, au milieu des immenses prairies de cet Etat du nord des Etats-Unis. Les sioux de la réserve de Standing Rock affirment que les équipes de construction ont, en creusant, détruit plusieurs sites sacrés d'inhumation et de prière. Les manifestants en colère ont franchi une barrière et des affrontements ont éclaté avec des gardes de sécurité accompagnés de chiens qui ont utilisé des gaz lacrymogènes. «Ils ont essayé de nous repousser avec leurs camions et leurs bulldozers mais nous avons insisté», a raconté à l'AFP Seeyouma Nashcid, venu de l'Ari-

zona. Certains manifestants ont été blessés et présentaient des traces de morsures de chien. Selon les services du shérif du comté de Morton, trois agents de sécurité ont eux aussi été blessés. La tribu, dont la réserve est située au sud de l'endroit où l'oléoduc de 1.900 kilomètres doit traverser la rivière Missouri, s'est tournée vers la justice pour tenter de bloquer le projet qui menace selon elle son accès à l'eau potable et plusieurs sites historiques. Des membres d'autres tribus à travers les Etats-Unis se sont joints à leur combat et sont rassemblés depuis des mois dans un camp de fortune installé près de la réserve. Samedi, certains d'entre eux ont soudain découvert que les opérations de construction avaient repris. «Les démolitions sont catastrophiques», a indiqué dans un communiqué David Archambault, responsable de

la tribu. «Ces terres sont les lieux où reposent nos ancêtres. Les constructions en pierre et les lieux de prière ne peuvent être remplacés».

Selon des témoins, des représentants des forces de l'ordre étaient proches samedi lors des incidents mais ne sont pas immédiatement intervenus. Mais la porte-parole du shérif, Donnell Preskey, a affirmé qu'ils n'étaient pas présents «au moment où le conflit a éclaté». Un juge fédéral doit se prononcer d'ici le 9 septembre sur une éventuelle suspension temporaire des travaux visant à faire passer l'oléoduc sous la rivière. Sollicité par l'AFP, le groupe Energy Transfer Partners, en charge de ce projet, n'était pas joignable dimanche. C'est de cette région qu'est issu Sitting Bull, chef sioux qui s'illustra en particulier dans la bataille de Little Big Horn.

2.400 morts en trois mois aux Philippines

La guerre contre la criminalité et notamment le trafic de drogue menée de façon intensive aux Philippines depuis l'arrivée au pouvoir du président Rodrigo Duterte a fait 2.400 morts en moins de trois mois, selon les chiffres publiés dimanche par la police. Toutefois, seuls 1.011 de ces personnes ont été tuées par la police, tandis que les 1.391 autres morts «ont l'objet d'enquêtes», a précisé la police, ce qui laisse penser que ces criminels présumés auraient été victimes de justiciers privés, de milices ou de règlements de compte. M. Duterte, qui a été élu en mai avec une large majorité, avait promis de mettre fin à la criminalité et de tuer des dizaines de milliers de criminels. Depuis, la police a annoncé chaque jour avoir tué plusieurs trafiquants de drogue - affirmant à chaque fois agir en légitime défense. Mais de nombreux autres ont été tués par

des hommes armés mystérieux, ou ont été retrouvés morts avec une pancarte en carton disant qu'il s'agissait de trafiquants de drogue. La police estime que ces crimes pourraient être le fait de mafias qui éliminent certains de leurs membres pour les faire taire. Les Nations unies et les organisations de défense des droits de l'homme ont condamné ces exécutions extrajudiciaires, certains estimant que les nombreux morts ne sont pas forcément tous des trafiquants ou des criminels. Mais M. Duterte a refusé de tenir compte de ces critiques et poursuit sa campagne, qui prévoit notamment que la police fasse du porte à porte pour fouiller les maisons. A la suite d'un attentat vendredi qui a fait 14 morts dans sa ville de Davao, le président a déclaré un «état de non-droit» qui va notamment donner des pouvoirs accrûs à l'armée.

Un monstre marin du Jurassique sort de sa réserve

Quatre mètres de long, un gros poisson, une tête pointue ornée de centaines de dents et deux gros yeux globuleux: le monstre marin du Loch Storr, vieux de 170 millions d'années, a été exfiltré des réserves du Muséum national d'Écosse où il attendait, depuis 50 ans, son heure de gloire. Le fossile a été découvert en 1966, sur l'île de Skye en Écosse, par le directeur d'une usine électrique voisine. Mais «pendant un demi-siècle, le musée l'a gardé en sécurité, car nous n'avions pas l'expertise nécessaire pour le libérer de la roche très dense qui l'entourait et pour l'étudier», explique à l'AFP Steve Brusatte de l'Université d'Edimbourg. C'est désormais chose faite: Nigel Larkin, conservateur et restaurateur de fossiles, a dégagé le monstre de la roche qui l'emprisonnait depuis des millions d'années. Puis le paléontologue Steve Brusatte et ses collègues Nick Fraser et Stig Walsh du musée national d'Écosse l'ont identifié comme étant un ichthyosaure, une famille de reptiles marins éteinte depuis

Ils ont pu reconstituer une image claire de l'énorme créature qu'ils présentent comme un «joyau de la couronne de la préhistoire écossaise». Le féroce prédateur, digne des pires monstres de films d'horreur, rodait dans nos océans il y a 170 million d'années, à l'époque où les dinosaures dominaient le monde. «Les gens sont obsédés par le mythe du monstre du Loch Ness qui est totalement faux.

Mais, ils ne réalisent pas que de vrais monstres marins ont existé !», explique Steve Brusatte. «Ils étaient plus grands, plus effrayants, plus fascinants que Nessie», précise le paléontologue. Les ichthyosaures ont brusquement disparu des océans des dizaines de millions d'années avant les derniers dinosaures, après un long règne de 157 millions d'années. Selon les chercheurs, cette découverte permettra d'en savoir un peu plus sur l'évolution de ces gros reptiles au cours du Jurassique moyen, une période qui a laissé peu de traces fossiles.

France Opération coup-de-poing des habitants de Calais pour réclamer la fermeture de la «Jungle»

Les commerçants et acteurs économiques de Calais (nord de la France) doivent mener lundi matin une double-opération escargot et effectuer une chaîne humaine pour faire pression sur le gouvernement français afin d'obtenir un démantèlement au plus tôt de la «Jungle», un immense camp de migrants. En dépit de la visite du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve vendredi à Calais et de l'annonce du démantèlement prévu du plus grand bidonville de France, cette opération coup de poing, la première de ce type organisée depuis le début de la crise migratoire, a été maintenue.

«Vous aimez votre ville, votre port. Vous désirez que la situation change à Calais. Malgré les annonces faites par le ministre de l'Intérieur, la sécurisation n'est pas assurée. L'urgence n'est pas traitée, nous maintenons la manifestation», a indiqué le Grand rassemblement du Calaisis sur sa page Facebook, qui se présente comme un mouvement «citoyen et apolitique». A 06H30 des agriculteurs et des transporteurs routiers doivent se rassembler à Boulogne-sur-Mer et à Loon-plage (nord de la France), près de Dunkerque, pour démarrer à 07h30 une opération escargot avec comme destination Calais. Selon les organisateurs, près de 80 camions seront mobilisés ainsi qu'une centaine de tracteurs, en comptant les deux opérations escargots. «Certes, M. Cazeneuve a

Malgré la guerre Le zoo de Kaboul rugit encore

Par Emal Haidary de l'AFP

Son lion, Marjan, est longtemps resté le symbole de la résilience afghane. Plus de dix ans après sa mort, le zoo de Kaboul demeure un des rares lieux de détente dans un pays asphyxié par un conflit sans fin. Femmes et enfants, familles et jeunes couples se pressent entre les cages pour admirer les faucons, chouettes et vautours, les loups, les singes, et oublier un moment la peur des attentats et l'incertitude des barrages. «On est venu faire une pause, oublier nos soucis et nos peines», explique Mohammad Ali Akbari, arrivé de la province de Ghazni (sud), l'une des plus disputées par les talibans, pour que son épouse, en arrêt devant un ours, se repose. Les singes ont les faveurs des enfants qui imitent leur gestuelle et leurs cris. Une sono puissante s'échappe de la cafétéria qui jouxte la volière des faisans: on y déguste frites, hamburgers et sodas sur les bancs en regardant les volatiles. Certains visiteurs ont préféré l'ombre des arbres pour se partager melons et pastèques. Des amoureux aux joues roses se sont assis face aux gazelles, s'efforçant ainsi d'échapper aux regards réprobateurs qui leur interdisent les retrouvailles ailleurs en ville. De fait, ces scènes qui pourraient sembler ordinaires ne le sont pas à Kaboul, où plane sans cesse la menace d'une violence qui éclate

te sans prévenir, comme le 23 juillet quand deux kamikazes ont dévasté les rangs d'une manifestation pacifique, faisant plus de 80 morts.

«NE MANGEZ PAS LES ANIMAUX !»

Le zoo de Kaboul, le seul en Afghanistan, est situé au cœur de la capitale cernée de hautes collines pelées, au flanc desquelles s'agrippent des petites maisons de terre battue, chaque jour plus nombreuses. Avant la guerre civile, qui a dévasté la ville de 1992 à l'arrivée au pouvoir des talibans en 1996, le zoo abritait de nombreux animaux exotiques.

Mais la plupart ont été tués ou se sont échappés, terrorisés, lors des bombardements. De cette époque, il ne reste plus guère que l'ours au nez écorché par des enfants qui l'ont frapé avec un bâton, une poignée de singes et des oiseaux de proie.

La plupart des autres pensionnaires de taille relativement modeste, comme les moutons et les chèvres, ont été volés pour être mangés. Une vieille blague en ville assure qu'une pancarte prévenait autrefois les visiteurs: «Ne mangez pas les animaux!» en lieu et place de celles, plus traditionnellement accrochées aux cages, interdisant de «nourrir les animaux». Quant aux oiseaux exotiques, dont de nombreuses espèces rares, ils ont été volés et vendus en douce. Le zoo a subi une



lente et difficile rénovation et accueille désormais 600 animaux, la plupart offerts par des pays amis comme l'Inde et la Chine.

BORGNE ET ADULÉ

«C'est aujourd'hui plus qu'un zoo», souligne Aziz Gul Saqib, directeur des lieux depuis plus d'une décennie. «Les familles se sentent en sécurité ici; c'est un endroit pour souffler». Il affirme que l'an dernier, plus de 700.000 visiteurs se sont pressés dans les allées du zoo, lui assurant 250.000 dollars de revenus et son autonomie financière. Le directeur

a ainsi pu équiper le zoo de caméras de surveillance et de haut-parleurs, qui servent entre autres à mettre en garde les enfants qui asticotent les animaux. «C'est très important d'éduquer les gens sur la vie sauvage car de nombreuses espèces dans ce pays sont en voie d'extinction», insiste Aziz Gul Saqib. Mais le zoo a perdu sa star et principale attraction: Marjan, son lion éborgné par un tir de grenade en 1993, est décédé à 26 ans, en 2002, après avoir traversé les turbulences de l'Afghanistan contemporain, depuis l'invasion soviétique en 1979 jusqu'à la chute des talibans en 2001. Félin adulé, Marjan est enterré dans l'enceinte du zoo, et sa statue de bronze, à l'entrée, accueille les visiteurs, qui se font prendre en photos en posant à ses pieds. Un remplaçant a brièvement occupé sa place en 2014, après qu'un reporter de l'AFP eut repéré un félin efflanqué attaché sur un toit du quartier résidentiel de Taimani.

Promptement transféré au zoo pour sa survie, ce lion y est néanmoins décédé quelques mois plus tard. Pour l'Afghanistan enlisé dans un conflit qui n'en finit pas, le zoo tout entier est devenu une métaphore de la survie en milieu hostile.

USA

Le plus grand gorille du monde «à un pas» de l'extinction



Par Kerry Sheridan de l'AFP

Le plus grand gorille du monde est au bord de l'extinction, victime d'une poussée de braconnage en République démocratique du Congo qui l'a propulsé dimanche dans la sinistre catégorie des espèces «en danger critique» de disparition. Il ne reste plus que 5.000 spécimens de gorille de l'Est (Gorilla beringei), une espèce majestueuse qui se trouve désormais «à un pas de la disparition», ont annoncé les représentants de l'Union internationale pour la conservation de

la nature (UICN), lors de son congrès international à Honolulu. Quatre des six espèces de grands singes sont désormais classées «en danger critique» d'extinction dans la liste rouge des espèces menacées de l'UICN, l'inventaire le plus complet de la faune et de la flore mondiales, mise à jour dimanche: le gorille de l'Ouest, le gorille de l'Est, l'orang-outan de Bornéo et l'orang-outan de Sumatra. Il s'agit de la dernière catégorie avant l'extinction à l'état sauvage. Les chimpanzés et les bonobos sont eux classés «en danger» et également menacés de

disparition. «C'est une triste journée car la liste rouge de l'UICN montre que nous sommes en train de faire disparaître certains de nos plus proches parents», a déclaré sa directrice générale Inger Andersen. La guerre, la chasse illégale et la perte d'une partie de son habitat ont mené «à un déclin catastrophique de sa population, réduite de plus de 70% en vingt ans», souligne l'organisation internationale dans un communiqué.

«PARENT LE PLUS PROCHE»

Le gorille de l'Est compte deux sous-espèces. L'une d'entre elles, le gorille de Grauer ou gorille des plaines orientales (G. b. graueri), a été décimée depuis 1994: on en dénombrerait alors 16.900 spécimens, contre tout juste 3.800 en 2015. La seconde sous-espèce, le gorille de montagne (G. b. beringei), s'en tire mieux, avec une légère hausse de sa population, jusqu'à environ 880 individus. «Il est illégal de tuer ou de capturer des grands singes, cependant la chasse représente le danger le plus grave pour les gorilles des plaines orientales», souligne l'UICN. Le génocide rwandais a joué un rôle dans la réduction drastique de leur nombre, selon John Robinson, primatologue et l'un des responsables de la conservation des animaux de l'organisation américaine Wildlife Conservation Society. «Le génocide a poussé beaucoup de monde hors du Rwanda jusqu'à l'est de la République démocratique du Congo, en des lieux qui avaient été peu occupés par l'homme», explique-t-il à l'AFP. Certains de ces nouveaux habitants ont chassé les gorilles pour se nourrir, tandis que les activités minières et les habitations

envahissaient partie de l'habitat des grands singes, poursuit-il. «C'est véritablement scandaleux que nous soyons en train de perdre notre parent le plus proche sur cette planète», se désole John Robinson.

AMÉLIORATION POUR LE PANDA

La nouvelle liste rouge de l'UICN comprend 82.954 espèces, animales et de plantes. Près d'un tiers, soit 23.928, sont menacés d'extinction, 68 éteints à l'état sauvage et 855 disparus. Mais elle comporte également une bonne nouvelle. Le panda géant a quitté la catégorie d'espèces «en danger» d'extinction grâce aux politiques de protections mises en place par la Chine qui ont permis une hausse de sa population. Mais il reste menacé. S'il est difficile d'établir un chiffre exact, l'UICN calcule qu'il y a environ 2.060 pandas dans le monde, adultes et petits. Pilier de la stratégie chinoise pour sauver le mammifère blanc et noir: replanter les forêts de bambous, qui leur offrent nourriture et habitat. Les fonds apportés par son programme de «prêt de pandas», moyennant finances, à des zoos du monde entier a également permis à la Chine d'investir dans la protection des spécimens sauvages. Le soulagement concernant les pandas pourrait toutefois être de courte durée, met en garde l'UICN, qui classe le panda en catégorie «vulnérable», toujours dans la sphère des espèces menacées. Avec le réchauffement de la planète, plus d'un tiers des forêts de bambous pourrait en effet disparaître d'ici 80 ans. «Pour protéger cette espèce emblématique, il est crucial de poursuivre la mise en œuvre de mesures efficaces de protection des forêts et de répondre aux nouvelles menaces», enjoint l'UICN, qui salue le projet de la Chine d'étendre sa stratégie. Autre bonne nouvelle, l'Antilope du Tibet (Pantholops hodgsonii) n'est plus menacée, passant de la catégorie «en danger» à «quasi menacée» grâce à une politique «de protection rigoureuse» qui a permis de renforcer sa population. «Nous vivons une époque de mutations extrêmes et chaque mise à jour de la liste rouge de l'UICN nous montre que la crise mondiale de l'extinction avance très vite», tempère toutefois Inger Andersen.

Canada

Un hélicoptère heurte une ligne électrique, deux morts

Deux personnes ont péri dimanche et une autre a été blessée dans l'accident d'un hélicoptère qui s'est écrasé après avoir heurté une ligne électrique au Nouveau-Brunswick (est du Canada), a-t-on appris de sources concordantes. Pour une raison inconnue, l'hélicoptère a été déséquilibré après avoir touché la ligne électrique avant de

s'écraser dimanche vers 16h00 locales, a expliqué la Gendarmerie royale du Canada (GRC) chargée de l'enquête. L'hélicoptère a heurté une ligne moyenne tension à Flatlands, près de Campbellton, au nord du Nouveau-Brunswick, puis est tombé dans une rivière, selon le journal local L'Acadie Nouvelle, privant plus de 14.000 foyers d'électricité dans

la région jusqu'au Québec voisin. Le Bureau de la sécurité des transports (BST) a indiqué dans un communiqué dimanche l'envoi «d'une équipe d'enquêteurs lundi sur le site de l'accident». Dimanche soir, selon les données de la compagnie d'électricité du Nouveau-Brunswick, un peu plus de 2.000 clients étaient toujours privés d'électricité.

EN - Les Verts en démonstration face au Lesotho

Une bonne répétition avant le Cameroun



Adjal L.

Personne n'aurait admis que l'équipe nationale ne fasse pas cavalier seul pour son ultime match de qualification. Il n'y avait aucune pression sur les joueurs qui ont composté avant l'heure le billet pour le Gabon. L'enceinte de Mustapha-Tchaker conserve sa réputation de stade fétiche, alors que l'adversaire, disons-le objectivement, s'est avéré très limité. Les Verts ont donc répondu à l'attente des fans et des téléspectateurs en corsant la note avec six buts dont trois sur balles arrêtées. Quels enseignements peut-on tirer de cette rencontre où il n'y avait pas photo entre les deux formations ? En premier lieu, on retiendra l'écrasante supériorité des Algériens qui ont réduit au rôle de comparses leurs malheureux adversaires. A tel point que M'bolhi a passé une soirée tranquille, sans être inquiété une seule fois. Les gars du Lesotho ont obtenu deux corners seulement contre neuf pour les Algériens. La possession du ballon ? Largement en faveur des Fennecs qui ont développé un football collectif qui a fini par user leurs adversaires. Finalement, à propos du onze entrant, Rajevac

a opté pour la sécurité en alignant l'ossature habituelle, hormis Brahimi, touché au moral par le ratage de son transfert. Certes, cette option paraît logique pour une première, où le technicien serbe ne connaît pas bien comme il faut les joueurs, mais, une fois la victoire largement assurée, on aurait aimé qu'il lance plus tôt le jeune Bennacer et qu'il donne plus de temps de jeu à l'attaquant d'Anderlecht Hanni. Ce dernier est resté sur le banc, tandis que l'espoir d'Arsenal n'a eu droit qu'à quelques minutes où il a pu faire admirer toutefois son talent. Ceci dit, en prenant en considération le faible niveau du Lesotho, les Fennecs auraient pu et dû réaliser un score plus lourd. Sur les six buts, Slimani n'en a inscrit aucun mais il fait une passe décisive à son compère Soudani. «Tous les joueurs voulaient marquer et c'est difficile pour moi dans ce cas de figure», a argumenté l'ancien Belouizdadi, lequel a eu un petit accrochage verbal avec Boudebouz lors du penalty en fin de première mi-temps. Et pourtant, selon Rajevac un «classement» existe dans ce genre de situation, le premier à tirer étant Ghoulam. Sur le plan tactique, le système préféré du coach serbe a été mis en place au départ, car, par la suite, il y a eu beaucoup d'animation dans le jeu de l'EN en raison de la différence de niveau. On ne pourra juger ce système que face à un adversaire difficile. Certes, une victoire est toujours bonne à prendre car elle donne de la confiance, mais tout le monde, y compris les joueurs, sait que les Camerounais sont d'une autre trempe que ceux du Lesotho. En conséquence, il n'y a pas lieu de s'enflammer, mais il faut continuer à persévérer dans cette voie avec le maximum de concentration. Les objectifs exigés par la FAF et les fans sont de grande envergure en CAN et au Mondial 2018. Pour la coupe d'Afrique ainsi que dans les éliminatoires de la coupe du monde, les Fennecs seront très attendus car ils ont un statut acquis qu'ils sont tenus de défendre. Sur le plan de l'effectif, le grand chantier de Rajevac sera de bâtir une défense solide car, au milieu et en attaque, il n'a que l'embaras du choix. Il est certain que certains collègues voudraient bien être à la place du Serbe qui a promis de donner de la rigueur à l'équipe nationale. Aussi, on attend avec impatience le match face au Cameroun le 03 octobre 2016, un test qui nous permettra d'y voir plus clair.

Déclarations des entraîneurs

Milovan Rajevac (sélectionneur/Algérie) : «Le résultat n'était pas vraiment important, car nous étions déjà assurés de terminer à la première place. Mais cela fait toujours plaisir de remporter un match par un score lourd, surtout à la veille d'un important rendez-vous contre le Cameroun, pour le compte des qualifications au Mondial-2018. Ce match contre le Lesotho m'a donné une image plus claire sur le rendement des joueurs, chez lesquels j'ai relevé plus de points positifs que négatifs. Ce qui n'était pas très évident, sachant que nous avons

changé de système de jeu, pour rééquilibrer l'équipe. Le précédent stage s'est très bien passé et avec cette large victoire, je suis convaincu que le prochain regroupement se passera dans de bien meilleures conditions. Si j'ai fait sortir Boudebouz à la mi-temps, ce n'était pas pour le sanctionner pour avoir refusé de laisser Ghoulam exécuter le penalty. C'était un simple choix technique, destiné à donner du temps de jeu à Brahimi en vue des importantes échéances à venir. Pour ce qui est de Slimani, il a fait le maximum. Mais son récent transfert a dû le perturber un peu et c'est peut-être cela qui l'a empêché de marquer».

Moses Maliehé (sélectionneur du Lesotho) : «Nous avons affronté une excellente équipe algérienne, avec de très bons joueurs à chaque compartiment de jeu. C'est une équipe professionnelle qui sait varier le jeu avec une efficacité dévastatrice devant les buts. L'Algérie mérite amplement cette large victoire, mais je pense qu'elle aura plus de mal lors des qualifications à la coupe du monde 2018, car elle aura affaire à des adversaires de gros calibre».

L'Algérie termine meilleure attaque, Soudani meilleur buteur

La sélection algérienne de football a confirmé sa domination au classement des meilleures attaques des qualifications de la coupe d'Afrique des nations (CAN-2017) en consolidant sa «moisson» avec six autres buts inscrits dans les bois de Lesotho (6-0), dimanche soir à Blida dans le cadre de la sixième et dernière journée. Les Verts parviennent ainsi à terminer en tête du classement des meilleures attaques avec la bagatelle de 25 réalisations, dont 7 marquées par l'attaquant Hilal Soudani, meilleur buteur des qualifications, devançant d'une seul but l'Ethiopien Kebede G. Onze autres joueurs de l'équipe nationale ont participé également dans le festival de buts algérien au cours des



six rencontres disputées dans ces éliminatoires pour le compte du groupe J. Il s'agit d'Islam Slimani (4 buts), Sofiane Feghouli, Fawzi Ghoulam, Saphir Taider, Riyad Mahrez (2 buts), Yassine Benzia, Ryad Boudebouz, Nabil Bentaleb, Yacine Brahimi, Aissa Mandi, Abdelkader Ghezzal (1 but). Par ailleurs, L'Algérie, le Mali, le Maroc, l'Egypte, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Zimbabwe et le Cameroun, sont les seules sélections parmi les 50 engagées dans les qualifications à rester invaincues. La phase finale aura lieu au Gabon (14 janvier-5 février 2017).

Éliminatoires CAN-2017 Les derniers qualifiés connus

Le Burkina Faso, au bout du suspense face au Botswana (2-1), a décroché son billet pour la Coupe d'Afrique des Nations 2017, tout comme la Tunisie, la RDC, l'Ouganda et le Togo, dernières équipes qualifiées dimanche lors de la 6e et dernière journée des éliminatoires. Ces cinq équipes rejoignent au Gabon le pays-hôte mais aussi le Maroc, l'Algérie, le Cameroun, le Sénégal, le Ghana, l'Egypte, le Mali, le Zimbabwe, la Guinée Bissau et la Côte d'Ivoire, championne d'Afrique en titre. Les Tunisiens ont profité d'une performance abyssale du gardien du Liberia (4-1) pour prendre la 1re place du groupe A et valider leur billet pour le Gabon, où ils retrouveront le Togo, tombeur de Djibouti (5-0) et qui s'est adjugé l'une des deux places de meilleurs deuxièmes.

Les Léopards congolais, eux, n'ont pas fait dans le détail face à la Centrafrique (4-1), pourtant encore dans la course à la qualification jusque-là. Plus tôt dans la journée, le Burkina Faso, finaliste 2013, s'est également qualifié, tout comme l'Ouganda, qui va participer à sa sixième CAN, sa première depuis 1978.

Les Étalons burkinabé ont vécu une soirée rocambolesque, s'appuyant sur un but de Banou Diawara à la... 99e minute pour se défaire du modeste Botswana (2-1), pourtant réduit à neuf. Les Cranes ougandais ont, eux, pris l'autre place de meilleur deuxième grâce à leur succès sur

les Comores (1-0). En revanche, trois anciens vainqueurs, l'Afrique du Sud (1996), la Zambie (2012) et le Nigeria (1994, 2013), seront absents de la compétition reine du football africain, prévue du 14 janvier au 5 février. Dans les autres rencontres du jour, l'Algérie n'a fait qu'une bouchée du Lesotho (6-0), le Maroc a attendu la toute fin de rencontre pour se défaire de Sao Tomé-et-Principe (2-0) tandis que le Mali s'est offert un succès de prestige face au Bénin (5-2). A noter que enfin que le tirage au sort des poules aura lieu le 19 octobre prochain à Libreville.

Les seize équipes qualifiées

Gabon (pays-hôte)
Tunisie (1er du groupe A)
Togo (2e du groupe A, 2e meilleur deuxième)
RD Congo (1er du groupe B)
Mali (1er du groupe C)
Burkina Faso (1er du groupe D)
Ouganda (2e du groupe D, 1er meilleur deuxième)
Guinée Bissau (1er du groupe E)
Maroc (1er du groupe F)
Egypte (1er du groupe G)
Ghana (1er du groupe H)
Côte d'Ivoire (1er du groupe I, tenant du titre)
Algérie (1er groupe J)
Sénégal (1er du groupe K)
Zimbabwe (1er du groupe L)
Cameroun (1er du groupe M)

Mondial-2018

Ce sera une autre paire de manche pour l'EN

Même s'ils ont dominé outrageusement leur groupe J lors des éliminatoires de la CAN 2017, les Verts refusent de s'enflammer, estimant que le véritable test sera à l'occasion des qualifications de la Coupe du monde de 2018 avec un premier match déjà décisif face au Cameroun le 3 octobre prochain au stade Mustapha-Tchaker de Blida. L'équipe nationale a étrillé le Lesotho (6-0), dimanche soir à Blida pour son dernier match dans les éliminatoires de la CAN, un rendez-vous au cours du

quel l'entraîneur serbe, Milovan Rajevac, a fait son baptême du feu sur le banc algérien. En dépit de cette large victoire qui vient confirmer la suprématie algérienne dans sa poule, les protégés de Rajevac préfèrent plutôt garder les pieds sur terre. C'est qu'ils savent pertinemment que les qualifications du Mondial seront une autre paire de manche. D'ailleurs, dès la fin de la partie les esprits des Verts et de leur nouveau coach se sont tournés vers le prochain match contre le Cameroun, un

ANNONCES CLASSÉES

APPARTEMENTS

■ Vends Appart F3 à Mimosas 3ème et dernier étage (en face Protin) - Acté + Livret foncier (Libre de suite) - Refait à neuf - 02 Clim - L. Tél + Internet - Réservoir d'eau 1000 L - Tél : 0562.840.695

■ Particulier loue un Appart de type F3 Bd Adda Benoua quartier Plateau. 5ème étage. Double façade. Equipé Frigo USA /Chambre équipée. Immeuble propre - 4/5mois - Disponible le 15 Septembre - 0549.76.94.32

■ Ag. Immo. LITTORAL - 0550.56.65.17 / 0550.31.09.46 - Loue : F4 1er + place parking Bel Air - F3 Meublé 2ème avec Tél. Internet en face Méridien - F2 4ème meublé Akid Lotfi - F3 meublé Sabah - Villa FORA

■ Ag. Immo. LITTORAL - 0550.56.65.17 / 0550.31.09.46 - Vend : F4 Sup. 120 m². 7ème Ascenseur. Chauffage central. Clim. Vue dégagée Akid - F3 avec garage 2 Véhicules. 7ème Plaza - F3. 4ème Akid (3) F4 résidence privée avec parking Canastel

■ Loue super F5 - F3 - F1. Top. Meublés. Climatisés. Eau chaude. Sécurisées. Terrasse. Vue sur mer 100 m plage à Paradis-plage Aïn Turck + Loue belle Villa à Bousfer-plage, meublée, climatisée, sécurisée - 0771.84.25.21

■ Loue F3 100 m² habitation résidence promotionnelle nouvelle construction ELMADANIA - ALGER - Tél : 0556.62.03.19

■ A vendre Appartement F2 transformé en F3 - 60 m² - à Maraval - Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0560.07.87.59

■ Vds : F3 4ème Duplex. Acté. Hāi Yasmine. F2 4ème. Acté. Yaghmoraçene. Locat. F2. 2ème Primaire. M.M. Senia 300 R+1 - Villa 250 m² R+1 Zabana - Locat. Pizzeria. B. prix - Tél : 0550.46.31.12 / 0772.36.96.57

■ Loue F3 - 82 m² meublé face Sheraton. Vue sur mer. 5ème étage Ascenseur - Garage - Climatisé - Chauffage central - Internet - Tél : 0555.19.71.21

■ TLEMCEN : Loue à BIROUANA au RDC Appart de 3 Pièces + Cuisine + SDB - Tél : 0771.78.10.70

■ TLEMCEN : Vente un joli Appartement F3 à OUJLIDA RDC - Tél : 0541.65.92.54

■ Couple sans enfants cherche Location 6 mois / 1 an - Quartier : Millenium / Akid Lotfi / Bir El Djir - Tél : 0541.32.30.56 / 0553.16.22.27

■ Echange F3 Tlelat 1er étage contre F2 + 60 Millions à Yasmine (ORAN) 1er ou 2ème étage. Désistement - Tél : 0696.60.54.09

■ Vends Appartement F3 - 135 m² - Acté - 4ème étage à Aïn EL BIA - BE THIOUA, cité calme avec clôture et parking - Prix demande 9 MD - Contactez le : 0662.74.74.06

■ Location F3 - 90 m² avec grande cour à HASSI BOUNIF, à côté Station de services et Salle des fêtes - Tél : 0561.02.41

■ Vds ou Ech. F4 Gd Stand. 110 m² USTO Université. ORAN. Cité Cosider USTO. 6ème étg. Ascenseur. Gardiennage et autres Commod. - Contre Pte Maison sur axe ORAN - TEMOUCHENT - Etude toutes les propositions - 0771.25.61.63 / 0555.918.123

■ ORAN - Vends : F4 - 1er étage - Acté - 88 m². Adda Benoua + F4 - 2ème étage - Acté - 94 m². Hāi Yasmine 2 - Tél : 0540.98.68.52

■ Vends F5 Haut Standing - Type haussmannien - Sup. 180 m² + servitudes - Toutes commodités - Situé au centre-ville d'ORAN - Prix après visite - Curieux s'abstenir - Tél : 0554.52.51.30 ou 0674.74.92.22 pour RDV

■ Vends F4 - 2ème étage. Acté à Akid Lotfi. Environ 80 m². Tél fixe. Internet. Climatiseur. Grand parking + grand Garage sous-sol avec Poste de police. Prix après visite - Curieux s'abstenir - Tél : 0553.47.31.58

■ A vendre Appartement F3 - Désistement - Rez-de-chaussée - Hāi Ennour en face Ardis (ORAN) - Prix 450 M à débattre - Tél : 0542.04.27.33

■ Location F4 - 7ème étage avec Ascenseur à Hāi Yasmine 2 - 3 U/mois + Loue Local 16 m² au centre-ville d'Oran P/3.5 U/mois + Local 40 m² à côté l'académie + Loue F3 - F4 à Yasmine 2 (Possibilité 6 mois) - 0799.65.93.99 - 0556.86.64.18

■ A vendre des F3 Promotionnels 2ème et 3ème étage 75 m², fin projet Mars 2015 (Versement 30%) reste crédit bancaire - en face Université Belgaid + Vds F2, F3, F4, F5 dans une résidence à Belgaid (Versement 20%) - 0799.65.93.99 - 0556.86.64.18

■ A vendre T3 - T4 à côté Méridien Ht Standing finis 100%. Vue sur mer. 20 U/m² (50% Crédit) + Vente sur plan à Belgaid T3 - T4 Ht Standing 15 U/m² + Vds sur plan côté hôtel Maghreb Larabi F3 + F4 vue panoramique 15 U/m² - 0799.65.93.99 - 0556.86.64.18

REMERCIEMENTS

Mme LAKEHAL SHAHRAZED
remercie toutes les familles

BEREKSI-REGUIG - RAHAL -

ABOURA - HAMITOU - KAHIA -

SANHADJI - MAHMOUDI
pour leurs efforts et leur
précieuse contribution

au mariage de ma fille.

■ Vends : F3 Cavaignac 1er (500 U) - F3 Cité Zabana ARZEW 4ème (750 U) - F3 Rue Lamarre 3ème (12 MDA) - F4 + Terrasse 213 m² RDC Carteaux (16 MDA) - AG. " ABDALLAH " 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

■ Loue : F2 Cavaignac 3ème (2,6 U) - F4 meublé Larbi Benn'hidi 3ème (6 U) - F6 Larbi Benn'hidi 2ème (7 U) - Villa Canastel (6 U) - Villa El Kerma (4 U) - AG. " ABDALLAH " 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

■ Logement à vendre F3 - Acté - 4ème étage - Cité des enseignants Akid Lotfi - ORAN - Contactez : 0558.74.55.78

■ Vds F4 Haut Stand. 130 m² + 2 Cuis. + Gd hall. Gd balcon. Equipé. Refait : Dalle de sol - Faïence. Chauffe-bain. Radiateur. 2 Clim. Tél + Internet. Citerne d'eau. Meublé neuf. 3ème étg. 2 Faç. Porte se ferme à clé à Aïn Turck près Nvile Dairia - Tél : 0675.84.37.08

■ Vente Appart 100 m² F5 - 4ème étage - Acté - Bien aménagé - Situé Cité des 10 Logts Bloc A2 N°7 (En face Manège) SIDI BELABBES avec Garage de 38 m² - N° Tél : 0554.37.85.66 - 0559.79.62.44

■ Logement à vendre ou à louer F3 - Acté - 1er étage à Akid Lotfi (près des Pompiers) - Contactez : 0778.61.04.14

■ A vendre Appartement à Gdyel : F3 - Sup. 68 m² au 1^{er} étage - Acté - à côté les Pompiers, nouveau immeuble - N° Tél : 0555.77.77.66

■ Loue F3 individuel 100 m² avec Jardin et grande Cour à Bouisseville - Aïn Turck - Tél : 0697.20.12.32 - 0556.21.98.56

■ Vente sur plan F2 - F3 - F4 Haut Standing, Résidence El Mass, en face l'Ecole de Belgaïd - Appeler au : 041.82.48.28 ou 0554.14.98.15 - Possibilité de Crédit bancaire

■ Vente sur plan F3 - F4 Haut Standing résidence - Citerne 300 R+1 - à Belgaïd - Appeler au : 041.82.48.28 ou 0554.14.98.15 - Possibilité de Crédit bancaire

■ Vends F4 bien aménagé 2^{ème} étage à Sorecar Dar El Beida + 2 F3 mitoyens Hāi Yasmine 7^{ème} étage avec Ascenseur - SLP - Tél : 0550.54.80.80 - 0550.266.514 - 0770.180.189

■ Vends Appart de luxe de 103 m² dans une résidence sécurisée H24, quartier calme, bon voisinage. 2 Ch. et Gd balcon ouvert sur cuisine équipée (AVIVA) toute climatisée avec balcon. Vue sur mer et 5 mn de la plage. SLP avec Jacuzzi, au 4ème étage avec Ascenseur à Claire-Fontaine - Aïn Turck - N° Tél : 0550.43.82.86

■ Location : F3 équipé à Aïn TEMOUCHENT - F4 rénové en F2 équipé à Bir El Djir - ORAN - Accepte location même pour quelques jours - Tél : 0560.13.80.85

■ Loue des beaux Apparts F2 et F3 équipés dans la Résidence Cherine, avec toutes commodités (Restaurant - Cafétéria - Hammam - Sauna...) à Paradis-plage Aïn Turck - Corniche oranaise - Tél : 0777.013.414 - 041.44.59.15

■ MARSA BEN MHIDI ex-PORT-SAY : A louer Appart de luxe de standing neuf - Tout équipé face à la plage. F4. Terrasse vue sur la mer. Chambre climatisée - Possibilité garage fermé - Tél : 0668.89.45.92

■ Location : F3 équipé à Aïn TEMOUCHENT - F4 rénové en F2 équipé à Bir El Djir - ORAN - Accepte location même pour quelques jours - Tél : 0560.13.80.85

■ Loue des beaux Apparts F2 et F3 équipés dans la Résidence Cherine, avec toutes commodités (Restaurant - Cafétéria - Hammam - Sauna...) à Paradis-plage Aïn Turck - Corniche oranaise - Tél : 0777.013.414 - 041.44.59.15

■ MARSA BEN MHIDI ex-PORT-SAY : A louer Appart de luxe de standing neuf - Tout équipé face à la plage. F4. Terrasse vue sur la mer. Chambre climatisée - Possibilité garage fermé - Tél : 0668.89.45.92

■ Vends Villa Carcasse 220 m². Plate-forme + Dalle - Actée - Double façade. Route goudronnée. Bon voisinage à Oran FLEURUS HASNIA ETTOUAL (RHA). Prix offert : 13 Millions et Demi de Dinars - Tél : Propriétaire : 0668.63.09.52

■ Villa coloniale 400 m² - Façade 14 m - Jardin à l'entrée - 5 Pièces - Cuisine - Cour à l'arrière - Gambetta - Tél : 0795.17.10.34

■ ORAN - A louer 1 Villa R+1 + Garage - Toutes commodités - Côté El Morched - Point du Jour - Tél : 0553.07.99.29

■ A vendre à Sidi Maârouf : Villa 180 m². Actée + Livret foncier en R+1 avec terrasse accessible, à 600 m de la zaouia Bekâïda à côté du cimetière - Prix 2,5 Milliards - Tél : 0553.09.73.59 / 0550.99.58.33

■ A vendre à SIDI BEL ABBES : Très belle Villa 200 m² R+2 avec 1 façade : 2 Locaux commerciaux - 8 Pièces - Hammam - Chauffage central - au CPR rue principale - N° Tél : 0559.59.98.51

■ SIDI BEL ABBES - Vends Villa 2 façades - Quartier résidentiel - Tél : 0790.82.56.30

■ A vendre Villa 240 m² à Es-Senia - ORAN - 144 m² Bâti avec deux façades - Un Puits et un quartier calme - Tél : 0554.33.91.33

■ Affaire à Saisir - GHAZOUET : Vends belle petite Maison 70 m². Habitable. Quartier très calme - Actée + Livret foncier - Possibilité d'agrandissement. Proche tous commerces, 5 Km de la plage. Très bon voisinage. Prix : 8 Millions de Dinars 500 - 870 Millions de centimes. Négociable - Tél : 0668.89.45.92

■ A vendre F4 - 2^{ème} étage. Acté à Akid Lotfi. Environ 80 m². Tél fixe. Internet. Climatiseur. Grand parking + grand Garage sous-sol avec Poste de police. Prix après visite - Curieux s'abstenir - Tél : 0553.47.31.58

■ A vendre Appartement F3 - Désistement - Rez-de-chaussée - Hāi Ennour en face Ardis (ORAN) - Prix 450 M à débattre - Tél : 0542.04.27.33

■ Location F4 - 7ème étage avec Ascenseur à Hāi Yasmine 2 - 3 U/mois + Loue Local 16 m² au centre-ville d'Oran P/3.5 U/mois + Local 40 m² à côté l'académie + Loue F3 - F4 à Yasmine 2 (Possibilité 6 mois) - 0799.65.93.99 - 0556.86.64.18

■ A vendre des F3 Promotionnels 2ème et 3ème étage 75 m², fin projet Mars 2015 (Versement 30%) reste crédit bancaire - en face Université Belgaid + Vds F2, F3, F4, F5 dans une résidence à Belgaid (Versement 20%) - 0799.65.93.99 - 0556.86.64.18

■ A vendre T3 - T4 à côté Méridien Ht Standing finis 100%. Vue sur mer. 20 U/m² (50% Crédit) + Vente sur plan à Belgaid T3 - T4 Ht Standing 15 U/m² + Vds sur plan côté hôtel Maghreb Larabi F3 + F4 vue panoramique 15 U/m² - 0799.65.93.99 - 0556.86.64.18

■ Vends Villa R+1 à Aïn TEMOUCHENT - 253 m² - Actée - 4 P. - Salon + Hall + GG - Gde Cour - Bon voisinage - Prix après visite - Tél : 0782.83.42.27

■ A vendre une partie d'une Maison de Maître. Cette partie est de 180 m². Double façade (13 x 14). Cette partie peut être partagée en 2 parties - Située à ES-SENA - Kara II - Tél : 0651.98.80.10

■ ELAMRIA (46), A vendre Villa 201 m² ou Echange. Acte + Livret. Elect. Gaz. Eau - 05 Poes + Gde Salle. Cour 60 m². Puits H/24. Douche publique 11 cabines. Cuisine. Salle de bain. Gd Coulis. Faïence - Mobile : 0553.97.09.00 - Fixe : 043.76.03.38

■ Vends Immeuble de 3 étages - Deux façades - 2 Magasins - Situé 03, Rue Abdelkhalak Mohamed Seighir - Saint Antoine - ORAN - N° Tél : 0666.80.44.08 - 0666.43.45.74

■ Vente Maison de Maître - Actée - 175 m² - Façade 10 m - Située à Maraval Rue SOUFI Zoubida - ORAN - Quartier commercial - Contient 02 Locaux commerciaux - N° Tél : 0542.69.82.55

■ A vendre Carcasse R+2 - Coop. Saadi - Maraval - Sup. 216,60 m² - Actée avec Livret foncier - Tél : 0658.14.92.96

■ CANASTEL - Loue Niv. Villa F5 + Gar. + Loue Niv. Villa F3 meublé + Loue Studio + Vends Villa Immeuble (F3 + F4 + F5 + Studio + Gar. + Jard.) - Tél : 0796.55.79.30

■ A vendre Maison RDC. Superficie 300 m². Bâtie 170 m² - Acte en cours - Composée de : 3 Chambres - Hall - Salle - Cuisine - Cour et Terrasse - Garage - 2 Façades - Située à Hassi Bounif à 400 m de la Mairie - Tél : 0791.97.69.67

■ Vends belle Villa R+2 sise à Fernandville près du Bd Millennium. 240 m² - Actée - 02 Garages + 08 Pièces + 02 SDB + grande Cuisine -

USM Harrach Une stabilité retrouvée

M. Lamine

L'USMH semble avoir retrouvé sa stabilité en matière de gestion financière. On se souvient que le club a eu toutes les peines du monde pour équilibrer une situation qui était des plus inquiétantes au début en raison de la crise financière.

Les causes ? Une lutte intestine sans merci entre les dirigeants de l'ancien et du nouveau bureau. Fort heureusement, ce dernier a réussi, sous la houlette de Laïb, à assainir la situation après avoir épargné une partie des dettes qui étaient sous forme de salaires redevables aux joueurs ayant porté les couleurs de l'USMH la saison dernière, entre autres Ait Ouamer, Benachour, Brahma, ce qui a permis à l'USMH d'échapper de justesse aux sanctions prévues par les règlements de la compétition.

Aujourd'hui, Laïb et les dirigeants du club peuvent être fiers d'avoir réussi leur mission, du moins dans cette première étape qui consistait à renforcer l'effectif, parfaire la préparation d'intersaison et s'engager en championnat.

En outre, l'USMH avait un besoin urgent d'être prise en charge par un sponsor de bonne crédibilité finan-

cière, ce qui a été fait avec l'entreprise Saïdal qui est maintenant liée avec le club harrachi par un contrat qui va s'étaler jusqu'à la fin de saison actuelle. Dans ce cadre, l'USMH a bénéficié d'une aide d'un milliard et demi de centimes, une véritable bouffée d'oxygène qui a permis de régler une bonne partie des dettes ainsi que les salaires des joueurs. Toutefois, les dirigeants savent que la saison est encore longue et qu'ils ne doivent pas s'endormir sur leurs lauriers. Ils doivent assurer la survie financière du club. Ils sont donc appelés à prospecter dans divers horizons pour dénicher d'autres sponsors.

Des pourparlers ont été, dit-on à El Harrach, engagés avec Air Algérie pour la réalisation d'un contrat de sponsoring. Ces informations restent toutefois à confirmer, d'autant plus que les deux parties avaient engagé il y a de cela trois années des pourparlers qui n'ont pas abouti. Sur le plan sportif, l'équipe d'El Harrach a laissé une bonne impression lors des deux matchs du championnat.

Elle a d'abord réussi son premier déplacement de la saison en allant faire match nul à Sidi Bel-Abbès devant l'équipe locale, alors qu'au deuxième match face au MCA, en

dépit de la défaite, elle a laissé une bonne impression en pratiquant un football de bonne facture. Les nouveaux capés d'El Harrach n'ont pas déçu et ont été excellents sur plusieurs plans, ce qui a fait dire aux observateurs que l'USMH possède une équipe qui a de solides arguments pour réussir dans l'actuel championnat. Le prochain match en déplacement devant la JSK nous éclairera certainement sur les véritables potentialités de l'équipe et où l'entraîneur Boualem Charef pourrait être amené à effectuer des changements par rapport à l'équipe qui a affronté le MCA, surtout que certains joueurs ne sont pas encore rétablis de leurs blessures. Il faut souligner par ailleurs que Harrag sera le grand absent en raison de sa suspension. On verra peut-être de jeunes joueurs faire leur apparition pour la première fois en compétition officielle à l'occasion de ce match contre la JSK. Le match amical programmé face à la formation de Bordj El-Kiffan sera l'occasion pour ces éléments de prouver leurs capacités à s'imposer au sein du onze type. Toujours est-il que l'USMH a bien travaillé au cours de cette trêve du championnat et on s'attend à ce qu'elle fasse bonne figure à Tizi-Ouzou.

AS Ain M'lila Toumi Sahraoui prône la patience

A. Mallam

À près un mois de travail, nous « sommes arrivés à une préparation qu'on peut évaluer à 55% », nous a déclaré l'entraîneur de l'AS Ain M'lila, Toumi Sahraoui. « C'est dire qu'il reste encore du travail à faire pour être compétitif », a-t-il rétorqué aux supporters qui s'impatientent et se demandent depuis quelques semaines si l'équipe est déjà formée ou si l'entraîneur est encore à la recherche de son onze type. Le coach estime pour sa part qu'il faut attendre cinq ou six matchs de championnat pour voir le véritable visage de l'ASAM cette saison. Néanmoins, cet avis ne satisfait pas des fans plutôt sceptiques quant au travail effectué lors des

stages de Ain-M'lila et de Tikjda. Ils fondent leurs appréhensions sur ce qu'ils ont vu lors du match amical disputé vendredi dernier contre l'AS Khroub, perdu 1 à 2 par leur équipe. « Nous sommes en train de travailler en fonction de l'objectif tracé avec les dirigeants qui consiste, en premier lieu, à réaliser une saison meilleure que la précédente. Nous n'avons pas parlé d'accession. C'est pourquoi nous ne sommes pas pressés. Pendant cette saison, nous comptions bien jouer les premiers rôles. S'il apparaît, à une étape quelconque du parcours, que l'équipe peut tenter sa chance et viser l'accession, nous ne nous privons pas de le faire », a ajouté Sahraoui. Désirant mettre les choses au point, notre interlocuteur rappelle que la préparation de l'équipe n'a débuté que le 2 août dernier avec un petit stage à Ain-M'lila. Par la suite, il y a eu ce second stage de neuf jours à Tikjda, pour une préparation physique spéciale ponctuée de quatre matchs amicaux contre des équipes de la région Centre, telles que le WA Boufarik, IB Lakhdaria, RC Boumerdès et CRB Ain-Ouessa, avec un bilan il est vrai mitigé : un match gagné pour trois nuls. Les matchs amicaux se sont poursuivis après le retour à Ain M'lila où l'équipe a disputé cinq autres matchs contre le DRB Tadjenane, (perdu 3 à 0), la JSM Skikda (gagné par 1 à 0), contre le MS Batna, l'IRB Robbah, les deux matchs gagnés par 1 à 0, suivis par un échec face à l'AS Khroub.

Cyclisme - Tour d'Espagne Quintana piège Froome et s'enfle

Du grand spectacle ! Nairo Quintana s'est envolé dimanche en tête du Tour d'Espagne, finissant deuxième de la 15e étape derrière l'Italien Gianluca Brambilla et confortant son maillot rouge après avoir piégé son dauphin Chris Froome dans une offensive d'envergure avec l'aide d'Alberto Contador.

Au terme de cette journée mémorable, au scénario débridé et inattendu, voilà le petit grimpeur colombien en position de force pour obtenir son premier sacre sur la Vuelta dans une semaine à Madrid. « On a vécu une grande étape. Quand on s'y attendait le moins, on a creusé davantage d'écart qu'en haute montagne », s'est réjoui le leader de l'équipe Movistar au micro de la chaîne espagnole Teledéporte.

Et quel panache de la part du duo Quintana-Contador ! Au lendemain de l'étape reine dans les Pyrénées françaises, les deux leaders ne se sont pas cachés, dynamitant les 118 km de course jusqu'à l'arrivée au sommet de la station de ski d'Aramon Formigal (Aragon). Le maillot



rouge compte désormais 3 min 37 sec d'avance au général sur son rival britannique, un écart a priori suffisant pour résister au triple vain-

queur du Tour de France lors du contre-la-montre individuel programmé vendredi prochain, à l'avant-veille de l'arrivée.

Qualifications - Mondial 2018 L'Allemagne déroule, l'Angleterre s'en sort in-extremis



Thomas Müller est de retour : l'attaquant allemand a idéalement lancé la Mannschaft dans les qualifications du Mondial-2018, avec un succès 3-0 en Norvège, alors que l'Angleterre a obtenu in extremis une victoire étiquetée en Slovaquie

1-0, pour les débuts du sélectionneur Sam Allardyce dimanche. On disait Müller porté disparu avec un Euro-2016 complètement transparent sans but, ni coup d'éclat pour l'inévitable attaquant du Bayern, incapable d'éviter une élimination en demi-finale face à la France. Il a signé un retour tonitruant avec un doublé (15e, 60e) et une superbe passe décisive pour Kim-mich. A quelques jours de ses 27 ans, Müller a donc remis les pendules à l'heure, c'est bien lui qui sera le principal atout de l'équipe allemande sur la route du Mondial en Russie. D'autant que les autres adversaires du groupe C semblent à sa portée : l'Azerbaïdjan qui a gagné à Saint-Marin 1-0, ou l'Irlande du Nord et la République tchèque, qui n'ont pas réussi à se départager (0-0). L'Angleterre elle aussi voulait repartir de l'avant en Slovaquie après l'humiliation de l'Euro-2016 et une élimination surprise face à la modeste sélection islandaise en huitièmes de finale. Avec aux commandes le nouveau sélectionneur Sam Allardyce, prié de

succéder à Roy Hodgson pour tourner la page de cette compétition ratée.

Résultat, la patte de «Big Sam» n'est pas encore là, avec toujours les mêmes problèmes : une défense fébrile et un Harry Kane trop seul devant.

C'est donc Adam Lallana qui a endossé le costume de sauveur face aux Slovaques, qui avaient déjà posé des problèmes aux Three Lions à l'Euro avec un 0-0 en poule.

Son but à la 90e+5 offre une précieuse mais difficile victoire, qui semblait pourtant promise aux Anglais, après l'exclusion du capitaine slovaque Martin Skrtel (57e). Au moins le résultat est là pour l'emblématique capitaine Wayne Rooney, qui a fêté sa 116e sélection, en faisant le joueur de champ le plus capé de la sélection. Mais c'est l'Ecosse qui a pris la tête de ce groupe F avec un festival 5-1 à Malte, alors que la Lituanie et la Slovénie ne sont pas parvenus à se départager (2-2).

Dans le groupe E le Danemark a fait le nécessaire à la maison en battant l'Arménie 1-0, contrairement à la Roumanie, qui a vu revenir le Monténégro en fin de match (1-1).

La surprise est surtout du côté du Kazakhstan, où les Polonais, qui menaient 2-0 et restaient sur un bel Euro (quarts de finale), n'ont pas réussi à échapper au match nul (2-2).

Tennis - US Open Nadal éliminé, Kerber trop forte pour Kvitova

L'ancien N.1 mondial Rafael Nadal a craqué dimanche face au culot et à la puissance de Lucas Pouille, l'un des trois Français qualifiés pour les quarts de finale de l'US Open, une première en Grand Chelem depuis le début de l'ère Open en 1968. A seulement 22 ans, Pouille a réussi un exploit majeur dont ne font que rêver la plupart des autres joueurs professionnels : il a épingle à son tableau de chasse l'un des beaux palmarès de l'histoire.

Il a décroché «la plus belle victoire de (sa) carrière» au terme de quatre heures d'un match d'une rare intensité, souvent étouffant et même irréel, bouclé en cinq sets 6-1, 2-6, 6-4, 3-6, 7-6 (8/6). Tout juste revenu d'une blessure à un poignet qui l'a privé de compétition pendant deux mois, Nadal n'est certes plus, à 30 ans, l'incontestable roi du tennis mondial qu'il était encore en 2010 lorsqu'il avait remporté trois des quatre tournois du Grand Chelem de l'année. Jo-Wilfried Tsonga a

Football - Ligue 2
Suspense et surprises attendus



M. Zeggai

C'est vendredi prochain que sera donné le coup de start du championnat professionnel de Ligue 2 cuvée 2016-2017. Plus d'une dizaine d'ex-sociétaires de l'élite seront au rendez-vous. Le nombre important de prétendants va accentuer la difficulté cette saison où seules les trois premières places sont synonymes d'accès. Un fait particulier : tous les clubs, sans exception, se sont fortement renforcés à l'exception du Paradou AC qui s'est contenté de trois nouvelles recrues en raison de l'érosion permanente de ses jeunes Académiciens. Deux clubs seulement, le MCS et le CRBAF, ont prôné la stabilité de l'en-cadrement, alors que toutes les autres formations ont préféré changer de staff technique. Voilà les premières données à la veille du démarrage du championnat qui s'annonce plein de suspense et de surprises. Avec la présence de près de dix favoris, il est quasiment difficile d'émettre un pronostic fiable sur les futurs lauréats à la Ligue 1, notamment en raison du niveling des valeurs qui risque de caractériser ce championnat. Ajoutez à cela les clubs qui, pour une raison ou une autre, vont faire souffrir leurs fans.

ASO, MCEE, JSMB, CABBA : RECTIFIER LE TIR

Ces trois équipes ont déçu plus d'un lors de l'exercice écoulé. Ces trois formations, qui ont engagé de nouveaux entraîneurs et joueurs d'expérience, veulent rectifier le tir par rapport aux erreurs de la saison précédente. Medouar Abdelkrim, le grand décideur de l'ASO Chlef, a pris le taureau par les cornes et semble décidé à jouer l'accès. Au vu du recrutement et avec la venue de Younès Ifticene, le président Chélifien a confirmé ses prétentions dès le départ, contrairement à la saison dernière. C'est presque la même situation à El Eulma où les dirigeants du MCEE n'ont pas droit à l'erreur et sont attendus au tournant par une opposition qui guette le moment propice pour revenir aux commandes. La venue à la barre technique de l'entraîneur Rachid Bouarata et l'engagement d'une pléiade de nouveaux joueurs confirment cette thèse. C'est dire que le MCEE demeure un sérieux prétendant à l'une des trois premières places. C'est le cas de la JSMB où les fans bejaouis ne veulent plus re-

vivre le cauchemar de la saison passée. Le président Boualem Taïb a, encore une fois, montré sa disponibilité et sa bonne volonté pour remettre la JSMB à sa place comme le démontrent les moyens mis à la disposition du club. Le CABBA, qui a connu une intersaison quelque peu agitée, s'est renforcé pour répondre à l'attente de son public qui exige le retour parmi l'élite. Pour cela, les dirigeants ont opté pour le retour du coach Azziz Abbès qui connaît parfaitement la maison et les rouages de cette division où il a exercé pendant plusieurs saisons.

PAC, ASMO, MCS, USMB : REVENIR AU DEVANT DE LA SCÈNE

Ces quatre formations sont considérées comme des postulants à l'étage supérieur et semblent bien armées pour revenir au devant de la scène. Les jeunes loups du Paradou, avec un nouveau staff technique espagnol, voudront prouver qu'ils possèdent de solides arguments techniques pour bousculer la hiérarchie, surtout avec le jeune prodige Mansouri qui est revenu au bercail en raison de sa non qualification au MCA. Quant aux gars de l'ASMO, ils livreront une lutte sans merci pour se procurer une accession exigée par leurs supporters et même par les autorités locales. Nour Eddine Sâadi, l'entraîneur asémiste, parviendra-t-il à relever le défi ? La tâche des Oranais n'est guère insurmontable, mais ce sera très difficile, d'abord par rapport à la présence de nombreux postulants et aussi en raison des prestations peu convaincantes des asémistes lors des matches de préparation. Certes, l'ASMO, vidée littéralement de ses titulaires, aura du mal à se relever pour confirmer son statut de prétendant, mais c'est jouable si tout le monde s'y met. Idem pour le MCS dont les joueurs ont entamé dans une période sensible une grève qui risque d'être pénalisante. Le problème financier demeure l'un des obstacles des responsables du Mouloudia, mais il faut convenir que le recrutement n'a pas été en conformité avec l'objectif assigné, notamment sur le plan offensif. C'est, du moins, l'avis de certains observateurs proches du club. De son côté, l'USMB, qui a traversé une crise interne sans précédent suite à une gestion catastrophique qui a duré des années, n'a d'autre alternative que de jouer ses chances d'accès à fond. Le public blidéen, connu par sa fer-

veur et son attachement à son équipe, exige le retour parmi l'élite. Mais l'USMB s'est-elle préparée en conséquence ? La question reste posée.

JSMS, RCA, ASK, ABS, CRBAF : RETENIR LES LEÇONS DU PASSÉ

Dans ce lot de formations, tout reste possible. Le RCA doit d'abord régulariser sa situation avec ses joueurs qui ont déposé leurs contrats au CRL pour espérer qualifier ses nouvelles recrues. Sinon, le RC Arba est appelé à connaître de nouveaux soucis. Le CRBAF, pour sa part, doit impérativement faire preuve de professionnalisme dans la gestion pour éviter la mésaventure de la saison précédente. Ceci est également valable pour l'A Boussaâda qui doit obligatoirement prendre conscience du danger qui la guette. Retenir les leçons du passé reste le leitmotiv des Boussaâdis lors de cet exercice. L'ASK, elle aussi, reste exposée aux risques et les autorités locales doivent intervenir pour mettre fin à une situation qui a failli coûter au club une descente au DNA la saison dernière. Pour la JSM Skikda, qui a la chance de compter sur un public, certes exigeant mais qui joue parfaitement son rôle de douzième homme, devrait imposer sa présence et, pourquoi pas, aller se mêler à la course pour l'une des trois premières places.

GCM, WAB ET USB : LE MAINTIEN AVANT TOUT

Pour ces trois promus, il est clair que le maintien reste l'objectif primordial afin d'éviter une chute qui risque d'être fatale. Au vu des événements de l'intersaison, seule l'US Biskra donne l'impression d'avoir fait une bonne préparation et réussi un bon recrutement pour assurer sa place dans l'antichambre de l'élite. Ce n'est pas le cas du GCM qui a connu plusieurs perturbations et une confusion dans la gestion ayant débouché sur le départ du coach Mehdaoui qui a été remplacé par François Bracci. Pour sa part, le WA Boufarik part dans l'inconnu après une longue absence du concert du football national. Mais, il n'entamera pas la compétition dans la peau d'une victime expiatoire, bien au contraire, il tentera de réaliser le meilleur parcours possible en championnat, avec pour principal objectif le maintien, bien sûr.

Principaux transferts

ASMO: Baled (ex-PAC), Kharbeche (ex-NC Magra), Dahmane (ex-CSC), Akil (ex-JSMS), Benyettou (ex-USMH), Tchiko (ex-MCEE),

ASO: Baouche (ex-OMA), Soltani (ex-OMA), Mebareki (ex-JSMB), Attafen (ex-CABBA), Melika (ex-USMB), Boudina (ex-USMB), Chadouli (ex-GCM), Boukhari (ex-CRBAF), Kedad (ex-CRB prêt), Maâmar Youcef (ex-CRB), Samir Chaouchi (ex-MCA),

PAC: Boufeneche (ex-CRBAF), Bouhafer (ex-ESMK), Oudni (ex-USMMH),

JSMB: Drifel (ex-NAHD), Ouanas (ex-USMB), Al-lali (ex-NAHD), Khellaf (ex-NAHD), Merbah (ex-MCO), Megatli (ex-ESS), Rait (ex-ESS), Hadef (ex-DRBT), Mehdi Latreche (émigré), Hamiti (ex-MC Oujda), Adnane (ex-OS El Kseur),

MCS: Belhaoua (ex-USMB), Ihadjadene (ex-JSK), Hantat (ex-JSK), Sohbi (ex-RCBOR), Benayada (ex-USMB), Chehaima (ex-JSMB), Amour Sofiane (ex-JSS), Guarrich (ex-JSS),

WAB: Farhi (ex-USB), Hafid (ex-NAHD), Tiza (ex-JSMB), Soulih (ex-ESS prêt), Bessam (ex-ESS prêt), Hammouche (ex-ESS prêt), Harchaoui (ex-MCA), Haouch (ex-CRBAF), Tib (ex-USMMH), Zemmouchi (ex-CAB), Hazi (ex-Jil Boufarik), Slimani (ex-Beni Douala), Hanifi (ex-MCS), Med Kacem (ex-NARBR), Rabhi (émigré),

USB: Benchaib (ex-MCO), Benhamlat (ex-CABAB), Belaâlem (ex-DRBT), Omrani (ex-DRBT), Treâ (ex-MSPB), Kebari (ex-USC), Boufeligha (ex-Chabab Hai Moussa), Belgherbi (ex-ASB), Benharoun (ex-RCR), Khellafi (ex-JSMS), Bitam (ex-JSMS), Benchaïra (ex-CRBAF), Kara (ex-ASO), Messaoudi (ex-USR),

GCM: Meddour (ex-OM), Benhocine (ex-OM), Belââroussi (ex-ESM), Benmehgit (ex-JSMB), Boumechra (ex-RCR), Belhadi (ex-MCEE), Hachem (ex-ASBM), Souakir (ex-CRBAF),

MCEE: Zitouni (ex-USMMH), Cherfaoui (ex-OM), Guerrab (ex-USMMH), Chebana (ex-CAB), Boulaïncœur (ex-JSMS), Belhamri (ex-CAB), Hamadache (ex-OM), Saâdi (ex-ASK), Djebaili (ex-CAB), Meddouar (ex-ABS), Chellal (ex-USMMH), Si Mohamed (ex-USC), Bourahla (ex-USC),

USMB: Rabti (ex-MCS), Belaid (ex-ASMO), Zerguine (ex-CABBA), Hadiouche (ex-CABBA), Friou (ex-JSMS), Tayeb Slimane (ex-MOC), Meziane (ex-ABS), Bouheniche (Franco Algérien), Guenifi (ex-CAB),

CABBA: Douadi El Eulmi (ex-UST), Yaâlaoui (ex-MCO), Ouaddah (ex-USMB), Djillali (ex-USMMH), Benachour (ex-USMH), Meddah (ex-RCR), Zeghidi (ex-MCEE), Aouamri (ex-USMBA), Tedjar (ex-ASO), Madouni (ex-ASO), Belguerfi (ex-OM), Youcef Zakaria (ex-RCR),

JSMS: Aissaoui (ex-OMA), Maânsour (ex-CRBAF), Kennache (ex-ASK), Yahiaoui (ex-OMA), Hmimid (ex-CABBA), Khiter (ex-OMA), Oussallah (ex-MCEE), Djaouchi (ex-Hammama Lif prêt), Lemaissi (ex-JSMS), Radjem (ex-ABS), Hammouche (ex-ESS), Guermache (ex-Ramdane Djamel), Brahmia (ex-MCEE), Mokdache (ex-ESS), Khazri (ex-Ramdane Djamel),

ASK: Sayeh (ex-MCS), Akrour (ex-ASO), Benmedour (ex-RCK), Oukal (ex-JSK), Slimatni (ex-JSD),

RCA: Khiter (ex-MCA prêt), Nedjar (ex-USMMH), Berrabah (ex-USMC), Bourkoum (ex-WRM), Oudina (ex-MCA), Kara (ex-ASMO), Souiyad (ex-MCA), Haroun (ex-USMA), Boukria (ex-MOB), Hamroun (émigré), Aksas (ex-CSC),

ABS: Fekih (ex-USMB), Chaouti (ex-SAM), Nait Slimane (ex-USMB), Abdelli (ex-USB), Bakhtatou (ex-USB), Senigra (ex-USMMH), Bendjelloul (ex-MOB), Ghomrani (ex-DRBT),

CRBAF: Youcef Khodja (ex-ASO), Khalfa (ex-JSMS), Aâlem (ex-IBL), Dekhinet (ex-USMH), Ayad (ex-Chabab Kais), Dourari (ex-JSK), Sedkaoui (ex-JSMS), Hadjidj (ex-ASO), Tiouli (ex-JSS), Mesbah (ex-USB), Anani (ex-USMAn),

TÉLÉVISION



08.00 Bonjour d'Algérie (direct)
09.30 Dar Oum Hani
10.00 Bihar e'sabaa
10.35 Abtal djidja
11.20 Tahta el mouraqaba
12.00 Journal télévisé en français
12.25 El aahd e'tamine
13.45 Makhloouqate el miyah



09.55 Motus
10.25 Les Z'amours
11.00 Tout le monde veut prendre sa place
11.55 Météo 2
12.00 Journal
12.45 Météo 2
13.00 Mille et une vies
14.05 Mille et une vies rêvées
14.40 Visites privées
15.45 Amanda
16.45 ActuAlTy
17.45 N'oubliez pas les paroles
18.50 Météo 2
19.00 Journal
19.50 Météo 2



09.50 Midi en France
11.00 12/13 : Journal régional
11.25 12/13 : Journal national
13.00 Un cas pour deux
15.05 Un livre, un jour
15.10 Des chiffres et des lettres
15.50 Harry
16.30 Slam
17.10 Questions pour un champion
18.00 19/20 . Journal régional
18.30 19/20 . Journal national
18.58 Météo
19.00 Tout le sport
19.25 Plus belle la vie



12.40 Le magazine de la santé
13.35 Allô, docteurs !
14.40 En quête du Saint Graal
15.30 Sale temps pour la planète
16.30 C à dire ?!
16.45 C dans l'air
18.00 C à vous
19.50 Pesticides, le poison de la terre
20.45 Le monde en face
21.00 Pollution, la France irrespirable
21.55 C dans l'air
23.00 Les trésors cachés de la Mer Morte
23.45 Les 100 lieux qu'il faut voir
00.40 La nuit du crocodile

14.30 Doumou'e el qalb

15.15 C'est son show
16.45 Troupe El Haouasse
17.15 Bakugan
17.35 Azrae yanbet
18.00 Journal télévisé en amazigh
18.25 Dar Oum Hani
19.00 Journal télévisé en français

19.25 Djemai family

20.00 Journal télévisé en arabe
20.45 Tahta el mouraqaba
21.30 Planète sahra
22.20 Senteurs d'Algérie
23.20 Dar Oum Hani
00.00 Journal télévisé en français

19.55 Secrets d'histoire



- Wallis : la sulfureuse duchesse de Windsor

Présenté par Stéphane Bern
Le journaliste dévoile la fascinante destinée de Wallis Simpson, la sulfureuse duchesse de Windsor, accusée d'avoir incité le roi Edouard VIII d'Angleterre à abdiquer. Le monde entier pointa du doigt cette Américaine, qui divorça à deux reprises. Cette personnalité mystérieuse, calculatrice et ambitieuse, fut soupçonnée d'avoir entretenu des liaisons dangereuses avec le régime nazi. A partir de 1945, la duchesse de Windsor règne sur la vie mondaine parisienne.

01.20 Tout compte fait

19.55 Capitaine Marleau



- Les mystères de la foi
Avec Corinne Masiero, Victoria Abril, Stéphan Guérin-Tillié, Irène Jacob
A peine arrivée en Alsace, la capitaine Marleau apprend que Manuela, une jeune Espagnole, a mis fin à ses jours en sautant du quatrième étage d'un hôtel. La victime avait séjourné quelque temps dans une abbaye bénédictine de la région. Elle semblait liée à mère Louise, une abbesse charismatique. Très vite, Marleau conclut que ce n'est pas un suicide mais un crime. Elle bénéficie de l'aide du père Vincent, un jeune prêtre séduisant.

21.30 Grand Soir 3
22.05 Le pitch cinéma
22.10 Présumé innocent
00.10 Couleurs outremers

arte

TV5MONDE

12.20 Arte journal
12.35 Le cavalier électrique
14.40 Quand tombent les étoiles
15.25 La magie du cosmos
16.45 Aventures en terre animale
17.15 D'outremers
18.00 Sur les toits des villes
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.55 Trafic d'art
21.25 A la poursuite des pillards de temples
22.20 Trafic d'ivoire, la guerre perdue
23.15 Square
23.40 2001, l'odyssée de l'espace
01.55 Dennis Hopper

13.00 Les châteaux de la loire

14.00 Questions pour un champion

14.30 L'échappée belle

15.45 Ogurts ou les turpitudes d'un concombre russe

16.30 64' le monde en français

17.30 64' l'essentiel

18.30 Le journal de France 2

19.00 Meurtres à collioure

20.30 Pardonnez-moi

21.00 TV5Monde le journal Afrique

21.25 Le journal de la RTS

22.00 L'or du golfe

00.00 TV5Monde le journal



CINE + PREMIER 19.45

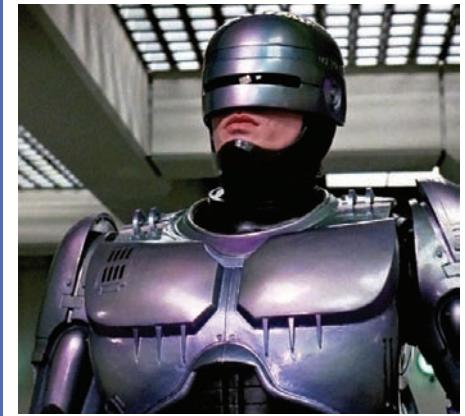
GODZILLA

Avec Aaron Taylor-Johnson, Elizabeth Olsen, Bryan Cranston

En 1999, à Janjira, au Japon, Joe Brody, physicien nucléaire américain, assiste impuissant à la mort de sa femme, Sandra, au cours d'un accident dans la centrale où ils travaillent. Quinze ans plus tard, Ford, le fils de Joe et Sandra, désormais militaire, retrouve sa famille aux Etats-Unis. Pendant ce temps, au Japon, Joe, qui ne croit pas à la version officielle du tremblement de Terre, veut faire éclater la vérité sur ce qui s'est passé 15 ans plus tôt. Quand il apprend que Joe a été arrêté par la police, Ford se rend au Japon pour l'aider.

CINE + FRISSON 19.45

ROBOCOP



Avec Peter Weller, Nancy Allen, Dan O'Herlihy, Ronny Cox

A l'aube de l'an 2000, dans un Detroit ravagé par la violence et la corruption, afin de rétablir l'ordre, édiiles et financiers mettent au point un super justicier, fait d'acier et de chair, conçu à partir du corps d'Alex J. Murphy, sorti du coma. Robocop est né. Inquiet de cette situation, Clarence, un criminel, s'allie avec un cadre véreux d'OCP, la gigantesque firme qui gère la police municipale.

RTL 9 19.40

A LA RECHERCHE DU BONHEUR

WILL SMITH

RECHERCHE du BONHEUR

Avec Will Smith, Jaden Smith, Thandie Newton, Brian Howe

A San Francisco, dans les années 1980, sous l'administration Reagan, Chris Gardner, représentant de commerce, a beaucoup de mal à joindre les deux bouts. Un jour, sa femme Linda, découragée, le quitte. Elle accepte néanmoins de lui laisser la garde de leur adorable fils Christopher, âgé de 5 ans. Bientôt au chômage, Chris Gardner accepte un stage non rémunéré dans une prestigieuse entreprise de courtage.

TF1

19.35 Coupe du monde 2018



09.20 Grey's Anatomy

11.00 Les douze coups de midi

12.00 Journal

12.35 Météo

12.45 Les feux de l'amour

14.10 Petits plats en équilibre

14.15 L'envie d'être mère

15.45 Quatre mariages pour une lune de miel

16.50 Bienvenue chez nous

17.50 Bienvenue à l'hôtel

18.55 Météo

19.00 Journal

19.30 Météo

Après avoir affronté l'Italie, en match amical, il y a cinq jours, l'équipe de France emmenée par Antoine Griezmann, Blaise Matuidi ou encore Laurent Koscielny entament sa campagne des éliminatoires de la coupe du Monde 2018. Pour ce premier match contre la Biélorussie, le sélectionneur Didier Deschamps devrait largement s'appuyer sur le groupe de joueurs qui a disputé la finale du dernier championnat d'Europe des Nations.

21.40 Esprits criminels
00.00 New York District

20.00 En famille



- Le mariage de l'ex
Avec Yvan Le Bolloc'h, Jeanne Savary, Yves Pignot, Marie Vincent

Marjorie apprend à toute la famille Le Kervelec qu'elle va assister au remariage de son ex-mari, Yvan. Jacques et Brigitte avaient de toute façon déjà accepté d'y aller, ravis de pouvoir s'amuser. Quant à Kader et Roxane, ils sont inquiets de la voir craquer et décident de s'y rendre également. Marjorie s'est bien gardée de leur dire qu'elle compte venir en galante compagnie, mais rien ne se passe comme prévu...
00.20 Bouge !

CANAL+

19.55 Le nouveau stagiaire



Avec Anne Hathaway, Robert De Niro, Adam DeVine, Rene Russo, Anders Holm Ben Whittaker, veuf, fait tout pour mener malgré tout une vie bien remplie. Mais pas assez à son goût, et le septuagénaire postule pour être stagiaire dans un site Internet de mode. Au bout de quelques jours, Ben, un homme très organisé, est choisi pour être l'assistant personnel de Jules Ostin, la jeune fondatrice de la société.
21.55 L'homme irrationnel
23.25 Tokyo fiancée
01.05 Nous venons en amis

france 4

12.35 Hélène et les animaux
14.35 Champions de France
14.40 Avatar, le dernier maître de l'air
15.45 Ninjago
16.50 Angelo la débrouille
17.30 Les as de la jungle
18.00 On n'est pas que des cobayes !
19.55 Match Point

21.40 Menteur, menteur
23.30 American Pie 5
01.20 American Pie 6 : le livre des secrets

W9

09.30 @ vos clips
10.50 W9 Hits
11.40 Charmed
15.40 Un dîner presque parfait
17.55 Les Marseillais et les Ch'tis VS le reste du monde
19.40 Soda
19.55 Bones



Les enjeux des PME face au nouvel impôt forfaitaire

Par Mustapha Bensahli*
6 ème partie

C'est dire que les sociétés comme les PME ne sont pas en état de s'adapter au régime de l'IFU qui déjà montre ses insuffisances à partir de ses nouvelles bases, sauf exception, au risque d'interpréter cette assimilation dans le traitement fiscal sinon, pour le moins, comme un palliatif. Les PME, tout en s'identifiant pleinement à l'entreprise en tant qu'entités et si elles s'en démarquent, c'est pour avoir leur personnalité propre et pour, qu'à ce titre, elles puissent bénéficier d'un régime fiscal différentiel.

Ainsi quand il s'agit de chercher à comprendre toute la réalité des PME, il faut passer, nécessairement, par le biais de l'entreprise, car il n'est pas possible de les dissocier, tant il est vrai que leurs identités respectives sont liées, intrinsèquement, au point de se confondre d'une manière consubstantielle sur de nombreux aspects fondamentaux.

Pour respecter un traitement correct et transparent de la fiscalité, il ne suffit pas de se contenter de se forger seulement une perception intuitive de l'entreprise, tout en restant à distance pour l'évaluer, au risque d'avoir un prisme déformant et sans chercher à pénétrer assidûment sa réalité pourtant présentant tellement d'intérêt en découvertes. Dans tous les cas de figure, il faut se reporter à l'entreprise en tant que microcosme économique qui prend fortement de l'importance dans

le contexte actuel, si bien que par rapport à son système managérial, elle s'est érigée en une véritable institution en ce qu'elle est en perpétuel devenir par rapport à l'environnement, changeant sous l'influence de la mondialisation.

C'est pourquoi, la structure de l'entreprise est agencée de manière à ce qu'elle soit amenée à assumer plusieurs missions importantes, aussi bien sur le plan interne que sur le plan international. Par exemple l'avantage des PME, c'est qu'elles exercent leurs activités dans tous les secteurs économiques : extraction, production, transformation industrielle, commerce de détail, intermédiaires, grossistes et importateurs et formant, ainsi, en tant qu'important groupe hétérogène d'agents économiques et sociaux en somme, c'est l'ossature du tissu économique.

Il suffit de citer les start-up qui sont les vecteurs de l'innovation, sauf qu'ils demeurent toujours à l'état embryonnaire et pour se développer ils ont besoin d'un véritable concours notamment sur le plan fiscal, pour tenter de s'aligner, progressivement, sur d'autres pays en développement qui ont connu une avancée inégalée en ce domaine.

Toute enquête crédible sur les PME aurait permis d'en tirer cet enseignement, si elle avait été entreprise en amont comme outil de prise de décisions structurantes de mesures fiscales, ce qui aurait pu faire éviter ces actions hâtives en-

registrées. A ce sujet justement, il existe un vieil et sage adage qui précise ce qui suit : «On ne sait gérer sans risque que ce que l'on sait mesurer».

Mais il est toujours possible de faire a posteriori, l'évaluation pour se rendre compte que sur le terrain il existe effectivement un certain anachronique avec ce qui a été annoncé au demeurant avec les potentialités réalisables, sauf que le retard accusé sur ce plan peut se rattraper par des ajustements appropriés avec, certes, une volonté politique affirmée en ce sens. L'une des premières évaluations, c'est de connaître le nombre de PME qui ont cessé leur activité par suite de l'application du nouveau régime de l'IFU ou sur le point de l'être, ce compte tenu des difficultés rencontrées pour considérer la nécessité de revoir fondamentalement sa texture. Il serait donc illusoire de faire croire qu'au travers seulement de la fiscalité, il soit possible de bien saisir et bien maîtriser complètement la réalité de l'entreprise dans sa dimension et dans son organisation, tant elle est régie par de nombreux paramètres interférant entre eux pour aboutir à une stratégie qui se décline en plans d'actions sur la base des différentes méthodes de management dédiées aux diverses fonctions marquantes qu'elle assume et entre autres celle de la fiscalité.

En guise d'appréciation, force est de constater que la fiscalité est restée au milieu du gué et comme si

elle se trouve frappée par le syndrome de l'inertie, ne cherchant aucunement à déroger à la conception devenue forcément désuète avec le temps, si bien qu'elle n'est pas parvenue malgré quelques tentatives, à s'affranchir de son ancrage ancien pour se placer au rythme du temps évolutif de la modernité, en acquérant ainsi plus de souplesse et plus de cohérence qui lui sont fondamentalement nécessaires en l'état actuel.

L'ESQUISSE DE QUELQUES PISTES DE SOLUTIONS POUR PARFAIRE L'IFU

Toute chose étant égale par ailleurs, une question cruciale se pose, celle de savoir si les PME retiennent autant d'intérêt en tant que moteur du développement, auquel cas elles méritent comme il a été répété à maintes fois, officiellement, d'être encouragées pour qu'elles puissent assumer, normalement, leur rôle en matière de développement.

L'IFU étant présentement truffé d'imperfections pour que les PME le ressentent bien dans leur existence, ne pourrait pas logiquement rester en l'état, d'où le besoin pressant de s'appuyer dans son traitement sur une méthodologie qui apporte un net éclairage pour élucider la problématique.

Comme la fiscalité joue un rôle prépondérant voire déterminant sur le plan économique et comme le sort réservé aux PME par le biais de l'IFU n'est pas une fatalité, alors la

question se pose légitimement de savoir si les PME méritent d'être aidées effectivement ou non et si c'est affirmé il reste à dénouer les points d'achoppement sur des bases fondées.

Si l'on veut les aider comme semble être le cas, car il s'agit d'une affaire de crédibilité, il est devenu impératif de clarifier le régime fiscal qui leur est applicable, en changeant, à cet effet, totalement de paradigme pour lui permettre d'obéir à la rationalité, à l'efficience et un mot au progrès. C'est dire qu'une rupture est nécessaire pour faire le bilan de ce qui a été déjà réalisé afin de situer, surtout, ce qui n'a pu réussir et d'entrevoir ce qui reste à entreprendre, d'une manière optimale, dans l'immédiat et à moyen terme.

Il s'agirait en la circonstance de faire un choix rationnel :

- En tentant de formuler les solutions jugées appropriées et non des solutions palliatives ou subjectives, En déduisant sélectivement à cette occasion tout ce qui ne peut réussir et ne pas réussir, En se référant non pas d'une démarche réputée quasi intuitive, mais à celle qui obéit à la ligne concentrée essentiellement autour de trois priorités, à savoir : la technique (1) la visibilité (2) la communication (3) la sécurité juridique (4) la stabilité (5) la participation de l'évaluation en termes d'expériences comparatives (6) (Cf. annexe 2).

A suivre

(*) Ex-Expert international en fiscalité auprès des Organisations internationales et auteur d'ouvrages traitant des thématiques en fiscalité

Publicité

Importante Société sise à Oran, recrute pour sa nouvelle extension :

N°	Postes	Exigences :
* Designer		<ul style="list-style-type: none"> * Profil : Diplôme de l'école nationale des Beaux-Arts ou équivalent. * Maîtrise outils Informatique. * Expérience professionnelle exigée.

Veuillez remplir le formulaire de recrutement sur le site : www.recruit-rht.com ; et, pour d'autres compétences, Adressez vos CV aux mêmes coordonnées.
Compétences, adressez vos CV aux mêmes coordonnées.

IMPORTANTE ENTREPRISE COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

INSTALLEE A ORAN

RECHERCHE POUR SON DEVELOPPEMENT

► 01 DIRECTEUR COMMERCIAL (H OU F)

- Formation universitaire sciences commerciales ou grandes écoles de commerce
- Expérience minimum de 05 années à un poste de cadre dirigeant

► 01 CADRE EN MARKETING (H ou F)

- Formation universitaire sciences commerciales ou grandes écoles de commerce
- Expérience minimum de 05 années à un poste d'encaissement

Autres conditions :

- Diplôme exigé dans la filière
- Résider à Oran ou environs immédiats

Pour postuler, transmettre CV et Photo récente à : jobkt.essenia@gmail.com



CONDOLEANCES

Monsieur L. BERRANE, P.D.G. de la SPA BAHIA PHARM, les membres du Conseil d'Administration, ainsi que le personnel de la grossisterie, attristés par la nouvelle du décès de Mme DIHADJ, mère de leur confrère, Monsieur DIHADJ Boubekeur, présentent à celui-ci toutes leurs condoléances et l'assurent de leur soutien et de leur compassion.

Puisse Dieu donner aux proches de la défunte la force de surmonter cette épreuve.

Société à Oran Recrute

- Secrétaire
- Licenciées en sciences commerciales ou économiques
- Technicien en Informatique
- Agents de sécurité

Résider à ORAN Ville

Expérience exigée

Envoyer CV + photo par

Fax : **041.23.25.21**

Clinique EL MECHOUAR Oran recrute :

- Un médecin radiologue
- Un laborantin

Libre de tout engagement

Contactez : **0696.52.51.06**

CANAL SUR

A le plaisir d'informer

l'ensemble de ses

partenaires

du changement de ses

N°s Tél/Fax : **048.74.11.22 /**

048.74.13.48

Pour toutes vos publicités

dans la presse prendre

contact aux : **0555.05.90.10**

/ 0771.62.33.47

Pour son restaurant gastronomique à Oran



HOTELS

www.hotelseden.com

Recrute:

- Maîtres d'hôtel
- Chefs de rang
- Commis de salle
- Barman

Profil :

Diplômes et qualification exigés
Minimum de 2 à 5 ans d'expérience
(Possibilité d'hébergement)

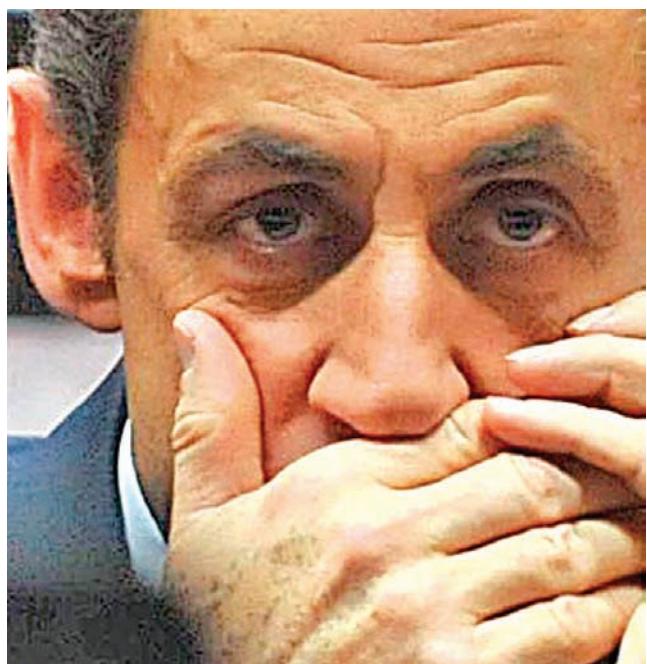
Merci d'envoyer votre CV détaillé par email à : cintra@hotelseden.com

Syrie: le groupe Etat islamique perd sa dernière position sur la frontière



Les forces turques et les rebelles syriens ont chassé dimanche les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) de leur dernière position sur la frontière syro-turque, a affirmé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). «L'EI a perdu tout contact avec le monde extérieur après avoir perdu les derniers villages frontaliers entre la rivière Sajour et (la localité d') Al-Rai», a indiqué l'Observatoire. «Les rebelles et les factions islamistes soutenus par les tanks et l'aviation turcs» se sont emparés de plusieurs villages frontaliers «après que l'EI se soit retiré, mettant fin à sa présence (...) sur la frontière», a précisé l'OSDH. La Turquie a lancé le 24 août une opération militaire en Syrie, surnommée Bouclier de l'Euphrate, affirmant viser tant l'EI que les forces kurdes qui ont joué un rôle majeur pour chasser les jihadistes d'une grande partie de la frontière. Les YPG (Unités de protection du peuple kurde, branche armée du PYD) sont les partenaires de la coalition anti-jihadistes conduite par les États-Unis.

Mais Ankara considère les YPG comme une «organisation terroriste» et s'est alarmée de son expansion le long de sa frontière craignant la création d'une zone autonome kurde dans le nord de la Syrie. La perte de cette zone frontalière prive l'EI de points de passage pour les récues et l'approvisionnement depuis la Turquie même si cette organisation contrôle encore de larges pans de territoires en Syrie et en Irak.



Le marché pétrolier se tourne désormais vers Alger et la réunion informelle des pays producteurs de pétrole, membres et non membres de l'Opep. Le marché mais aussi l'ensemble des Etats du cartel et des grands producteurs de l'or noir que sont la Russie et les Etats-Unis d'Amérique qui estiment, à juste titre, que ce rendez-vous pourrait conditionner, sur des années, l'avenir des prix du baril.

Entre optimisme mesuré et scepticisme argumenté, entre déclarations de bonne intention et realpolitik, les prix sont soumis plus à des impératifs politiques qu'à de véritables paramètres économiques. Sans tomber dans l'exagération, le marché pétrolier est plus versatile au courant d'air irano-saoudien et aux éternuements russes et irakiens qu'aux données purement techniques d'une croissance venue de l'Asie. C'est dire que les éléments d'un marché classique sont perpétuellement assujettis à des soubresauts

Le Quotidien D'ORAN

Téhéran appelle les musulmans à reconstruire la gestion de La Mecque



Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a violemment critiqué lundi les «dirigeants saoudiens» et exhorté les musulmans à reconstruire la gestion des lieux saints par Ryad, selon son site officiel leader.ir. «Le monde musulman, aussi bien les gouvernements que les peuples, doit connaître les dirigeants saoudiens et leur nature irrévérencieuse, non croyante et dépendante (...) et réfléchir sérieusement à la gestion des lieux saints. Simon le monde musulman sera confronté à des problèmes plus grands», écrit M. Khamenei dans son message avant le pèlerinage de La Mecque, dont les Iraniens ont été privés cette année.

M. Khamenei a également critiqué le fait que les pèlerins iraniens ne pourront pas se rendre en pèlerinage à La Mecque cette année alors qu'ils avaient été quelque 60.000 à le faire en 2015. Cette décision a été prise à la suite de la gigantesque bousculade qui a fait l'an dernier quelque 2.300 morts, dont 464 Iraniens, sur le site, selon des données compilées à partir de bilans fournis par des gouvernements étrangers. «Les dirigeants saoudiens qui ont bloqué le chemin du Hajj aux fidèles iraniens sont des égarés honteux qui voient la continuation de leur pouvoir oppressif dans (...) l'alliance avec le sionisme et les Etats-Unis et ne renoncent à aucune trahison sur ce chemin», a dénoncé M. Khamenei. C'est la première fois depuis presque trois décennies que les pèlerins iraniens sont empêchés de se rendre en Arabie saoudite pour le Hajj. Les deux pays n'ont pas réussi à trouver un accord pour l'envoi des pèlerins iraniens à la Mecque. Téhéran a accusé Ryad d'«entraves». L'Arabie Saoudite a rompu ses relations avec l'Iran après l'attaque de son ambassade à Téhéran début janvier par des manifestants qui voulaient protester contre l'exécution du cheikh Nimr, une figure de la contestation chiite contre le régime saoudien sunnite.

France: Sarkozy sous la menace d'un procès pour escroquerie

Le parquet de Paris a requis un procès contre l'ancien président français Nicolas Sarkozy et 13 co-inculpés dans une affaire de financement illégal de la campagne perdue pour sa réélection en 2012, a appris l'AFP lundi de sources judiciaire et proche de l'enquête. Il appartient désormais à des juges d'instruction de se prononcer sur cette demande, mais ils doivent attendre au minimum un mois pour laisser le temps aux parties de déposer d'éventuels recours. Ce calendrier est un enjeu majeur pour Nicolas Sarkozy, en lice à la primaire que l'opposition de droite organise les 20 et 27 novembre pour désigner son candidat à la présidence du printemps 2017.

Une décision de renvoi devant un tribunal correctionnel avant ce primaire menacerait de contrecarrer son ambition de reconquérir l'Elysée. Le parquet demande notamment le renvoi de Nicolas Sarkozy pour «avoir dépassé le plafond des dépenses électorales» et avoir «fait

état» dans son compte de campagne de 2012 d'«éléments comptables sciemment minorés», a indiqué une source proche de l'enquête.

L'enquête porte plus largement sur un vaste système de fausses factures destiné à dissimuler un dépassement massif de 18,5 millions d'euros du plafond des dépenses autorisées pour la campagne, qui était fixé à 22,5 millions. Dans ses réquisitions datées du 30 août, le parquet de Paris a demandé le renvoi en procès de 13 autres personnes pour des délits de faux, abus de confiance, escroquerie ou complicité et complicité de financement illégal.

Il a été incarcéré le 16 février pour financement illégal de sa campagne, soupçonné d'avoir engagé des dépenses supplémentaires en réclamant de nouveaux meetings, alors qu'il ne pouvait ignorer que son budget allait franchir la ligne rouge.

EDITORIAL

Par Moncef Wafi

QUAND L'OPEP TRINQUE

géostratégiques impliquant le bras de fer entre Téhéran et Riyad ainsi que les conflits armés en Irak, Syrie ou encore la Libye. Et c'est sur ces incertitudes que va tourner la réunion d'Alger considérée, à tort ou à raison, comme étant celle de la dernière chance pour voir le marché évoluer dans le sens voulu par l'Opep. Et ces perspectives d'embellie des prix passent indubitablement par le gel de la production, premier enjeu de taille de ces retrouvailles.

Pour l'expert en énergie, Abdelmadjid Attar, un éventuel accord ferait augmenter les prix à 60 dollars à partir de 2017. L'ancien Pdg de Sonatrach se montre assez confiant estimant que les signaux sont positifs et suggèrent un minimum syndical pour les

pays de l'Opep. Au-delà de l'entente sur le gel, c'est le respect de l'accord en lui-même qui reste le seul garant des prix. Un seuil minimal qui arrange les affaires de pas mal de pays producteurs à commencer par l'Algérie qui table sur un baril à 60 dollars pour mieux respirer. En effet, et de Téhéran, le ministre algérien de l'Energie a été clair à ce propos affirmant que les pays du cartel «exigent des prix du pétrole se situant entre 50 et 60 dollars» alors que la mercuriale actuelle n'est pas acceptable. C'est dire si l'enjeu est crucial et qu'Alger joue gros sur ce coup-là.

Cette perspective de trouver un accord explique peut-être l'approche de la diplomatie algérienne avec ses différents démêlés avec l'Arabie Saoudite évitant d'envenimer les relations malgré la bellicosité de Riyad. Cette politique sera-t-elle suffisante pour trouver un terrain d'entente entre l'Iran et les wahhabites ? C'est ce que les invités d'Alger espèrent le plus.

Yémen: sept membres présumés d'Al-Qaïda tués par un drone

Sept membres présumés d'Al-Qaïda ont été tués dans la nuit de dimanche à lundi dans une attaque de drone, probablement américain, contre une habitation de la province de Marib, à l'est de Sanaa, a annoncé un responsable des services de sécurité yéménites. Les sept hommes se trouvaient, au moment de l'attaque lancée par «un drone probablement américain», dans une habitation appartenant à l'un d'entre eux dans la localité d'Al-Wadi, de la province de Marib, a-t-il précisé. Ils appartiennent tous à la tribu de Waila, originaire de Sadaa, dans le nord du Yémen, a ajouté ce responsable. Les attaques contre les jihadistes d'Al-Qaïda n'ont pas cessé au Yémen en dépit de la guerre qui oppose les troupes du gouvernement aux rebelles chiites Houthis alliés aux partisans de l'ancien président Ali Abdallah Saleh. La dernière a coûté la vie à trois membres présumés du groupe le 30 août dans le sud du Yémen. Une semaine avant, sept autres membres présumés d'Al-Qaïda avaient péri dans deux attaques de drone dans le sud. Les Etats-Unis considèrent la branche d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA), basée au Yémen, comme la plus dangereuse du réseau extrémiste. Ils sont les seuls à disposer de drones pouvant atteindre des cibles dans la Péninsule arabique.

Vols entre la France et l'Espagne Jusqu'à 39 heures de retard pour 810 voyageurs



Quelque 810 voyageurs ont été affectés par des retards allant de 8 à 39 heures sur des vols entre la France et l'Espagne, dus à un problème technique sur un avion d'une compagnie belge, a-t-on appris dimanche auprès de la compagnie. Un avion de la compagnie Jetairfly, filiale de TUI Travel, qui devait partir de Toulouse (sud-ouest) samedi à 6H00 du matin avec 126 passagers, a été maintenu au sol à la suite d'un problème technique, a indiqué à l'AFP une porte-parole de la compagnie. «La pièce de remplacement n'était pas disponible ni à Toulouse ni à Bruxelles, on a dû la faire parvenir de Hanovre par un jet privé», a indiqué Florence Bruyère. «La réparation a pris plus de temps que prévu. On a cherché un avion de remplacement qu'on n'a pas trouvé immédiatement», a-t-elle poursuivi. L'avion concerné par le problème technique devait effectuer plusieurs vols dans la journée: une fois arrivé à Malaga, il devait rejoindre Marseille, avant de retourner à Malaga, puis à Toulouse, et enfin à Lanzarote (Canaries). En y ajoutant un vol prévu avec ce même avion le dimanche matin entre Toulouse et Ibiza, également retardé, ce sont quelque 810 personnes qui ont été touchées par des retards allant de 8 heures à 39 heures, a indiqué la porte-parole. Plusieurs centaines de personnes ont dû être hébergées à l'hôtel aux frais de la compagnie.

«J'avais un vol à Malaga à 8H55 samedi, et je viens d'arriver à 21H30 dimanche, a indiqué par téléphone à l'AFP Caroline, qui se présente comme une passagère marseillaise de 21 ans. L'avion en question a finalement été réparé, et un A340 a été emprunté à une compagnie espagnole. Les derniers passagers devaient arriver à leur destination lundi peu après minuit.